



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

MET HET BEKNOPT VERSLAG

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

PLENUMVERGADERING

SÉANCE PLÉNIÈRE

woensdag

mercredi

20-12-2000

20-12-2000

18:05 uur

18:05 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Berichten van verhindering	1
BEGROTINGEN (VOORTZETTING)	1
Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (904/1 tot 5 en 906/1)	1
- Ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (905/1 tot 35)	1
<i>Hervatting van de algemene bespreking</i>	1
<i>Sprekers: André Smets, Ludwig Vandenhove, Bart Laeremans, Paul Tant, Karel Van Hoorebeke, Kristien Grauwels, Denis D'hondt, Jef Tavernier, voorzitter van de AGALEV-ECOLO-fractie, Gerolf Annemans, voorzitter van de VLAAMS BLOK-fractie, Marcel Hendrickx, Antoine Duquesne, minister van Binnenlandse Zaken, Tony Van Parys, Guy Hove, Anne Barzin, Marc Verwilghen, minister van Justitie</i>	

SOMMAIRE

Excusés	1
BUDGETS (CONTINUATION)	1
Budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 2001 (904/1 à 5 et 906/1)	1
- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001 (905/1 à 35)	1
<i>Reprise de la discussion générale</i>	1
<i>Orateurs: André Smets, Ludwig Vandenhove, Bart Laeremans, Paul Tant, Karel Van Hoorebeke, Kristien Grauwels, Denis D'hondt, Jef Tavernier, président du groupe AGALEV-ECOLO, Gerolf Annemans, président du groupe VLAAMS BLOK, Marcel Hendrickx, Antoine Duquesne, ministre de l'Intérieur, Tony Van Parys, Guy Hove, Anne Barzin, Marc Verwilghen, ministre de la Justice</i>	

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 20 DECEMBER 2000

20:40 uur

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MERCREDI 20 DÉCEMBRE 2000

20:40 heures

De vergadering wordt geopend om 20.40 uur door de heer Herman De Croo, voorzitter.
La séance est ouverte à 20.40 heures par M. Herman De Croo, président.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Antoine Duquesne, Marc Verwilghen.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

**Berichten van verhindering
Excusés**

Versnick, Di Rupo, buitenslands / à l'étranger.

**Begrotingen (voortzetting)
Budgets (continuation)**

- 01** Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (904/1 tot 5 en 906/1)
- Ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (905/1 tot 35)
01 Budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 2001 (904/1 à 5 et 906/1)
- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001 (905/1 à 35)

**Hervatting van de algemene bespreking
Reprise de la discussion générale**

De algemene bespreking is hervat.
La discussion générale est reprise.

Wij hervatten de bespreking van de sectoren Justitie, Binnenlandse Zaken, Federale Politie en Geïntegreerde Werking en Ambtenarenzaken.
Nous reprenons la discussion concernant les

secteurs Justice, Intérieur, Police fédérale et Fonctionnement intégré et Fonction publique.

01.01 **André Smets** (PSC): Monsieur le président, monsieur le ministre, je n'abuserai certainement pas du temps de parole, tant par respect pour vous que pour le personnel de la Chambre.

Il y a un an, c'était l'arc-en-ciel, un arc-en-ciel qui se couvre de plus en plus et qui fait place à des orages de plus en plus fréquents. En réalité, les partis au pouvoir sont minés par des objectifs différents, par le manque de confiance grandissant et par le besoin de certains de se faire valoir. Certains jouent à se radicaliser dans l'un ou l'autre sens et ce n'est pas ainsi, me semble-t-il, que nous saurons régler un certain nombre de problèmes lancinants.

Et la gestion des affaires intérieures, monsieur le président, monsieur le ministre, traduit très bien l'énorme malaise qui secoue la majorité.

Je me permettrai de revenir sur un chapitre, que je sais complexe : la gestion des demandeurs d'asile.

Alors que le VLD, et plus particulièrement son chef de groupe, demande maintenant que l'on construise des murs, les écolos veulent que l'on travaille à portes ouvertes. Et très souvent, le ministre Duquesne doit monter à la tribune pour essayer de concilier l'inconciliable, et tenter de donner l'impression que le gouvernement maîtrise à la fois une gestion humaine et une gestion responsable. Mais la dure réalité des chiffres s'impose. Sans vouloir aucunement polémiquer, je tiens à dire que j'ai quand même été surpris, à la lecture des chiffres fournis par le commissariat général, de constater qu'en début d'année, il y

avait mensuellement 2.896 nouveaux candidats réfugiés et qu'au mois d'octobre, ce nombre s'élevait à 5.287. Ce qui m'inquiète le plus – et le ministre le sait encore mieux que moi –, c'est de savoir combien de filières interviennent pour faciliter le passage de ces candidats qui ne sont certainement pas des réfugiés politiques.

Je puis citer un cas concret, que j'ai vécu personnellement en ma qualité de bourgmestre. On m'a débarqué, chez moi, à deux heures du matin, une famille d'Iraniens. Rien qu'en ce qui concerne cette nationalité, ils étaient au nombre de 23 au mois de janvier, 12 en février, 22 en mars, 31 en avril, 71 en mai, 131 en juin, 255 en septembre, 436 en octobre. Et selon les derniers chiffres dont je dispose, ils sont actuellement 646. Une fois encore, la dure réalité des chiffres s'impose. Je le dis très humblement. Il est parfois facile de faire la leçon, mais je suis alarmé par la difficulté, voire l'incapacité de ce gouvernement, de maîtriser ces flux de candidats réfugiés pour raisons économiques, qui arrivent chez nous par le jeu des filières.

Je fais d'ailleurs également miennes les inquiétudes exprimées tout à l'heure par M. Tant, à savoir qu'acheter ou louer des centres touristiques renforcera l'impression que l'on a dans les pays de l'Est que l'on peut être accueilli chez nous à bon compte.

Par ailleurs, qu'en sera-t-il des finances des CPAS et des finances communales? Je suis sidéré que l'on s'obstine à considérer que le CPAS doit nécessairement continuer à investir et à rencontrer les problèmes financiers qui leur sont soumis. Les CPAS sont complètement débordés de travail et de difficultés. Bien que je comprenne parfaitement le caractère humain de certaines situations, le temps qu'ils passent à régler ces problèmes, c'est un temps qu'ils ne consacrent pas aux missions essentielles pour lesquelles ils ont été créés en 1976-1977.

Et que dire du sentiment grandissant au sein de la population! Celle-ci considérerait au départ qu'il fallait à la fois accueillir de vrais réfugiés politiques, notamment dans le respect des conventions de Genève, et avoir le courage d'éloigner les personnes transférées dans notre pays par des filières. Mais je crois que maintenant, la population comprend de plus en plus difficilement l'action du gouvernement, qui donne l'impression de subir les événements plutôt qu'il ne les maîtrise. Car même les chiffres sont probants : 2.242 éloignés depuis juillet.

Mais alors, je crois que nous ne disposons pas d'une politique suffisante pour pouvoir maîtriser cet afflux de réfugiés. De plus en plus, il me semble important de comparer les chiffres comme l'a fait M. Tant tout à l'heure. Nous dépassons largement la France en chiffres absolus, puisque au rythme où les choses évoluent actuellement, nous allons atteindre 45.000 réfugiés cette année. Ce que nous craignons, c'est la réaction des gens qui sont à la fois généreux au niveau de l'accueil, mais dès le moment où les limites sont dépassées, la population risquerait de ne plus comprendre et de ne plus faciliter l'intégration. Je suis persuadé que vous en êtes vous-même convaincu. J'aspire vraiment à ce qu'au niveau ministériel, on puisse gérer davantage cette difficulté, parvenir à être à la fois humaniste et rigoureux.

Le deuxième aspect que je voudrais souligner concerne les problèmes rencontrés au moment de la mise en place de la nouvelle police. J'ai eu l'occasion de vous interpellier notamment sur le problème des primominations, je n'y reviendrai plus. Ce qui me paraît capital bien sûr, c'est qu'au-delà des réactions de chacun, on crée un climat de confiance au sein de la police locale et fédérale. Le moment est venu pour le gouvernement et pour vous-même de dissiper les difficultés qui surviennent à l'heure actuelle pour permettre que les personnes engagées dans la future police travaillent à la fois dans un climat de confiance, de compréhension, de volonté, de mobilité et surtout qu'elles aient la motivation de remplir la première mission pour laquelle elles se sont engagées, à savoir la sécurité au service de la population.

Il serait très important aussi de préciser le calendrier de mise en application de la nouvelle police dans la mesure où les budgets communaux appellent forcément des réajustements nécessaires. Nous sommes inquiets au niveau des impacts financiers. Ce qui m'a frappé, monsieur le président, c'est qu'au niveau des partis, le PRL prétend que la réforme n'a pas coûté un franc de plus aux communes, que ce soit pour le traitement des agents, pour les bâtiments ou pour les équipements. Selon mes comptes personnels, nous occupons actuellement 14 policiers pour 16.000 habitants. J'atteins une augmentation d'au moins 20% en impact financier pour la ville dont je suis bourgmestre. J'aimerais qu'on fasse une analyse pour comprendre de quelle manière le gouvernement, au service de l'ensemble des communes, pourra faire en sorte qu'il n'y ait pas de charges excessives sur la vie communale déjà très marquée par les

augmentations incessantes des interventions au niveau des CPAS.

Le troisième et dernier point concerne le problème de l'équipement des services de secours, des services d'interventions, des pompiers professionnels, des pompiers volontaires. J'aimerais que de façon indiscutable et vérifiable, un audit soit opéré sur l'ensemble des casernes, pour savoir dans quel état se trouve le matériel, de quelle manière il peut y avoir un partenariat entre le gouvernement fédéral et l'ensemble des communes et pour engendrer en fonction des efforts déjà consentis, un partenariat financier entre le gouvernement fédéral et les communes, qui permette de rencontrer davantage les besoins criants qui sont les nôtres en ce qui concerne les services régionaux d'incendie.

Je vais prendre le cas, que je connais, d'une auto-échelle qui sert depuis 22 ans et qui est encore dans un état impeccable. J'estime que ma responsabilité est engagée quand il faut intervenir sur des bâtiments de 25 à 30 mètres. On peut comparer cet exemple à celui d'un véhicule privé qui, après 7 à 8 ans d'utilisation, accuse une forte usure.

Est-il normal que nous ne recevions pas d'intervention significative de l'Etat central pour que l'ensemble des communes quelles qu'elles soient, soient à même de remplir leur mission sur le plan matériel?

Il en va de la sécurité des pompiers professionnels ou volontaires. Il est important d'avoir à disposition un matériel à jour. J'ai lu, il y a quelques mois, un article qui attire l'attention sur le fait que le budget fédéral consenti pour les services de secours devrait être multiplié par deux voire par trois dans le but de se remettre à niveau en matière de modernisation du matériel.

Je voudrais attirer l'attention du gouvernement et du ministre de l'Intérieur sur les difficultés liées à l'explosion de compresseurs et notamment dues à l'utilisation jadis très fréquente d'ascarelle. Les communes sont souvent en difficulté parce que ces interventions sont extrêmement délicates et je suggère qu'au ministère de l'Intérieur soit réalisé un inventaire systématique de tout ce qui existe pour que, de façon claire et définitive, cette situation soit assainie.

Je tiens à vous remercier, monsieur le président, pour l'attention que vous accordez aux débats, pour votre présence permanente et pour votre souci de la démocratie.

01.02 **Ludwig Vandenhove** (SP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, normaliter zou ik nu op de voetbalwedstrijd tegen Anderlecht moeten zijn, maar uit respect voor het Parlement ben ik toch hier! Blijkbaar is de aanwezigheid van de burgemeester niet nodig, want Sint-Truiden staat met twee punten voor. Laten we hopen dat de stand zo blijft. Dit gezegd zijnde, is het de bedoeling dat ik namens de SP enkele woorden zeg over de begroting en dan vooral over de onderdelen Justitie en Veiligheid. Het was niet mijn intentie om het over het asielbeleid te hebben. Nu ook de heer Tant niet in het halfroond aanwezig blijkt te zijn, zal ik dat zeker niet doen.

Over Justitie en Veiligheid hebben wij even een aantal cijfers op een rijtje gezet. Mijnheer de voorzitter, ik ben zo vrij u een tabel te overhandigen, zodat die integraal in het verslag kan worden opgenomen. Als we kijken naar de bedragen die de laatste jaren aan Justitie en Veiligheid zijn besteed, stel ik twee dingen vast.

Ten eerste, ook toen de SP de ministers van Binnenlandse Zaken leverde zijn de budgetten voor Justitie en Veiligheid gestegen. Ten tweede stel ik vast dat het budget voor Justitie en Veiligheid voor het jaar 2001 spectaculair stijgt. Uit de tabel die ik zelf heb uitgezocht in de begroting en waarvoor ik me ook door een aantal specialisten heb laten bijstaan, blijkt dat voor de twee posten samen er niet minder dan een stijging van ongeveer 11 miljard is in absolute cijfers. Procentueel gezien is dat een stijging van 13%. Vergeleken met de gemiddelde stijging van de begroting, de zogenaamde primaire uitgaven in de begroting, is dat dus 13% ten opzichte van 3,7%. Ik moet u niet zeggen dat dat een enorme stijging is en dat wij als SP onze minister van Begroting daarvoor feliciteren. Hij is immers verantwoordelijk voor het financiële aspect van het geheel.

Ik maak nog een andere vergelijking. Als we de cijfers van de politiehervorming uit die primaire uitgaven wegnemen, is er maar een gemiddelde stijging met 3,1%. Zo wordt die stijging van 13% nog een pak groter. Het is jammer dat de minister van Justitie hier niet is, mijnheer de minister van Binnenlandse Zaken, want het was de bedoeling om het woord tot u beiden te richten. Dit bewijst dat niet alleen voor 2001, maar ook voor de volgende jaren van deze legislatuur er voldoende middelen worden uitgetrokken voor de beleidsprioriteiten van Justitie en Veiligheid, die zowel in de regeerprogramma als in het Octopusakkoord zijn afgesproken.

Ik zal straks drie beschouwingen maken, één voor u, één voor de minister van Justitie en één voor u allebei. Ik wil het pleidooi dat ik hier veertien dagen geleden ook bij nacht en ontij heb gehouden, herhalen. Omdat wij over zulke belangrijke aangelegenheden als het nationaal veiligheidsplan en de politiehervorming spreken, zowel wat uw aandeel als dat van minister Verwilghen betreft, zou ik een oproep willen doen. Ik zal zo dadelijk de cijfers aan de voorzitter geven, opdat ze integraal in het verslag kunnen worden opgenomen. Wie ze wil betwisten, moet dat maar proberen.

De **voorzitter**: Mijnheer Vandenhove, ik kan niets opnemen in het verslag dat niet is uitgesproken. In het Amerikaans Parlement kan dat, in ons systeem is het niet mogelijk iets toe te vertrouwen aan de rapportering zonder dat het is uitgesproken.

01.03 **Ludwig Vandenhove** (SP): Mijnheer de voorzitter, ik stel voor dat we, gezien de recente gebeurtenissen in de Verenigde Staten, dat land niet als voorbeeld nemen. Dus wordt in het verslag enkel opgenomen wat ik hier uitspreek: een stijging van plus minus 11 miljard in absolute cijfers als we de posten Veiligheid en Justitie samentellen, een procentuele stijging van 13%, vergeleken met de gemiddelde stijging van de begroting 3,7%. Dat is een vrij spectaculaire stijging.

Ik doe nogmaals een oproep aan de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie om op geregelde tijdstippen in de plenaire vergadering een fundamenteel debat te laten voeren over heel deze aangelegenheid, al was het maar om het belang van de cijfers die zojuist genoemd werden aan te tonen en ze inhoudelijk in te vullen.

Mijnheer de minister van Binnenlandse Zaken, het geld is er, laten we daar duidelijk over zijn. Veertien dagen geleden, toen we hier het debat voerden over alle mogelijke bedragen en over tussenkomsten die van minuut tot minuut veranderden, was ik enorm in de war. Ik heb gisteren de tijd genomen om alle beschikbare cijfers nog eens op een rijtje te zetten. Ik durf vandaag zelfs zeggen dat er globaal gezien in de begroting voor 2001 en de volgende jaren voldoende geld is voorzien voor de politiehervorming, ook voor de gemeentebesturen. Mijn interpretatie is dat dit niet geldt voor alle individuele gemeentebesturen maar wel globaal. Mijnheer de minister, ik roep u dan ook op om zo snel mogelijk duidelijkheid te brengen over de manier waarop de globale cijfers naar de

individuele gemeenten zullen worden vertaald. Dat is een probleem van communicatie. Daarom vraag ik u nogmaals om nu eindelijk met de gemeentebesturen te communiceren en duidelijkheid te scheppen. Er worden te pas en te onpas andere cijfers genoemd. Verduidelijk nu eens wat het uiteindelijk zal worden. Mijn conclusie in het hele verhaal is dat de nodige middelen financieel en budgettair voorzien zijn. Maakt u nu eens duidelijk wat dit in concreto betekent.

Heren ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie, zowel uit het regeerakkoord als uit het Octopusakkoord blijkt dat het de bedoeling is dat heel de politiehervorming gezamenlijk wordt uitgevoerd door u beiden. Dat is de leidraad van het nationaal veiligheidsplan. Tot op heden heb ik echter zeer weinig gemerkt van die samenwerking. Hoe ver staat u met die samenwerking? In hoeverre is er overleg? In welke mate is het mogelijk om het Parlement voor de twee domeinen gezamenlijk verder bij de zaken te betrekken?

Een derde boodschap is bestemd voor de minister van Justitie. Hij is hier momenteel niet aanwezig maar hij kan het lezen in het verslag.

De **voorzitter**: Mijnheer Vandenhove, hij zal binnen enkele minuten aankomen.

01.04 **Ludwig Vandenhove** (SP): Zoals ik zei gaat het om een globaal bedrag van meer dan 94 miljard frank. Als ik vaststel dat Justitie strikt genomen nu al meer dan 44 miljard frank in de begroting heeft ingeschreven en dat men daar eigenlijk ook de gerechtelijke politie moet bijrekenen aangezien die technisch is overgeheveld, dan beschikt Justitie over een budget van bijna 50 miljard frank. De minister van Justitie moet er dan ook absoluut geen fetisj van maken om 50 miljard frank in de begroting ingeschreven te krijgen. Ze staat er immers al plus minus in. Als ik de benuttingsgraad bekijk van de kredieten van Justitie, stel ik vast dat die momenteel rond 97% ligt en daar ook blijft. Ook wat dat betreft zijn er dus zeker en vast voldoende middelen voor Justitie.

01.05 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Mijnheer Vandenhove, u bent zeer actief in de commissie voor de Binnenlandse Zaken maar wij hebben u in de commissie voor de Justitie nog niet veel gezien. U hebt hier zeer triomfalistisch gedaan over de verhoging van de begroting voor de beide kabinetten. U hebt dat samengeklutst en veiligheid genoemd. Daardoor zou Justitie 11

miljard frank extra hebben gekregen. Als we Justitie even afsplitsen, dan is de verhoging voor Justitie zelf zeer beperkt. Daar ging de discussie in de commissie juist over. De heer Van Parys weet daar nog meer over dan ik. Als we de juiste vergelijking maken, gaat het om amper 2,5 miljard frank. Dat is veel minder dan wat minister Verwilghen oorspronkelijk had gevraagd. Als u weet dat dit voor een groot deel betrekking heeft op het stijgen van lonen en het uitwerken van projecten van de voorgaande jaren, is de extra beleidsruimte voor Justitie quasi nihil. Ik wou u dat alleen even meegeven want dit was juist de grote kritiek van alle oppositiepartijen. U hebt mij zeker niet van het tegendeel overtuigd omdat ook de minister van Justitie dat niet kon. U hebt gezegd dat dit ook voor de volgende jaren al is ingeschreven. Voor Justitie is dat echter helemaal niet zeker, precies omdat de minister van Justitie niet in staat was om een meerjarenplan in te dienen. Hij zei wel dat er een meerjarenplan was maar uiteindelijk bleek dat enkel in zijn achterhoofd te bestaan. Wij hebben dus geen duidelijkheid over de begroting en de beleidsruimte voor de komende jaren. Voor de goede orde van het verslag wil ik dat toch meegeven.

01.06 **Ludwig Vandenhove** (SP): Ik laat dat voor uw rekening. Ik heb heel duidelijk een samenvatting van De Post, de veiligheid en justitie, ook inhoudelijk, gemaakt. In die context werd in voldoende middelen in de begroting voorzien. Ik doe een oproep aan beide ministers om, in het kader van het regeerakkoord en in het kader van het Octopusakkoord, inhoudelijk een standpunt aan te nemen, liefst in samenspraak en in dit Parlement. De middelen zijn immers beschikbaar.

Ik heb nog enkele minuten, want ik zie dat de heer Tant is binnengekomen.. Ik zal zeer kort over het asielbeleid tussenkomen, want ik probeer mij aan de geplogenheden van dit Parlement te onttrekken, waar iedereen blijkbaar zijn spreektijd overschrijdt. Ik probeer dat niet te doen. Ik heb nog 5 minuten spreektijd

Mijnheer de voorzitter, ik ben nog maar één jaar parlamentslid en dus heb ik het recht om te zeggen dat ik sommige dingen niet begrijp. Vorige week hielden wij hier een minidebat over het asielbeleid. Ik ben toen bewust niet tussengekomen. Mijnheer Tant, ik stel vandaag vast dat u van dit begrotingsdebat gebruikmaakt – en dat is uw volste recht – om uw standpunt terzake te geven. Dat mag u doen. Dat is punt één.

Punt twee. Ik wil kort herhalen wat ik in het vorige debat over het asielbeleid zei. Laat ons ophouden om terzake een emotioneel debat te voeren. Ik heb vandaag andermaal de gelegenheid gehad om op een zeer objectieve manier zaken recht te zetten. Mijnheer Tant, toen ik u daarnet hoorde spreken, had ik de indruk dat u in een andere fractie zit dan de heer De Crem. Inhoudelijk zowel als vormelijk sprak u totaal anders dan u vorige week sprak.

01.07 **Paul Tant** (CVP): Mijnheer Vandenhove, kunt u concreet zijn? Ik kan aannemen dat de context anders was, maar de boodschap die de heer De Crem en ik brachten was inhoudelijk dezelfde. U moet ons even op interne tegenstrijdigheden trachten te betrappen.

01.08 **Ludwig Vandenhove** (SP): Mijnheer Tant, dat zal ik doen. Ik herhaal eerst wat ik eerder zei.

Het asielbeleid is een probleem. Bepaalde politieke partijen stellen het asielbeleid aan de bevolking voor alsof het geen probleem is. Deze regering tracht hier voor het eerst iets te verhelpen. Zij heeft veel schakels van de ketting ingevuld. Er ontbreekt weliswaar een schakel. Dat zei ik ook de vorige keer. Ik zei ook dat wij het te gepasten tijde zullen moeten hebben over hoe de uitgediepte problemen op een menswaardige manier kunnen worden opgevangen. Deze stelling heb ik altijd ingenomen en die verdedig ik ook vandaag.

Mijnheer Tant, ik merk een duidelijk verschil tussen u en de heer De Crem. Ik stel vandaag met u vast dat – ik herhaal wat ik op de twee televisiezenders heb gezegd – een aantal burgemeesters, die in principe worden geacht om het Vlaams en het nationaal gezag te eerbiedigen, zich aan dat gezag onttrekken en zelfs een zekere burgerlijke ongehoorzaamheid aan de dag leggen door een plaatselijk voorbeeld te geven, met name zij spelen in een gemeente een voortrekkersrol om mensen tegen asielcentra op te zetten die al dan niet zullen komen. Ik moet met u vaststellen, mijnheer Tant, dat die burgemeesters in hoofdzaak in uw kamp te vinden zijn. Ik merk vandaag een duidelijk verschil, inhoudelijk zowel als emotioneel, in de tussenkomst van de heer De Crem vorige week en de tussenkomst van u vandaag. Mijnheer Tant, ik word nog veel concreter. Ik heb op dit moment contact met iemand die op 1 januari 2001 burgemeester zal worden. Die man van mijn politieke kleur heeft publiekelijk nog geen enkele uitspraak gedaan. Ik kan heel wat andere burgemeesters noemen die andere dingen hebben gedaan.

Mijnheer Tant, ik wil enkel zeggen dat de SP en ik als burgemeester van een stad als Sint-Truiden, die weet wat asielzoekers zijn, zwart op wit hebben aangetoond dat er geen verband bestaat tussen asielzoekerscentra en criminaliteit, integendeel zelfs. Ik heb er geen enkel probleem mee om dit debat in alle objectiviteit te voeren maar ik zou wel willen dat de maskers afvallen. De verantwoordelijkheid van minister Vande Lanotte is loodzwaar. Hij moet ervoor zorgen dat er voldoende asielplaatsen komen. Dat het dan toevallig om een vakantiecentrum gaat, heeft daar eigenlijk niets mee te maken. Mijnheer Tant, de SP is vragende partij om daarover een objectief debat te voeren. Stop echter met dat emotionele, subjectieve gedoe door aan de ene kant te zeggen dat ze welkom zijn terwijl ik aan de andere kant moet vaststellen dat het vooral CVP-burgemeesters zijn die het niet alleen tegenhouden en maar bovendien hun eigen bevolking ophitsen tegen beslissingen van de federale regering.

01.09 Paul Tant (CVP): Mijnheer Vandenhove, ik daag u uit om aan te tonen in welk deel van mijn betoog ik minister Vande Lanotte in gebreke heb gesteld, integendeel. Ik heb gezegd dat hij moet roeien met de riemen die hij heeft. Het probleem is eigenlijk dat hij alleen staat en dat zijn energie wordt afgebroken als ze door andere moet worden opgenomen.

Het verschil tussen de vorige en de huidige regering is dat deze regering erin slaagt het aantal asielzoekers te verdubbelen. U neemt het mij kwalijk dat ik de verdediging op mij neem van sommige burgemeesters. Ik ben zelf 24 jaar burgemeester en ik voel mij verantwoordelijk voor wat er in mijn gemeente gebeurt. Als daar iets te gebeuren staat dan word ik daarvan graag op voorhand op de hoogte gebracht. Op die manier ben ik in staat om ten opzichte van de mensen van mijn gemeente mijn rol te spelen, namelijk hen ervan trachten te overtuigen dat de solidariteit de enige toekomst is die onze samenleving kan hebben.

Heb ik het anders gezegd, mijnheer Van Hoorebeke?

01.10 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Neen, maar anderen van uw fractie wel.

01.11 Paul Tant (CVP): Dat interesseert mij niet. U vergist zich. Haal alstublieft eens een uitspraak van de heer De Crem aan waaruit blijkt dat hij het omgekeerde zou hebben gezegd. In een debat

waarin diverse stellingen worden geformuleerd, ligt de extremiteit ergens anders. Ik verdraag het niet, mijnheer Van Hoorebeke, dat u mij zou toeschrijven alsof de CVP eigenaar zou zijn van een bepaald gebouw of een bepaalde uitrusting. Ik vind dit niet gepermitteerd. Ik heb u altijd hoog ingeschat wanneer het erop aankomt intellectueel het debat te voeren. U bent wat dat betreft eigenlijk toch iets meer waard dan u vandaag heeft gepresenteerd in dit debat.

01.12 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, in het betoog van de collega van de SP heb ik iets gehoord over een ontbrekende schakel. Hij heeft die schakel echter niet bij naam durven of willen noemen. Hij stelde zich de vraag wat er met de uitgeprocedeerden moest gebeuren. Op dat vlak blijft er onduidelijkheid.

U heeft het woord uitwijzing in elk geval niet laten vallen maar het lijkt mij tijd te worden dat uw partij terzake klare wijn schenkt.

U schimpt op mensen van andere partijen, zij zouden demagogisch zijn. Maar uw minister kwam zondag, in het programma De Zevende Dag over de brug met totaal foute cijfers over de reeds gedane uitwijzingen. Dat kan toch ook niet door de beugel? Hij zei dat er het afgelopen jaar twintigduizend uitwijzingen waren geweest. Wij hebben ondertussen eerste minister Verhofstadt en minister Duquesne verschillende keren aan het woord gehoord. Uiteindelijk kloppen die cijfers helemaal niet!

Wanneer wij alles samentellen komen wij ongeveer aan een tiende van het genoemde bedrag. Het cijfer schommelt tussen 800 en 3000, maar het was zeker geen 20.000. Dit is natuurlijk cruciaal. Wanneer men de bevolking wijsmaakt dat ongeveer de helft van wie binnenkomt, terug buiten gaat, dan kan men nog de schijn wekken dat er iets met het probleem gebeurt, maar het omgekeerde is waar; men maakt van die uitwijzingen helemaal geen werk. Wanneer uw minister de bevolking eigenlijk voorliegt en zegt dat het tegendeel gebeurt dan noem ik dat platte demagogie. Ik hoop dat uw partij dat inziet en dat minstens zal rechtzetten.

De voorzitter: Ik geef de heer Vandenhove nog de kans voor een korte repliek en dan komt de volgende spreker aan het woord.

01.13 Ludwig Vandenhove (SP): Mijnheer de voorzitter, ik ga op die individuele opmerkingen niet reageren, trouwens, ik denk dat een aantal

opmerkingen niet voor mij waren bestemd. Ik wil daar nog een zaak aan toevoegen. Ik pleit vanop deze tribune ervoor en ik doe dat ook als burgemeester van mijn stad en van mijn regio, dat wij dit debat sereen en objectief zouden voeren en laten wij het vooral zonder emoties voeren. De laatste dagen wordt er niet meer objectief gediscussieerd, maar heel emotioneel. Ik noem daarbij geen namen meer, ik stel dit alleen maar vast.

01.14 Paul Tant (CVP): U zou een vergissing begaan indien u zou zeggen dat het debat niet meer mag worden gevoerd.

01.15 Ludwig Vandenhove (SP): Daar ga ik mee akkoord, ik ben voorstander van een zeer open en objectief debat, ik wil daar duidelijk over zijn. Ten tweede, er werd iets gezegd over de laatste schakel. Ik herhaal hier - ik heb daar geen problemen mee, ik heb dat trouwens publiekelijk reeds genoeg gezegd, ook toen ik nog geen parlementair was, maar burgemeester – dat wij graag een debat voeren met mensen van gezond verstand, die het goed menen, die het dus goed voor hebben met asielzoekers. Ik ken asielzoekers, ik heb dat vorige keer hier nog gezegd. Zij komen dagelijks bij mij op het bureau en daar zijn ook illegalen bij, ik durf dat hier eerlijk zeggen. Menselijk gezien heb ik daar geen problemen mee, maar daar zijn zelfs mensen bij die vragende partij zijn om op het ogenblik dat een procedure is afgelopen, om te vragen wat er dan met hen gebeurt.

Ik zeg u, en dat is in persoonlijke naam en dan richt ik mij ook tot de andere partijen, dat wij met mensen van goede wil, die het goed menen, dat debat moeten kunnen voeren, maar ik ga u er wel bij zeggen en dat is mijn laatste woord daarover, bij de mensen van goede wil, daar hoort het Vlaams Blok zeker niet bij. Dat is duidelijk.

01.16 Kristien Grauwels (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik wil mij bij deze tussenkomst vooral toespitsen op het migratie- en asielbeleid en dat zal waarschijnlijk ook niemand verwonderen. Wat mij het meest opviel bij het bestuderen van de begroting is de leegte naast de rubriek “Vrij Observatorium voor de Immigratie”. De rubriek werd voorzien, maar in de begroting van Binnenlandse Zaken werd er geen geld voorzien voor personeel en evenmin voor werkingskosten. In de verantwoording van de Algemene Uitgavenbegroting staat nochtans vermeld dat het Observatorium wordt opgericht volgens een nota van de Ministerraad van 2 februari 2000. De opdracht van het Observatorium

moet erin bestaan de migratiestromen en in het bijzonder de toename van bepaalde categorieën asielaanvragen te analyseren. Ook zou deze instelling de behandeling van de klachten inzake gesloten centra behandelen.

Uit de begroting blijkt duidelijk dat de minister van Binnenlandse Zaken het vast observatorium niet meer opneemt in zijn beleid. Dat is te betreuren, want het observatorium maakt deel uit van het migratie- en asielbeleid dat de minister wenst te voeren. Dit is tegelijk ook verwonderlijk, omdat de minister bij de bespreking in de commissie eraan herinnerde dat hijzelf bij zijn aantreden de idee van het observatorium voor de immigratie heeft geopperd. In de bespreking van zijn beleidsnota in de commissie verwijst de minister van Binnenlandse Zaken naar de afspraak die werd gemaakt in de Ministerraad van 17 oktober 2000 en die inhoudt dat het observatorium wordt ondergebracht bij het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding. Een vreemde keuze misschien, op het eerste gezicht, omdat de verschillende pijlers van het asielbeleid voor het merendeel zijn ondergebracht bij Binnenlandse Zaken. Denken we hierbij aan Vreemdelingenzaken, Hoog Commissariaat, gesloten centra, de asielprocedure, verwijderingen, regularisaties en zo meer. Wat wel logisch lijkt is dat er in het Centrum klachten zouden kunnen worden behandeld in verband met de gesloten centra, maar vreemd genoeg is dat niet de bedoeling. Het Centrum zal als bijkomende opdracht krijgen het onderzoeken van de migratiestromen.

Nog vreemder is deze keuze om het observatorium onder te brengen bij het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding, omdat er ook in de begroting van de eerste minister niet is voorzien in extra veel geld voor bijkomend personeel. Het Centrum zal voortaan worden gefinancierd met een toelage van de Nationale Loterij, zo blijkt uit de bijlage. Tegelijk weten wij dat het CGKR een uitbreiding krijgt van taken, namelijk de discriminatie van vrouwen die moet worden behandeld en het observatorium dat er moet worden ondergebracht. Hoe kan het observatorium al deze taken eigenlijk vervullen zonder dat daarvoor in extra personeel wordt voorzien? Of moeten wij daaruit besluiten dat de behandeling van de klachten over discriminatie van vrouwen en het oprichten van het observatorium voor de migratie niet voor volgend jaar zullen zijn en, in elk geval, afhankelijk van de winsten van de Nationale Loterij? Een vreemde redenering, lijkt me.

De minister heeft in de toelichting bij de beleidsnota nochtans veel aandacht besteed aan de asielproblematiek. Hij heeft het hoofdstuk "Immigratie en asiel" genoemd, wat laat veronderstellen dat het asielbeleid in een ruimer kader moet worden geplaatst. Tijdens het Belgisch voorzitterschap zullen migratie en asiel belangrijke thema's worden. Om een duidelijke kijk te krijgen op migratiestromen, moet men toch met gegevens en concrete cijfers kunnen werken. Momenteel zijn deze gegevens wel beschikbaar, maar zeer verspreid en dus niet gemakkelijk te hanteren. Moest het observatorium al zijn opgericht, dan was dat eigenlijk gemakkelijker geweest en hadden al deze gegevens gebruikt kunnen worden bij een studie die men maakt van de migratiestromen en het asielbeleid. De regering wordt momenteel geconfronteerd met de grote instroom van kandidaat-asielzoekers en legt zich nu vooral toe op de opvang van deze duizenden mensen: een niet te onderschatten en moeilijke opdracht, waar heel wat middelen en werkkraft voor worden vrijgemaakt.

Toch mogen wij er niet makkelijk van uitgaan dat dit de migratiebeweging automatisch zal stoppen. Migratie is zo oud als de mensheid zelf. Onze geschiedenis staat vol verhalen over volksverhuizingen, alleen heten deze mensen vandaag kennelijk ongegronde asielzoekers, slachtoffers van mensenhandel of zelfs asiel fraudeurs.

Het is inderdaad juist dat niet iedereen die zich aanbiedt als kandidaat-asielzoeker ook werkelijk als asielzoeker wordt erkend. Asiel zoeken of aanvragen is nog de enige smalle doorgang die men heeft om Europa binnen te komen. Natuurlijk maken mensenhandelaars daar misbruik van. Wil dit daarom zeggen dat al deze asielmisbruikers daarom criminelen zijn? Zijn het niet eerder mensen op de vlucht voor ondraaglijke levensomstandigheden of die risico's nemen en familie en land verlaten om een fatsoenlijk leven te kunnen leiden? Waarom wordt dit zo negatief geïdentificeerd als het gaat om vreemdelingen? Waarom zijn wij zo positief als het gaat over dezelfde kwaliteiten van onze eigen mensen: mensen die in het leven vooruit willen komen en niet bij de pakken willen blijven zitten, mensen die een eervol leven willen leiden voor henzelf en voor hun familie.

Mijnheer de minister, ik maak al deze bedenkingen om erop te wijzen dat wij naast de opvang voor asielzoekers, tegelijk een langetermijnvisie moeten voorbereiden over de migratie. Het opstarten van een observatorium

zou hiervoor zeer belangrijk en dienstbaar kunnen zijn. Zolang er een dergelijke grote ongelijkheid in welvaart blijft bestaan en kansen op een toekomst, zolang niet iedereen een menswaardig leven kan leiden, zullen de migratiestromen blijven aanhouden. Fort Europa probeert krampachtig de grenzen af te sluiten en maatregelen te nemen om de aantrekkingskracht van ons land af te remmen door geen geld meer te geven. Wij moeten ons geen illusies maken: de migratie zal je toch niet totaal kunnen uitsluiten.

Waarom stellen wij niet de vraag hoe met deze migratiestromen om te gaan? Asielaanvraag is de enige opening die wij nog laten. De grenzen openstellen is het andere uiterste. Met een realistische en misschien pragmatische visie kan men zich afvragen of wij deze mensen op langere termijn niet nodig hebben om onze bevolking op peil te houden. Hebben wij hen niet nodig voor het aandeel dat zij in onze economie kunnen hebben? Hebben wij deze mensen niet nodig voor al die medische- en verzorgende taken die moeten worden uitgevoerd voor onze steeds verouderende en zorgbehoevende bevolking? Gaan de migranten uiteindelijk niet de redders worden van onze welvaartstaat voor hun aandeel in de financiering van de sociale zekerheid? Zal het niet mede dank zij hen zijn dat wij de medische kosten en de pensioenen zullen kunnen blijven betalen? Zal het beeld van de toekomst niet het volgende kunnen worden en ik citeer hierbij een onverdachte bron van een journalist uit De Standaard die het volgende toekomstbeeld beschrijft: "Het wordt wennen in de toekomst. De grenspolitie zal worden opgedoekt en vervangen door grootscheepse wervingscampagnes voor immigranten en in plaats van smokkelaars krijgen wij mensenrovers die de continenten afschuimen voor nieuw bloed voor het oude continent". Dit is de mensenhandel op zijn kop gezet!

Mijnheer de minister, de snelle oprichting van een observatorium is noodzakelijk om het debat over de migratie te stofferen. Wij zullen er op toezien dat er werk van wordt gemaakt.

01.17 Denis D'hondt (PRL FDF MCC): Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, je n'ai pas l'intention de rouvrir le débat relatif à la réforme des polices qui s'est déroulé il y a deux semaines à peine.

Ce débat fut l'occasion pour certains d'entre nous d'exprimer leur optimisme, de témoigner leur confiance ou encore de partager leurs préoccupations et leurs inquiétudes.

J'estime que le ministre de l'Intérieur a encore pris le temps nécessaire et n'a certainement pas ménagé ses efforts afin de répondre aux inquiétudes à l'occasion des nombreuses questions qui lui ont été adressées chaque semaine.

Il est étonnant de constater la mauvaise volonté persistante dont font preuve certains de nos collègues lorsqu'ils affirment ne pas saisir ou feignent de ne pas comprendre les démarches entreprises ou les décisions prises par le ministre de l'Intérieur afin de rencontrer le nombre considérable de difficultés pratiques devant être surmontées.

L'opposition de principe doit cesser.

L'opposition doit se montrer constructive même si certains de ses représentants éprouvent des difficultés à admettre que ce soit un ministre libéral qui s'attaque à une réforme d'une telle envergure et d'une importance telle qu'elle est sans précédent dans l'histoire de notre pays. Une chose est sûre, mes chers collègues, notre ministre s'acquitte de sa tâche de manière remarquable et ce, malgré la multitude de concertations et de consultations à mener, le changement de mentalité ou de culture que doit induire cette réforme ou encore les centaines d'arrêtés, de circulaires ou de dispositions à adopter.

Réagissant à la désignation de deux gendarmes à la tête de la nouvelle police fédérale, d'aucuns ont exprimé vivement leurs craintes de voir s'installer dans les faits une police unique. Permettez-moi d'affirmer que ces craintes ne sont pas fondées et le sont encore moins depuis la semaine dernière. Pour ce qui concerne la nomination des cinq directeurs et des cinq directeurs adjoints des directions générales de la future police fédérale, six postes sont occupés par d'anciens gendarmes, trois par d'ex-policiers communaux et un par un ancien membre de la police judiciaire. Cet équilibre sera également respecté au sein même des directions générales.

La parité linguistique est respectée puisqu'il y a cinq francophones et cinq néerlandophones sur les dix nominations. Un accord est également intervenu pour qu'un des deux inspecteurs adjoints de l'inspecteur général de la police fédérale et de la police locale soit un francophone. Je pense pouvoir affirmer que l'on est arrivé à une répartition équilibrée et que ces nominations, qui, rappelons-le, sont intervenues dans le délai fixé, permettent la représentation de chacun des

anciens corps. D'ici la fin de l'année, 33 directeurs ainsi que 27 directeurs coordonnateurs administratifs et 27 directeurs judiciaires seront nommés selon la même procédure, si ce n'est que ces nominations ne devront plus être entérinées par le Conseil des ministres.

Et à ceux qui s'étonnent de la représentation plus prononcée de la gendarmerie au sein des organes directeurs de la police fédérale, nous pouvons leur répondre, comme l'a déjà fait remarquer le ministre de l'Intérieur, que sur les 9000 membres que comptera la police fédérale, 85% seront des anciens gendarmes. Ne paraît-il donc pas cohérent et logique que l'on retrouve une proportion plus importante d'anciens gendarmes dans la hiérarchie ?

Pour le surplus, chers collègues, je ne peux que répéter ce que j'ai dit il y a deux semaines. Monsieur le ministre, vous l'avez annoncé à plusieurs reprises, la réforme des services de police devrait constituer une opération budgétaire neutre pour les communes. Vous nous avez fourni des éléments d'explication particulièrement pertinents pour ce qui est de l'année 2001. La technique des provisions devrait permettre de mettre à la disposition des autorités communales les moyens nécessaires pour faire face à leurs dépenses.

Monsieur le ministre, en répondant aux inquiétudes formulées par certains de nos collègues du Sénat jeudi dernier et concernant les moyens dont disposeront les communes après la mise en place de la police locale, vous annonciez l'intention du gouvernement de prendre des mesures concrètes. En effet, il semble que le gouvernement s'engage à vérifier, zone par zone, si la dotation fédérale correspond bien aux charges actuelles de sécurité et à élaborer des normes en tenant compte de la taille et des caractéristiques de chaque zone de police. Ce faisant, le gouvernement apprécierait si des efforts budgétaires supplémentaires sont nécessaires. Si tel est effectivement le cas, il me semble que c'est au ministre du Budget qu'il revient de prendre position et d'expliquer devant la Chambre des représentants les orientations qu'il entend défendre en la matière. Il importe de tenir compte des besoins budgétaires réels des entités communales et de ne pas consacrer l'essentiel du budget fédéral à la police fédérale.

Cette attitude ne correspondrait pas aux idées défendues par les accords octopartites, à savoir l'installation d'un service de police intégré, structuré à deux niveaux. Et j'attire votre attention

sur le mot intégré car il suppose une interaction constructive des deux niveaux. Cette interaction constructive, quant à elle, suppose aux deux niveaux des moyens en personnel et en matériel performant.

Dans cette optique, il importe de s'assurer que tant le niveau fédéral que le niveau local bénéficient de manière équilibrée et réaliste du budget fédéral, mais il s'impose également de prévoir, de manière prioritaire, les moyens budgétaires nécessaires à une réforme de notre paysage policier d'une telle envergure.

Toutefois, monsieur le ministre, et je me répète, l'impact éventuel de la réforme sur les finances communales ne cessera d'inquiéter les mandataires communaux tant que certaines mesures ne seront pas prises au niveau fédéral. Je pense notamment à la fixation de l'effectif minimal du personnel de la zone de police locale, à la détermination des normes budgétaires minimales, à la fixation des règles relatives au calcul et la répartition des dotations communales, à leur répartition et aux modalités de paiement, aux critères et modalités pour la fixation et le versement de la dotation fédérale. Dès que ces éléments seront fixés, les communes seront en mesure de déterminer de manière réaliste le budget 2002, car c'est bien à partir de ce budget que sera déterminée l'importance de la réforme de la police, tout au moins de la police zonale.

Je ne doute pas, monsieur le ministre, que vous préciserez ces éléments le plus rapidement possible et en tout cas, durant l'année de transition 2001.

En ce qui concerne la sécurité civile, je souhaiterais souligner le projet de réforme des services d'incendie communaux et des services opérationnels de la Protection civile. Depuis très longtemps, plus de vingt ans, les acteurs de terrain attendaient une réforme. Jusqu'à aujourd'hui, elle est restée lettre morte. Certains des contradicteurs du gouvernement devraient se le rappeler.

La réforme prévue par le ministre de l'Intérieur vise à réunir les services d'incendie et les services opérationnels de la Protection civile sous le dénominateur « services de sécurité civile », les deux services trouvant leur place au sein d'une organisation intégrée à deux niveaux et se complétant mutuellement : un au niveau fédéral et un au niveau local. Une réforme doit aussi être réalisée dans les domaines aussi divers que le personnel, la formation, les structures et

organisations institutionnelles et administratives, la planification d'urgence et d'intervention et, enfin, l'aide médicale urgente.

Les unités opérationnelles de la Protection civile, décentralisées dans les provinces, formeront une force d'intervention fédérale chargée de missions spécifiques, complémentaires et logistiques.

En ce qui concerne les services d'incendie, la création de zones de secours, établies par la loi du 28 février 1999 et ses arrêtés d'exécution, sera implémentée davantage par la mise en place de comités de gestion et techniques et d'un comité provincial de coordination. Il faut rappeler qu'un des objectifs de la répartition en zones vise une politique d'achat plus efficace et plus rationnelle du matériel des services d'incendie.

Quant à la radiocommunication, l'appel du personnel et les appels d'urgence, les services de secours seront raccordés au réseau ASTRID. Le centre gouvernemental de coordination et de crise aura comme objectif d'étendre ces missions vers des aspects policiers pour réaliser une politique proactive en matière de planification et de plan catastrophe de la Protection civile.

Enfin, on peut se réjouir que le terrain d'action des services civils de secours ne se limite plus au territoire belge. Nos services de secours sont de plus en plus souvent sollicités à participer à des opérations de sauvetage lors de catastrophes à l'étranger. Les missions à l'étranger s'intensifieront en synergie avec les départements de la Défense nationale et des Affaires étrangères.

Votre projet de réforme, monsieur le ministre, est un projet ambitieux. Cela constitue, en effet, un souci constant aussi bien des acteurs de terrain que de nos concitoyens.

Si vous me le permettez, deux mots encore concernant la politique d'asile.

Tout d'abord, la politique de régularisation : la commission de régularisation devra avoir achevé ses travaux au 1^{er} juillet 2001. Le plan de gestion a été approuvé par le premier président, le nouveau premier vice-président et le nouvel administrateur de la commission ; chacun est à présent placé face à ses responsabilités.

La réforme de la procédure est le deuxième pilier de cette politique : le Conseil des ministres a approuvé les lignes de force de la nouvelle procédure d'asile le 10 novembre dernier. Nous

devrons en débattre début 2001 avec conviction afin qu'il y ait en Belgique une législation équilibrée qui allie à la fois respect des droits de la défense, rapidité pour le traitement des dossiers, assistance psychologique pour les plus faibles mais aussi fermeté, car la Belgique ne peut à elle seule supporter la misère du monde, selon l'expression consacrée.

Enfin, nous devons être très actifs lorsque le ministre de l'Intérieur organisera une conférence sur l'immigration, en collaboration avec la Commission européenne, lors de la présidence belge à partir de juillet 2001.

En effet, dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, le Conseil de l'Union européenne doit décider :

- d'une part, des mesures relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées : recherche d'un équilibre entre les efforts consentis par les Etats membres pour accueillir des réfugiés et des personnes déplacées et supporter les conséquences de cet accueil ;
- d'autre part, des mesures relatives à la politique d'immigration : conditions d'entrée et de séjour, normes concernant les procédures de délivrance de visas et de titres de séjour de longue durée, immigration clandestine et séjour irrégulier, y compris le rapatriement des personnes en séjour irrégulier.

Notre groupe PRL FDF MCC soutiendra évidemment la politique du gouvernement en cette matière, car les réformes sont courageuses, équilibrées et respectueuses des droits de l'homme. Les gouvernements antérieurs avaient en effet été bien trop timides et inefficaces en ce qui concerne aussi la politique d'asile et d'immigration.

01.18 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, heren ministers, collega's, na deze laudatio van de heer D'hondt ten aanzien van de minister van Binnenlandse Zaken wil ik toch even terugkeren naar de werkelijkheid. Tot op heden hebt u ons niet het paradijs gebracht, en zeker niet inzake de politiehervorming en het asielbeleid. Mijnheer de voorzitter, dit zijn de twee punten waar ik namens de Volksunie-fractie even wil bij stilstaan.

Mijnheer de minister, reeds vorige week hebben wij uitvoerig kunnen debatteren over de politiehervorming en ik ga niet alles herhalen. Toch wil ik hier enkele punten onderstrepen, want ik blijf mijn standpunt herhalen dat wij hier een grote kans missen om een belangrijke hervorming

als de politiehervorming op een behoorlijke, degelijke en functionele wijze door te voeren.

Tijdens de onderhandeling van het Octopusakkoord behoorde u tot de oppositie. Toen zagen we allen die geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus als ideaalbeeld. Ik weet ook dat het een mammoetopgave is om die hervorming effectief te maken, maar ik vrees dat de wijze waarop u het hebt aangepakt en voorbereid niet de juiste is geweest. Ik denk te mogen stellen dat u geen termijnvisie hebt ontwikkeld en evenmin doorzichtigheid hebt gebracht. De collega's van de CVP zullen beamen dat wij in het begin van het Octopusakkoord hebben gepoogd om samen verder te werken met de regeringspartijen in de constructieve geest die toen heerste. Dit voornemen is gestrand omdat wij ervaren dat er van uwentwege geen bereidheid was om te luisteren naar wat de oppositie daaromtrent kon aanbrengen.

Collega's, wij staan op 14 dagen voor de inwerkingtreding van de politiehervorming en op ongeveer drie maanden voor de inwerkingtreding van het nieuwe personeelsstatuut.

Mijnheer de minister, u moet deze vraag eens beantwoorden, want vorige week hebt u dat niet gedaan. Er moet nog een groot aantal koninklijke besluiten worden genomen, zo onder meer het mammoetkoninklijk besluit over het personeelsstatuut. De mozaïekwet en de frescowet moeten nog komen en de tuchtwet moet worden herzien. Over de pensioenen is er vandaag nog steeds geen zekerheid; toch heerst er daaromtrent onrust. Bij de gerechtelijke politie en bij de stedelijke politie vraagt men zich af waarom zij tot de leeftijd van 58 of zelfs 60 moeten werken, terwijl sommige rijkswachters zelfs al vanaf de leeftijd van 54 met pensioen mogen gaan.

Er blijven vandaag dus heel wat onduidelijkheden bestaan. De heren Vandenhove en Bonte van de SP hebben al gezegd dat dit absoluut niet aanvaardbaar is; al zei de laatste dit in wat meer omfloerste termen. Voor de gemeenten bijvoorbeeld is er nog altijd geen duidelijkheid over hoe hoog de financiële bijdrage precies zal zijn, die hen opgelegd zal worden. We kunnen niet zeggen dat dit te wijten is aan de wijze waarop een en ander snel is moeten gaan. Neen, de onderhandelingen met de vakbonden bijvoorbeeld hebben 4 tot 5 maanden stilgelegen! Pas na de gemeenteraadsverkiezingen werd hier en daar de draad opnieuw opgenomen. Natuurlijk is dit veel te laat.

De voorbije veertien dagen is er veel gesproken over de topbenoeringen. In de krant lees ik een verklaring van mevrouw Anne-Marie Lizin, voorzitter van de commissie voor de Binnenlandse Zaken in de Senaat, die zegt dat al een aantal topbenoeringen zijn doorgevoerd, maar dat de voornaamste nog moeten komen. De directeurs van de gerechtelijke diensten moeten nog worden benoemd. Zij zegt zeer alert te zullen zijn voor de wijze waarop deze mensen zullen worden benoemd en stelt ook een aantal vragen rond de assessmentprocedure die terzake wordt gevoerd. In dat kader is het jammer dat de minister van Ambtenarenzaken nu niet aanwezig is.

Mijnheer de Minister van Binnenlandse Zaken, mijnheer de Minister van Justitie, ik ga niet zover om te zeggen dat er "gefraudeerd" werd met deze procedure, zoals een bepaalde vakbond dit naar buiten heeft gebracht. We hebben u hierover vorige week nog geïnterpelleerd. Ik vind dergelijke benoeringen veel te belangrijk om ze onmiddellijk te omkleden met een waas of een sfeer van fraude. Minister Van den Bossche heeft ons hieromtrent vrij uitvoerig geantwoord in de commissie voor de Binnenlandse Zaken. Hij heeft gemeend te kunnen aantonen dat er niets verkeerd is gebeurd. Ik wil ook geen afbreuk doen aan het werk dat Dewitte en Morel terzake hebben gedaan. Zij hebben een goede reputatie. Bovendien is de heer Dewitte voorzitter van AA Gent, zoals de heer Van Parys heeft gezegd. Wij als Gentenaren zullen hem zeker niet in een negatief daglicht plaatsen.

Maar we moeten ons toch afvragen of de assessmentprocedure de meest aangewezen werkwijze was en is om dergelijke benoeringen te doen. Ik heb in de commissie voor de Binnenlandse Zaken het voorbeeld aangehaald bij minister Van den Bossche en hij moest mij eigenlijk gelijk geven.

U kunt de rijkswacht niet vergelijken met de gerechtelijke of met de stedelijke politie. De rijkswacht is altijd zeer hiërarchisch en zeer gedisciplineerd opgeleid. Zij worden opgeleid om leiding te geven; dat zit in hun korps ingebed. Voor de gerechtelijke politie is dat niet het geval. Wij hebben zoveel korpsen van de gerechtelijke politie als er gerechtelijke arrondissementen zijn. De mensen bij de gerechtelijke politie werken wat chaotischer, minder dirigistisch, minder geleid, minder gestructureerd, maar daarom inhoudelijk niet slechter of beter. Op basis van de assessmentprocedure heeft men dus eigenlijk appels met peren vergeleken. Het spreekt vanzelf

dat de rijkswacht beter uit die vergelijking is gekomen, omdat de rijkswacht van in het begin – gezien de opleiding die zij krijgt – wordt geleerd om leiding te geven. Wanneer men dus louter het management beschouwt, dan is het logisch dat de rijkswacht daar beter uit komt. Nu staat men voor het grote probleem dat er mijns inziens in de topbenoeringen teveel rijkswachters worden benoemd dan goed is vergeleken met de stedelijke en de gerechtelijke politie.

Ik moet denken aan wat mevrouw Lizin zei in dat verband. Voor het einde van dit jaar moeten nog een aantal top-benoeringen plaatsvinden. De benoeringen van de directeurs van de juridische departementen bijvoorbeeld zijn zeer belangrijk en zullen bepalend zijn voor de wijze waarop het gerechtelijk luik van de politiehervorming in de toekomst zal kunnen worden begeleid. Ik neem evenwel aan dat de leden van de commissie voor de Justitie dit aspect voldoende zullen onderstrepen. Ik wou alleen aantonen dat de benoeringen terzake absoluut niet op de meest aangewezen wijze verlopen en dat deze gang van zaken niet van die aard is om ons ervan te overtuigen dat de politiehervorming vanaf 1 januari 2001 efficiënt zal functioneren en zal beantwoorden aan de verwachtingen van de bevolking.

Ik kom thans tot het kostenplaatje. Tijdens de Octopusonderhandelingen werd een bedrag van 5 miljard genoemd en bij uw aantreden, mijnheer de minister, kondigde u een bedrag van 8 miljard aan. Thans vernemen wij dat zelfs het bedrag van 18,4 miljard dat u inmiddels vooropstelde, wellicht onvoldoende zou zijn. Mijnheer Di Rupo begint zelfs te twifelen aan de totale kostprijs en vraagt zich af waarom u geen tienjarenplan opstelt, zodat het duidelijker wordt hoeveel de politiehervorming bijvoorbeeld in de komende tien jaar, concreet zal kosten.

Ik wens ook even te verwijzen naar het belangrijke Astrid-project dat werd opgestart onder de bevoegdheid van voormalig minister Tobback en dat door zijn opvolgers werd voortgezet. De bedoeling hiervan was een doeltreffend communicatiesysteem op poten te zetten. Is de kostprijs begrepen in de totale kostprijs van de hervorming? Blijft het bedrag dat voor dit project werd vooropgesteld van kracht? Quid met de gebouwen die thans behoren tot het stedelijk – gemeentelijk – patrimonium, maar niet tot de – federale – rijkswacht? Zullen deze worden overgenomen? Werd de kostprijs hiervan reeds berekend?

Mijnheer de minister, het ontbreekt terzake niet alleen aan duidelijkheid, maar ook aan een visie. En dat ligt niet aan de bepalingen van het Octopusakkoord noch aan de manier waarop de onderhandelingen werden gevoerd, maar wel aan de wijze waarop u het vandaag uitvoert.

Tot slot van het deel over de politiehervorming, kom ik nog even terug op het luik Brussel, in welk verband ik mijn standpunt van vorige week handhaaf. Met de ontwikkelingen voor Brussel-Halle-Vilvoorde zetten wij een belangrijke stap achteruit en wel om volgende redenen. De rijkswacht, die thans autonoom handelt in het district Asse, wordt binnenkort louter een antenne van Brussel-Hoofdstad en vanuit Brussel zal worden gedirigeerd. Ik ben er evenwel ook van overtuigd dat zulks niet ten goede komt aan de faciliteitengemeenten. Op dat vlak haalde de heer Pieters van de CVP zwaar uit naar de heer Bourgeois. Maar mocht de CVP in deze assemblee een duidelijke houding hebben aangenomen, dan had men misschien een stap vooruit gezet. Het is precies omwille van de twijfelende houding van de heer Pieters die nadien meende de heer Bourgeois te moeten aanvallen, dat wij niet verder zijn geraakt.

Hoe dan ook, ik blijf bij mijn standpunt dat de huidige regeling een stap achteruit betekent, zowel op het vlak van de politiehervorming als inzake het statuut van de faciliteitengemeenten.

01.19 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, het is natuurlijk niet aan mij om de CVP te verdedigen, maar ik moet toch even zeggen dat de oorspronkelijke houding van de heer Pieters voor verwarring heeft gezorgd. Hij was namelijk zo oprecht om bij de kennisname van de teksten te zeggen dat er een aantal goede dingen tussen stond, maar dat hij wachtte op het antwoord van de minister om een stelling in te nemen. De minister van Binnenlandse Zaken heeft veertien dagen geleden helemaal geen antwoord gegeven. Pas nadien is men bij de CVP tot het inzicht gekomen dat die hervorming helemaal fout liep.

Het cruciale probleem lag niet zozeer in deze Kamer, maar veeleer in het Vlaams Parlement, waar uw partij, mijnheer Van Hoorebeke, op één dag een bocht van 180 graden heeft gemaakt. Aanvankelijk was men een hevige voorstander van een gezamenlijke opstelling van CVP, Vlaams Blok en VU – een wisselmeerderheid dus – om een stevige motie in te dienen tegen de inlijving bij Brussel van het politiearrondissement Halle-Vilvoorde. De dag nadien heeft de heer Van

Vaerenberg zijn kar helemaal gekeerd en net het tegenovergestelde gezegd. Daardoor was het onmogelijk om vanuit het Vlaams Parlement nog enig initiatief te nemen. Men had de zaak op het overlegcomité kunnen brengen, waardoor zij op zijn minst had kunnen worden geblokkeerd. De Volksunie had sleutel daarvoor, maar heeft hem weggegooid!

Het is jammer dat u vorige week niet aanwezig was bij de stemming, want dan had u kunnen zien dat ook ik de VU daarover heb geïnterpelleerd. Ik weet niet of u daarom bij de stemming gisteren bent weggebleven, maar wat u in uw motie had samengesteld naar aanleiding van de interpellatie van de week daarvoor, stond lijnrecht tegenover wat de VU in het Vlaams Parlement had gedaan. Ik denk dat die dubbelzinnige houding vooral te maken heeft met het feit dat de VU op Vlaams niveau deel uitmaakt van de meerderheid en hier van der oppositie. Dat is dezelfde dubbelzinnige houding die ook de CVP vroeger aannam.

01.20 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Mijnheer Laeremans, ik heb u al dikwijls gezegd dat u niet het voorrecht van de Vlaamse zuiverheid hebt. Ik ben het beu om daar steeds lessen van u over te krijgen. Vorige week was ik niet afwezig omdat ik mijn standpunt niet wou herhalen, vandaar dat ik het vandaag nog eens duidelijk doe. Het schijnt u te storen dat ik zo rechtlijnig ben. Mijnheer Laeremans, we zitten hier in de Kamer, luister dus naar mij. Het stoort u blijkbaar dat wij hier zo rechtlijnig zijn met betrekking tot Brussel. U hebt het over uw Vlaamse voorrecht en zuiverheid inzake Brussel. Ik zeg u vandaag dat dit niet het geval is en dat wij ook over de belangen van Brussel zullen waken, met of zonder u. Ik heb niet de behoefte om hier verder op in te gaan. Ik kan alleen het standpunt herhalen dat ik namens mijn fractie vorige week heb vertolkt en dat ik hier vandaag in uw aanwezigheid herhaal. Ik had verwacht dat u zou reageren. Collega's, wat Brussel-Hoofdstad betreft, zullen wij als Vlamingen op onze tellen moeten letten. Mijnheer Laeremans, op een ogenblik waarop u nog niet wakker was, heb ik er al op gewezen dat er in Brussel politieraden zullen komen waarin de Nederlandstaligen niet vertegenwoordigd zullen zijn. Mijnheer de minister, ik verwijs naar het gesprek dat u hebt gehad met minister-president de Donnée. Hieruit bleek duidelijk dat men de tweetaligheid van de politiediensten in Brussel wil uithollen. Mijnheer Laeremans, ik zeg u klaar en duidelijk dat geen enkel akkoord, ook het Lambermontakkoord niet, zal verhinderen dat wij er in de Kamer over zullen waken dat er in Brussel geen uitholling van de tweetaligheid komt. Wat dat

betreft zullen wij Brussel zeker niet loslaten. Mijnheer Laeremans, ik weet dat het u stoort dat wij daar ook over durven spreken maar u zult daarmee moeten leren omgaan. U zult niet langer het alleenrecht daarop hebben in de Kamer.

Zo kom ik bij het luik asielbeleid. Mijnheer de minister, dit is een goed moment om over het asielbeleid nog even van gedachten te wisselen. Dit jaar hebben we ongeveer 40.000 asielzoekers gekregen. Dat is heel veel. Gisteren heb ik u een vraag gesteld over het aantal uitwijzingen sedert 1 juli 2000. U hebt zeer correct de cijfers gegeven. In totaal zijn er sedert 1 juli 2000 2.242 uit- of terugwijzingen gebeurd. Het gaat dus om amper de helft van wat we in de vorige maand hebben binnengekregen. Omdat het niet volstaat om het asielbeleid steeds maar met slogans aan te vallen, tracht ik een analyse te maken van de reden waarom het asielbeleid zo sterk faalt en België zo aantrekkelijk is. We hebben nu de nieuwe nationaliteitswetgeving, de snel-Belgwet. De heer Vandeurzen heeft de grote verdienste van daar te blijven op inhakken. Mijnheer de minister van Justitie, het gaat niet om het feit dat de nationaliteit op een snellere manier of met een snellere procedure wordt toegekend aan mensen die Belg willen worden, wel om de criteria om dit toe te staan. Het was evident dat de snel-Belgwet aantrekkelijk zou worden wanneer daar geen enkele integratieverplichting tegenover werd gesteld. Het is niet verkeerd dit te stellen. Als mensen willen behoren tot een bepaalde gemeenschap, moeten zij ook inspanningen doen om minstens te begrijpen wat er in die gemeenschap gebeurt.

Het is dus belangrijk dat deze wet wordt herbekeken. De minister heeft dat trouwens ook aangekondigd.

Ten tweede, de regularisatiecampagne heeft inderdaad een belangrijk aanzuigeffect gekend. Dat betekent niet dat we niet achter de regularisatiecampagne staan. Onze fractie vond het altijd belangrijk om eindelijk tabula rasa te maken met alle illegalen die hier reeds jaren verblijven, die hier geïntegreerd zijn, wiens kinderen hier naar school gaan, zodat zij op een legale manier aan ons maatschappelijk leven kunnen deelnemen.

Ten derde, wij hebben de OCMW-steun te lang en te gemakkelijk toegestaan. Wij ondersteunen de maatregel van de regering terzake, met name dat de geldelijke steun van het OCMW wegvalt. Deze maatregel zal pas op lange termijn effect sorteren omdat het afschrikkende effect de eerste maanden nog

niet zal zijn doorgedrongen.

Ten vierde, de problematiek inzake de mensenhandel. Vandaag hoorde ik over de radio dat in Oostende opnieuw een vrachtwagenchauffeur is aangehouden, die met 40 illegalen naar Engeland op weg was. De mensenhandel houdt niet op en zal via ons land naar Engeland blijven gebeuren zolang Engeland niet tot de Schengenlanden behoort en voor asielzoekers aantrekkelijk blijft. België kan de asielproblematiek niet alleen oplossen. Dit is een Europees probleem en zolang Europa er niet in slaagt om een oplossing te bieden zullen wij de toevloed niet kunnen stoppen. Er vond onlangs in de Kamer een colloquium plaats, waar u ook gesproken hebt, mijnheer de minister. De Europese commissaris voor de Migratie, een Engelsman, zette daar op zeer bevattelijke wijze de problematiek uiteen. Hij zei dat wij het migratie- en asielprobleem in de eerste 10, 15 jaar niet kunnen oplossen en dat wij ons terzake geen illusies moeten maken. Wij moeten zoveel mogelijk samenwerken om op een positieve, constructieve manier oplossingen te zoeken, zodat dit probleem overzichtelijk en draaglijk blijft.

Tot slot, de lange duur van de procedure is voor veel asielzoekers een aantrekkingskracht. Ik weet dat u plannen hebt om de procedure te herzien, om ze humaner en correcter te maken. Ik vraag mij echter af, mijnheer de minister, of dit daadwerkelijk het geval zal zijn. Wat zult u immers doen? U gaat de dienst Vreemdelingzaken en het commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen samensmelten en daarboven komt één beroepsinstantie te staan. Op dit moment kennen wij drie niveaus: de dienst Vreemdelingzaken, het commissariaat-generaal en de Vaste Beroepscommissie. De Raad van State zal uiteraard blijven bestaan. Collega's, ik zeg u vandaag dat dit uiteindelijk geen oplossing zal zijn, want de huidige overlast op het commissariaat-generaal zal dan naar de beroepsinstantie gaan. Iedereen zal immers, na de beslissing op het eerste niveau, in beroep willen gaan. Ik vrees dat u het probleem met deze hervorming alleen verschuift.

Mijnheer de minister, volgens mijn informatie heeft de eerste minister een haalbaarheidsstudie over deze hervorming gevraagd.

Naar verluidt, zou die haalbaarheidsstudie reeds zijn afgewerkt maar zouden de technici tot de conclusie zijn gekomen dat de procedure zoals u die nu voorziet niet werkzaam is en bovendien zeer duur is. Ik had van u dan ook graag

vernomen of het inderdaad klopt dat uit die haalbaarheidsstudie blijkt dat de vereenvoudiging van de procedure zoals u die aankondigt zal werken en zeer duur zal zijn.

Wij stellen ons de vraag wat hier achter zit. Collega Tant volgt volgens mij op dat vlak een goede piste wanneer hij zegt dat het blijkbaar enkel de bedoeling is bepaalde personen op de juiste plaats te kunnen benoemen. Collega's, ik moet op dit vlak toch waarschuwen. We weten allemaal dat de heer Schwewebach van PS-signatuur is en hij is kandidaat om het hoofd te worden van die nieuwe directie. In de beroepsinstantie is er een Franstalige voorzitter, de heer Bodart, die eveneens van PS-signatuur is. De huidige voorzitter van de regularisatiecommissie, de heer Coppens, is ook van PS-signatuur. Mijnheer de minister van Binnenlandse Zaken, binnenkort zullen alle verantwoordelijken van PS-signatuur zijn.

Ik wil u ook nog de volgende vraag stellen in verband met de regularisatiecommissie. Collega's, wij weten dat twee Vlaamse leden mijnheer Franceus, de secretaris, en de heer Vandenbulck, de ondervoorzitter, hebben afgehaakt. Laatstgenoemde, die deel uitmaakte van het kabinet van minister Vande Lanotte heb ik leren waarderen als een zeer goed ambtenaar. Hij heeft evenwel ontslag genomen omdat hij niet meer kon omgaan met de heer Coppens. Sedert enige tijd is er een nieuwe ondervoorzitter benoemd, de heer Herman Pas. Men heeft mij gezegd dat er zich reeds een incident heeft voorgedaan tussen de voorzitter en de ondervoorzitter. De voorzitter zou blijkbaar hebben gezegd, ik citeer: "Ik wens u hier niet meer te zien." Dit verhaal werd mij bevestigd. Mijnheer de minister, ik wil weten of dit klopt. U beweert immers dat de regularisatiedossiers tegen 1 juli 2001 zullen zijn afgewerkt.

Mijnheer de minister, het spijt me dat ik deze analyse moet maken want wij hebben er geen enkel belang bij dat het asielbeleid in dit land faalt en dat ons land verder wordt overspoeld. Blijkbaar is het draagvlak in Vlaanderen bereikt en dit wordt op diabolische wijze misbruikt door het Blok en ook door de heer De Crem. Ik betreur dat hij aan dat spel meedoet.

Ik heb nooit gezegd dat de CVP gelijk is aan de CM. Het gaat echter over twee christelijke organisaties. Ik heb enkel willen zeggen dat er rond het asielbeleid dikwijls heel wat hypocrisie heerst. De heer Tant heeft inhoudelijk niets anders gezegd dan wat de heer De Crem heeft gezegd alhoewel er een verschil was in toon. De heer Tant

heeft gezegd dat er geen oproep mag worden gedaan tot vreemdelingenhaat zoals het Vlaams Blok doet. Ik vrees dat de heer De Crem daar soms wel aan meedoet. Ik vind dit dan ook jammer. De asielproblematiek is immers te belangrijk om het op die manier aan te brengen. Ik meen dat ik mag aanklagen als persoonlijke profilering gepaard gaat met uitspraken waarmee een gezond asielbeleid niet gebaat is.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister van Binnenlandse Zaken, ik kom tot mijn besluit. De asielproblematiek is te belangrijk opdat we ons zouden kunnen veroorloven verder aan te modderen. De eerste minister heeft in zijn regeringsverklaring "België boert goed" van oktober 2000 schuld bekend. Hij heeft gezegd: "Wij hebben gefaald op het vlak van het asielbeleid". Welnu, heren ministers, wij zullen in oktober 2001 een nieuwe evaluatie maken van uw politiehervorming en van uw asielbeleid. Dan zal het echter niet meer volstaan om schuld te bekennen. Dan zullen bepaalde consequenties moeten verbonden worden aan uw eventueel falen op die vlakken.

01.21 Jef Tavernier (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, ik heb aandachtig geluisterd naar wat de heer Van Hoorebeke heeft gezegd, vooral rond de migratie- en asielproblematiek. Bij de oorzaken waarnaar hij verwees kwam hij nogal vlug terecht bij de opvangprocedures en dergelijke. Het verwondert mij een beetje, hem kennende, dat hij daar is blijven steken. Ik denk dat nagenoeg iedereen ervan overtuigd is dat ook met de beste procedure, met de beste correcte opvang en met het beste terugwijzingbeleid of desnoods terugdrijfbeleid, toch het probleem van migratie en asielaanvragen niet is opgelost, tenzij men fundamenteel werkt aan de oorzaken van migraties. Migraties hebben te maken met verschillen in rijkdom in verschillende wereldstreken. Zo lang men daar niets aan doet, als men geen ernstiger inspanningen doet voor Oost-Europa en de Derde Wereld dan nu het geval is, komt er geen oplossing. Men moet uiteraard ook oog hebben voor de politieke en militaire problemen die in verscheidene van die landen opduiken

01.22 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, collega Tavernier, ik heb geen enkel probleem met uw opmerking. Ik dacht dat ik in de marge reeds had aangehaald dat dit ook een Europees probleem is, en dat ons land in zijn eentje dus niet alles kan oplossen. Het is inderdaad altijd ons standpunt geweest dat we in

eerste instantie moeten proberen de problemen ter plaatse op te lossen zodat de mensen ook geen behoefte meer hebben om naar een ander land te trekken, om politieke dan wel om economische redenen.

01.23 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik hoor nu al tien jaar datzelfde gezever.

De **voorzitter**: Dat is geen parlementaire taal, mijnheer Annemans.

01.24 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, er wonen zes miljard mensen op deze aarde, die allemaal met grote ogen naar ons stukje Europa kijken waar we met 350 miljoen mensen wonen. Die 350 miljoen krijgen nu van hun politici te horen dat ze de miserie van die zes miljard moeten oplossen en dat ze de deuren voor hen moeten openhouden. Als sommigen dan bij de verkiezingen zeggen dat ze de deuren dicht willen, dat het eindelijk eens gedaan moet zijn, krijgen ze van de andere politici die in dit land toevallig een linkse combinatie op de been hebben kunnen brengen alleen te horen dat ze eerst de zes miljard moeten voeden vooraleer ze de deuren mogen sluiten. Dat is toch onzin, mijnheer de voorzitter?

01.25 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Mijnheer de voorzitter, de heer Annemans komt hier twee minuten oreren in de Kamer. Voor de rest heeft hij de debatten niet gevolgd. Nu komt hij ons hier even de les lezen, terwijl ik de baarljke onzin van de heer Laeremans en de heer Annemans ook al tien jaar moet aanhoren. Het grote verschil tussen ons en u, heren, is dat u enkel aanklaagt en geen oplossingen biedt. Wij zijn daarentegen bereid te zoeken naar oplossingen. Dat is het grote verschil. Ik ben dus blij, mijnheer Annemans, dat dit verschil er is en dat het zal blijven bestaan.

De **voorzitter**: Ik kan dit niet beschouwen als een persoonlijk feit. Het feit dat iemand de Kamer betreedt na afwezig te zijn geweest, vormt geen persoonlijk feit.

01.26 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, het belangrijkste onderscheid tussen de heer Van Hoorebeke en mijzelf is dat ik hier twaalf jaar geleden alleen in deze Kamer kwam en de VU er 16 zetels had. Nu heb ik 20 zetels en hij nog 7. Dat is het verschil en dat is de reden waarom ik meen dat ik eindelijk iets mag zeggen over die dingen.

De **voorzitter**: Mijnheer Annemans,

verontschuldig mij, maar het zijn er 15 en geen 20. De heer Hendrickx heeft het woord. Mijnheer Hendrickx, u bent de eerste van 11, als u mij begrijpt.

01.27 Marcel Hendrickx (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik had dertig minuten spreektijd, maar zal die niet gebruiken: ik zal beknopter zijn.

Mijnheer de minister, ik zal het niet hebben over de politiehervorming, daar hebt u vandaag al een en ander over gehoord. Ik ga het ook niet hebben over het asielbeleid, daar werd ook al over gepraat. Ik zal wel het soft pakket van uw beleidsnota bekijken, de aspecten preventie- en veiligheidscontracten, enerzijds, en wat u civiele bescherming noemt, anderzijds.

Mijnheer de minister, vorig jaar stonden wij achter uw initiatief om de preventie- en veiligheidscontracten aan een doorlichting te onderwerpen. Ik meen dat u toen vooral de veiligheidscontracten bedoelde, waarbij inderdaad toch nogal wat toelagen werden toegekend – tientallen miljoenen per stad – en waarvan de resultaten misschien niet altijd in verhouding stonden tot wat men investeerde. Die doorlichting zou evenwel binnen het jaar gebeuren, maar is er nog steeds niet. Recent stuurde u een schrijven aan de gemeenten die dergelijk contract hebben, om te zeggen dat u nu maar voor een half jaar kon verlengen, hoewel dat tot dan jaarlijks gebeurde. Dat zorgt voor onzekerheid. Ik heb u in de commissie al gezegd dat, als mensen geen werkzekerheid hebben, zij beginnen uit te kijken naar andere mogelijkheden. In dit geval is dat zo, omdat de meeste van die mensen een tijdelijk contract hebben of GESCO's zijn. Dat uitkijken naar andere mogelijkheden zou wel eens tot gevolg kunnen hebben dat heel wat kapitaal aan ervaring dat in die sfeer zit, verloren zou kunnen gaan. Daarom vind ik de beslissing om dit slechts met een half jaar te verlengen, een slechte beslissing. Enerzijds, had de voorbije periode van anderhalf jaar toch wel ruim moeten kunnen volstaan om deze doorlichting te houden en, anderzijds, had u deze onrust bij het personeel volgens mij niet mogen veroorzaken. Een dringende en expliciete verklaring van u over de toekomst van deze contracten lijkt mij dan ook erg noodzakelijk.

Graag vernam ik dan ook eens hoe het nu eigenlijk zit met de financiering van deze preventie- en veiligheidscontracten in de toekomst. Blijft dit een aparte dotatie aan de steden en gemeenten die een dergelijk contract hebben, of eventueel in de toekomst aan de

politiezones, of is het zoals de VVSG suggereert en beweert, namelijk dat de dotatie inbegrepen is in het bedrag dat u zult toekennen per hoofd van de lokale politie? In dat geval denk ik dat er heel veel stappen terug worden gezet en betekent dit eigenlijk dat de extra inspanningen die de vorige regeringen deden in het kader van preventie en veiligheid voor een stuk ongedaan worden gemaakt en dat, op plaatsen waar de criminaliteit hoge cijfers haalde, een stuk bedreiging terug opduikt. Ik zou daarover toch wel eens graag een ondubbelzinnige verklaring van u willen horen.

Om dit hoofdstuk af te sluiten, zou ik van u ook graag vernemen hoe u de relatie ziet tussen preventie- en veiligheidscontracten en de toekomstige politiezones. Vorig jaar, tijdens hetzelfde debat, zei u te willen onderzoeken of dergelijke contracten konden worden opgemaakt met de politiezones. Is dit onderzoek gebeurd? Zo ja, wat zijn de bevindingen daarvan? Welke parameters zult u toepassen om aan bepaalde politiezones eventueel een dergelijk preventie- en veiligheidscontract toe te kennen? Het politielandschap wijzigt snel en ik denk dat het goed is dat er duidelijkheid wordt geschapen.

Het tweede deel van mijn betoog handelt over de civiele veiligheid. Ik weet niet goed hoe ik dit hoofdstuk moet benaderen. Enerzijds heb ik echt zin om u te feliciteren, vermits er eindelijk eens een minister van Binnenlandse Zaken is die interesse toont voor de brandweerlieden. Anderzijds moet ik vaststellen dat uw vooropgezet plan om tot een soort politiehervorming te komen bij de brandweer en civiele bescherming bijna door iedereen als onaanvaardbaar wordt beschouwd. Misschien had u de moed moeten hebben om de civiele bescherming, die eigenlijk toch nog een oorlogsinstrument is, geleidelijk af te bouwen en te laten overgaan in de brandweer, zoals dat in Nederland is gebeurd. U had misschien meer steun moeten geven aan de uitbouw van de brandweer. Het plan waardoor de civiele bescherming een soort federale politie en de brandweer de zonale of lokale politie wordt, werd trouwens onmiddellijk na de bekendmaking afgekeurd door de drie brandweerefederaties van België.

Ik veronderstel dat u dit niet zult bevestigen, maar ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat dit plan een soort paniekvoetbal was na de ramp van Enschede. Ik weet dat u in de commissie hebt gezegd dat Enschede minder een zaak van hulpverlening was dan van opslag van springstoffen. U hebt daarbij gezegd dat het opslaan van springstoffen niet uw probleem is,

maar het probleem van de minister van Economie. Ik ben het daar helemaal niet mee eens. Ik verwijs naar wat ik hier vorig jaar al zei, wat ik in de commissie al herhaaldelijk gezegd heb en wat ik vandaag nog eens uitdrukkelijk wil herhalen en waarschijnlijk in de toekomst nog eens zal doen. Wat er in dit land voornamelijk mis is met de organisatie van de brandweer, is het feit dat deze korpsen middelen noch ondersteuning krijgen om op een degelijke, hedendaagse wijze aan preventie te kunnen doen en interventievoorbereidend werk te kunnen leveren.

Ik heb al herhaaldelijk gesteld dat voor ieder risicogebouw in de omschrijving van een brandweerkorps een interventieplan dient te worden opgemaakt, zodat brandweerlieden niet voor verrassingen komen te staan wanneer zij moeten uitrukken. Enschede is daar een duidelijk voorbeeld van. Hadden de eerste ploegen die uitrukten geweten waarmee ze te maken hadden en hadden zij een goed interventieplan, dan zouden die eerste brandweerlieden niet het leven hebben gelaten. De brandweer dient over degelijke actuele digitale interventieplannen te beschikken die vanuit de commandowagen kunnen worden geraadpleegd.

Dit moet niet alleen zo zijn voor risico's ter grootte van de Seveso-ramp, maar dit moet kunnen voor elk groot bedrijf of voor elk risicogebouw. Ik vind het heel goed dat er op dit ogenblik werkgroepen starten - misschien zijn ze al gestart - om die hervorming van de brandweer en civiele bescherming voor een deel te plannen. Laat het echter geen duister gebeuren zijn. Integendeel, informeer enerzijds de basis en anderzijds het Parlement over het verloop van deze werkzaamheden. Het kan latere discussies voorkomen. Laat de werkgroep ook niet vertrekken van dat plan Enschede - laat ik het zo maar noemen - dat u op een zeker moment hebt vooropgesteld, maar laat die mensen zelf eens uitwijzen hoe de hervorming van de brandweer het best kan verlopen.

In afwachting van de besluiten van die werkgroepen, zou ik toch voorstellen dat u niet bij de pakken blijft zitten want er zijn een aantal dringende zaken die moeten gebeuren. Ik zal die niet allemaal opsommen - dat is reeds eerder gebeurd -, maar ik kom toch terug op het oud zeer van de brandweer, met name het personeelsstatuut. Vorig jaar was dat zowat het enige concrete dat u beloofde in uw beleidsnota. Twaalfduizend vrijwilligers in dit land wachten nog steeds op een statuut. Ook voor de beroepsbrandweerlieden is een herziening van het

statuut dringend nodig. Ik denk bijvoorbeeld aan het probleem dat collega Van Eetvelt begin dit jaar in commissie aanbracht en dat betrekking heeft op het statuut van de officiërvrijwilliger, die ingevolge de mogelijkheden van een koninklijk besluit vastbenoemd werd maar die nog steeds aan de minimumwedde werkt. U beloofde in februari van dit jaar een oplossing daarvoor maar tot op heden is er niets gebeurd. Thans bereikt mij het bericht dat in Wallonië dit probleem opgelost zou zijn. Ik vraag mij af hoe dat mogelijk is in dit landje.

U zou aan de zonevorming van de brandweer kunnen verderwerken, maar ook op dat vlak gebeurde er nog niets.

Ik vrees evenwel dat u vroeg of laat toch een besluit zult nemen op basis van de adviezen van de gouverneurs. Dat zou volgens mij echter verkeerd zijn, want aan de basis is men het niet overal eens met die adviezen en daarvoor moet u oor hebben.

Ik kom thans tot de regelgeving inzake de brandweer. Een verouderd koninklijk besluit van 1967 bepaalt nog steeds de minimumbehoefte aan materiaal en manschappen voor de beroepskorpsen. Dit is niet alleen totaal voorbijgestreefd, maar het remt de goede werking van de brandweer af.

Mijnheer de minister, ons land staat bekend voor zijn vindingrijkheid in pilootprojecten. Welnu, ik stel u voor enkele pilootprojecten te creëren, om kleinere en middelgrote korpsen te laten uitzoeken hoe zij op geïnformatiseerde wijze aan preventie- en interventievoorbereiding kunnen doen. Ik had trouwens gehoopt dat hiervoor reeds middelen werden vrijgemaakt in de begroting van dit jaar, maar vermoedelijk is dat nog steeds niet voldoende doorgedrongen. Dat is de reden waarom wij een amendement zullen indienen, ertoe strekkend in middelen te voorzien voor dergelijke projecten.

Nochtans, mijnheer de minister, lopen onze meningen niet zo ver uiteen. Immers, in de verantwoording van de begroting 2001 staat een zin over brandvoorbereidend werk, die mij bijzonder opviel en die mij verheugt. U schrijft: "De regelgevers en de brandpreventiediensten zullen in de nabije toekomst hiermee zeker geconfronteerd worden en de gevolgen van dergelijke evolutie zullen zeker spectaculair zijn". Ik hoop dus dat u het eens zult zijn met de inhoud van ons amendement en dat u middelen vrijmaakt.

Nu ga ik nog even in op de kosten voor de brandweer, ten laste van de gemeenten. Op dat vlak bestaan enorme verschillen. De gemeenten met een groot gewestelijk korps betalen erg veel in vergelijking met de gemeenten die daarover niet beschikken, want die betalen zeer weinig. In dat verband verwijst u naar de gouverneurs die de middelen verdelen. Ik hoef u wellicht niet te vertellen dat niemand precies begrijpt hoe de gouverneurs te werk gaan en op basis van welke gegevens zij overgaan tot verdeling van de gelden. Op dat vlak kreeg ik graag duidelijkheid.

Ik zei dat ik het zou hebben over het softpakket van uw beleid. In Gent vond reeds een manifestatie plaats van de brandweerlieden en in Antwerpen heerst veel onrust. In de kleine brandweerkorpsen is er veel ongenoegen; niemand hecht nog belang aan zijn werk.

Mijnheer de minister, mag ik u vragen eens aan betrokkenen te denken en ervoor te zorgen dat er voldoende aandacht wordt geschonken aan de veiligheidsaspecten.

In de regeringsverklaring van de eerste minister, bij het begin van deze legislatuur, werd met geen woord gerept over de brandweer en vorig jaar, bij de aanvang van uw legislatuur, was het gedeelte dat handelde over de brandweer ook maar povertjes. Dit jaar wordt wel aandacht geschonken aan de brandweer, maar jammer genoeg kunnen wij niet akkoord gaan met de bepalingen en erger nog, de basis is het er evenmin mee eens; en dat is zeer belangrijk.

Om die reden zullen wij terzake een amendement neerleggen.

01.28 Antoine Duquesne, ministre: Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, je vais essayer de répondre de manière ramassée parce qu'un de nos collègues a dit tout à l'heure que nous devrions avoir un débat fondamental. Pour ma part, j'ai l'impression de ne pas en manquer. Voilà un peu plus d'une semaine, avec le ministre de la Justice, nous étions dans cet hémicycle où, pendant 7 heures, nous avons participé à un débat et répondu déjà à un certain nombre de questions que nous avons à nouveau entendu ce soir. De la même manière que dans la commission de l'Intérieur qui ne chôme pas, chaque semaine, j'ai l'occasion, outre le travail législatif important qui s'y passe, de répondre à de nombreuses questions et interpellations.

Nous nous trouvons ici dans le cadre de l'examen d'un budget, quoique l'on ne s'en rende pas

toujours compte en entendant les interventions des uns et des autres. Je me réjouis de ce qu'a dit notre collègue Vandenhove tout à l'heure, à savoir que l'on constatait une augmentation substantielle des budgets consacrés à la sécurité, qu'il s'agisse de la Justice ou de l'Intérieur.

Pour ce qui est de l'Intérieur, il y a peut-être une difficulté à procéder à un certain nombre de comparaisons puisqu'en raison des réformes qui sont en cours, nous avons dû modifier la présentation du budget. Quoi qu'il en soit, je constate, pour ce qui concerne précisément le budget de l'Intérieur, une augmentation des moyens alloués et cela, bien que, par rapport à l'année précédente, nous ne connaissions plus les coûts générés par l'Euro 2000, qu'il n'y a pas d'élection prévue et qu'il faut tenir compte de transferts de l'appui au fédéral dans la division consacrée au budget des polices.

En ce qui concerne le budget des polices, il y a bien entendu une majoration des chiffres, notamment en raison des augmentations statutaires qui ont été négociées avec les organisations syndicales. On ne l'a guère dit ce soir mais permettez-moi alors de le dire: ces négociations me réjouissent, elles ont été acceptées par quasiment toutes les organisations syndicales et vont permettre d'améliorer la situation de personnels qui font un métier difficile et risqué. D'ailleurs, cette amélioration de leur situation nous permettra, demain, de nous montrer encore plus exigeants sur le plan qualitatif et sur le plan des présentations.

M. Vandenhove a rendu hommage au ministre du Budget. Je le ferai bien volontiers avec lui. C'est vrai qu'il a consenti un certain nombre d'efforts. Ce serait bien qu'il fasse encore quelques efforts supplémentaires. En effet, en matière de sécurité, quand on voit d'ailleurs l'importance que ce problème revêt dans l'opinion, je suis de ceux qui pensent que l'on ne fait jamais assez et qu'il faut mettre fin à ce sentiment d'insécurité et de perte de confiance qui existe dans l'opinion, que ce soit à l'égard de la Justice ou à l'égard des services de police. Je voudrais lui dire aussi que je suis en effet bien décidé à faire la clarté et que le bourgmestre de St Trond devrait savoir que je me suis rendu dans toutes les provinces du Royaume et dans la Région de Bruxelles-Capitale à la rencontre des bourgmestres pour dialoguer avec eux directement, leur faire part des intentions du gouvernement et essayer de rencontrer leurs préoccupations.

Je crois que ces contacts ont été très utiles, non

seulement pour les bourgmestres mais également pour le ministre.

En ce qui concerne la réforme des polices, je dirai que le timing qui a été prévu est parfaitement respecté. Il sera même accéléré dans le courant de l'année prochaine en ce qui concerne l'installation des services de police locale. Depuis que je suis arrivé au département de l'Intérieur, non seulement je n'ai pas chômé, mais je n'ai pas traîné, sauf si l'on considère qu'en préparant bien les choses, on traîne. En effet, nous avons installé un certain nombre de groupes de travail. Nous avons procédé à de très larges concertations, de manière à être conscient des difficultés rencontrées et d'y trouver les solutions les plus adéquates.

Je comprends mal l'ironie de M. Tant en ce qui concerne les études auxquelles nous avons procédé. En effet, mon département consacre chaque année une trentaine de millions à des études demandées aux institutions universitaires. J'ai sous les yeux la réponse que j'ai donnée à la question parlementaire qu'il m'avait posée. Je ne comprends vraiment pas la caricature qu'il a faite tout à l'heure de tout cela.

En effet, une étude a été demandée à la KUL pour élaborer des propositions concrètes relatives aux procédures de sélection pour la nouvelle police intégrée, en ce qui concerne les tests d'aptitude cognitive, les caractéristiques relatives à la personnalité, etc.

En effet, une étude a été demandée à l'université de Liège pour apprécier le taux d'efficacité des tâches de la police de base. L'équipe de chercheurs a étudié notamment le déroulement des processus liés à l'appui opérationnel, à l'accueil, à l'intervention, à l'aide aux victimes, au travail de quartier, aux projets locaux en matière de sécurité, aux activités de recherche, etc.

En effet, les facultés de Namur ont procédé à des méthodes d'évaluation des objectifs dans les zones de police, de manière à trouver les mécanismes les plus adéquats pour assurer la coordination entre le niveau fédéral et le niveau local.

Une mission d'étude a également été confiée au professeur Hendrickx. Elle consistait à interroger un certain nombre de figures-clés, des hommes politiques, universitaires, des dirigeants de la police, des membres de syndicats afin de dresser l'inventaire et de décrire la culture organisationnelle qu'on estime la plus souhaitable.

Il est vrai que nous avons demandé au professeur Ponsaert de rédiger un vademecum relatif à l'établissement des plans de sécurité et du plan national de sécurité.

Je ne trouve pas cela risible et je ne comprends absolument pas la caricature qui en a été faite. Nous reprocherait-on de vouloir travailler sérieusement à la mise en œuvre de cette réforme? Cela peut attrister certains que la police fédérale soit installée dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier et qu'elle sera présente sur le terrain dès le 1^{er} janvier. Je donne aux fêtards le conseil de s'en souvenir. La police fédérale sera opérationnelle dans le cadre de la continuité que nous avons veillé, mon collègue de la Justice et moi-même, à assurer.

Les polices locales seront installées pour le 1^{er} janvier 2002 au plus tard. Mais il est vrai qu'il faut en la matière respecter une chronologie et certaines conditions. On a parlé des élections communales. Il y a effectivement eu un temps d'arrêt au moment des élections communales parce que nous avons considéré qu'il était souhaitable de préparer la mise en place des nouveaux services de police avec les nouvelles autorités communales issues des élections du 8 octobre.

En ce qui concerne les nominations, il y a eu un avis du Conseil d'Etat et ce très normalement. Toutes les observations qui ont été formulées par le Conseil d'Etat ont été rencontrées. Les procédures de nomination - je n'y reviendrai pas, mon collègue Van den Bossche a été très clair - ont été sérieuses et objectives. Est-ce que, finalement, on s'inquiète dans ce pays parce que l'on est sorti des petites habitudes des nominations politiques, des copinages ou encore des préférences ou des handicaps que l'on accorderait aux uns et aux autres en fonction du corps dont on est originaire? J'ai constaté - c'est le ministre Van den Bossche qui était responsable en cette affaire - qu'il y avait même eu une offre d'un audit très sérieux, par des professionnels, à dossiers ouverts, pour se rendre compte du sérieux de la méthode qui a été utilisée. On constate par ailleurs que certains n'ont pas hésité, ne tenant pas compte de ce qu'est véritablement une méthode d'assessment, à faire ce que j'appellerai volontiers une présentation malhonnête de résultats partiels, sans égard pour les méthodes utilisées dans ce genre d'exercice. Le résultat de tout cela conduit, en effet, comme l'a rappelé M. D'Hondt, à la parité sur le plan linguistique, et, de surcroît, une majorité des

directeurs généraux et leurs adjoints sont des bilingues légaux parfaits. Le résultat est également que tous les corps sont représentés. Il est vrai qu'il y a six gendarmes sur dix, mais pour 85% du personnel issu de l'ancienne gendarmerie.

Ce matin, j'ai eu l'occasion de recevoir la prestation de serment de ces nouveaux responsables de la police fédérale et ce qui m'a vraiment fait plaisir c'est de constater que j'étais en présence d'une équipe, oubliant ses origines de corps, -certainement pas les expériences utiles qu'ils ont connues - et ayant la volonté de créer un climat favorable à une nouvelle culture policière, celle que l'on devra trouver dans cette nouvelle police fédérale.

Je l'ai dit ce matin, au moment de leur présentation: c'est vrai que l'on peut critiquer les services de police, comme on peut d'ailleurs critiquer toute œuvre humaine, et je sais que l'on a, en Belgique, le goût de la critique. Mais lorsqu'on a besoin d'eux, on est heureux de les voir, hier, aujourd'hui et demain. Comme ministre de l'Intérieur, je reçois régulièrement des courriers de citoyens belges qui me prient d'adresser leurs remerciements et leurs félicitations à ces services de police parce qu'ils ont rendu des services. C'est quand on est en danger que l'on s'en rend compte. Je voudrais qu'il y ait une culture un peu plus positive de leur action, au moment où l'on met en œuvre la réforme des polices.

Plutôt que de trouver une solution à tous les problèmes, on essaie de manière un peu plus active et de manière un peu plus positive d'accompagner cette réforme par un certain nombre d'encouragements. Si je n'avais pas eu ce genre d'attitude, si, psychologiquement, je n'étais pas plus optimiste, plus déterminé et plus volontaire, il est clair que cette réforme ne serait jamais mise en œuvre.

Sur le plan de l'évolution, les choses avancent. Cela prend du temps. La loi Mosaïque sera votée demain au Sénat. L'arrêté Mammouth va revenir du Conseil d'Etat et sera publié dans les prochains jours. La loi Fresque se trouve au Conseil d'Etat et nous sommes toujours dans les temps. Et mon collègue, le ministre des Pensions, va très prochainement déposer un projet en ce qui concerne les régimes de pension.

Evidemment, parmi les questions qui me sont posées ici et à l'extérieur, et encore plus à l'extérieur, se pose le problème du budget pour les communes. Tout d'abord, d'un point de vue budgétaire, l'année 2001 est une année de

transition et on allouera donc aux zones de police à l'intention des communes des provisions qui leur permettront de faire face à toutes les dépenses résultant de la mise en œuvre progressive des zones de police. Ensuite, je réaffirme très fermement, comme l'a déjà fait le Premier ministre à cette tribune, le principe de la neutralité budgétaire pour les communes en ce qui concerne la mise en œuvre de la réforme des polices.

Je voudrais reprendre une image que j'ai déjà utilisée pour expliquer que, bien entendu, il n'y a aucune inquiétude à avoir. Dans un premier temps, le principe des vases communicants sera d'application. Le personnel concerné sera transféré avec les traitements qui y sont afférents de même que les équipements et les moyens nécessaires pour couvrir les surcoûts statutaires. On transférera les bâtiments des anciennes brigades locales de gendarmerie en pleine propriété même avec les moyens nécessaires pendant 20 ans pour assurer leur entretien. Enfin, on transférera tous les moyens indispensables pour assurer la continuité des contrats de sécurité.

En fonction de ce mécanisme, comment ce qui était possible hier, c'est-à-dire ce qui est possible aujourd'hui, ne serait-il plus possible demain?

Si l'on prétexte l'éventualité d'un certain nombre de coûts collatéraux, résultant inévitablement de la mise en œuvre d'une réforme, j'accepte le propos. Si l'on émet le souhait de voir faire plus en matière de sécurité, je l'accepte volontiers. Si le gouvernement et le parlement étaient disposés à m'accorder les moyens supplémentaires, je ne les refuserais certainement pas. J'ajouterai encore que certains posent la question pertinente de savoir s'il ne conviendrait pas de prévoir un mécanisme de péréquation de la dotation qui sera allouée aux communes, dès lors qu'il y aurait, pour des raisons d'appréciation de la politique en matière de sécurité, péréquation du budget au niveau fédéral.

Voilà quelques questions qui sont posées pour l'instant au gouvernement mais personnellement, je me réjouis de la vigilance exprimée non seulement par les bourgmestres mais par un certain nombre de formations politiques. On a également souligné, non sans une certaine ironie, tout à l'heure qu'il pouvait s'agir du PRL et du PS et il est clair que cette aide, cette assistance qui m'est octroyée en vue d'encore augmenter les moyens me permettant de faire mieux ne peut que me réjouir.

En ce qui concerne les contrats de sécurité, je confirme qu'ils seront maintenus jusqu'à la fin de l'année prochaine, qu'interviendra une modification dans la structure, parce que le volet de stricte prévention continuera à faire l'objet d'un contrat avec les communes, alors que le volet policier, l'actuel contrat de prévention, devra être intégré dans la dotation accordée aux zones de police. En résumé, la structure sera modifiée et les moyens totalement préservés.

L'évaluation qui a été effectuée est bien entendu très utile. Elle permet et a déjà permis un certain nombre de réorientations au niveau local, parce que c'est tout l'intérêt de la formule contractuelle: on n'impose rien de manière autoritaire, on négocie, on dialogue avec un partenaire qui est un partenaire communal. De plus, certaines mises au point peuvent avoir lieu, comme l'élaboration d'un manuel pour le bon fonctionnement d'un contrat de sécurité. L'évaluation, quant à elle, devra déboucher, lorsque l'on sera sorti de cette période quelque peu bouleversée de la mise en œuvre des réformes, probablement sur un certain nombre de réorientations relatives aux contrats de sécurité.

Eu égard aux problèmes posés par la politique d'asile et d'immigration, j'ai entendu M. Smets parler tout à l'heure de la pluie et du beau temps. Ce faisant, il ironisait en ce qui concerne l'arc-en-ciel. Je pense qu'il se trompe car précisément, pour obtenir un bel arc-en-ciel aux couleurs vives, il faut nécessairement de la pluie et du soleil. Certains préfèrent le soleil, d'autres préfèrent la pluie. C'est la rencontre de ces deux extrêmes qui fait le charme de la recette.

Dans une question aussi difficile que celle-là, la contribution des uns et des autres permet la mise en œuvre d'une politique que je crois équilibrée. C'est finalement ce qui en fait la beauté et la difficulté.

Premièrement, ainsi que certains l'ont dit, il faut se garder de confondre asile et immigration. Ce sont deux phénomènes différents et nous devons avoir le courage d'aller plus avant en abordant le problème de l'immigration. Je suis de ceux qui pensent que la Belgique fait déjà un effort très important en la matière. D'ailleurs en raison de sa taille et de sa population, elle consent un effort beaucoup plus important que d'autres pays. Mais il est clair que cette approche ne peut pas se faire au seul niveau de la Belgique, mais doit faire l'objet d'une réflexion européenne.

Vous savez que j'ai l'intention, à l'occasion de la

prochaine présidence belge, d'organiser une grande conférence internationale sur le sujet, non pas pour trouver des solutions miracles au problème, mais au moins pour poser correctement les questions, et elles sont nombreuses, et récolter des éléments d'appréciation objectifs.

En ce qui concerne les chiffres, vous me connaissez suffisamment pour savoir que je n'ai pas pour habitude de travestir la réalité. Un nombre considérable d'étrangers arrivent sur notre territoire et ils sont, au départ, en situation illégale ou demandeurs d'asile. Ces chiffres sont très importants. Et l'opinion publique fait preuve de beaucoup de compréhension, de mesure et de raison à l'égard de ce phénomène, ce qui me réjouit. Il faudrait cependant se garder d'une satisfaction injustifiée, parce que si le phénomène devait prendre une importance démesurée, les réactions seraient très vives.

Voici quelques jours, je me retrouvais dans ma province, où l'on va installer les nouveaux centres d'accueil. J'ai entendu tous les bourgmestres concernés – toutes couleurs politiques confondues – me dire qu'ils feraient encore cet effort, mais qu'il ne faudrait pas que dans les années futures, l'on vienne leur annoncer qu'il faudrait réitérer l'effort.

Deuxièmement, les comparaisons européennes sont très difficiles à faire, tout simplement parce qu'on ne dispose pas de chiffres sérieux et crédibles. D'ailleurs, à l'occasion de notre présidence, je compte demander à ce qu'un effort soit fait en la matière.

Troisièmement, il faut savoir aussi que dans toutes ces questions, nous adoptons une attitude qui a un effet immédiat sur l'arrivée d'étrangers sur notre territoire. Tout ce qui peut apparaître comme de la faiblesse ou comme une excessive générosité a un effet immédiat, de la même manière qu'une attitude rigoureuse. Je vais vous donner un exemple : on sait que l'on va supprimer l'aide financière, pour la remplacer par de l'aide en nature. Quels en sont les effets pour l'instant ? C'est une augmentation importante des personnes qui arrivent sur notre territoire, espérant encore pouvoir bénéficier de l'ancienne législation. Ce qui fait que je vais devoir, dans les prochains jours, très probablement prendre des mesures de police, de la même nature que celles que j'ai prises à l'occasion de l'opération de régularisation, de manière à endiguer ce phénomène.

Ce que nous réalisons pour l'instant est par

conséquent très important. Je confirme que la politique annoncée se concrétise rapidement. Dans la lutte contre l'arriéré, je constate que celui-ci a diminué de plus de moitié au niveau de l'office des étrangers. En ce qui concerne l'opération de régularisation, la loi a été votée et mise en œuvre. Les dossiers me sont maintenant transmis massivement. D'ailleurs, quand j'aurai la grande tristesse tout à l'heure de vous quitter, je rejoindrai mon bureau, où des mètres cubes de dossiers attendent ma signature.

Je confirme aujourd'hui que tout sera terminé dans les délais, même s'il y a encore de temps à autre des difficultés à caractère psychologique. La vie des ministres serait agréable et facile si tous ceux qui doivent assumer une responsabilité à quelque niveau que ce soit avaient conscience de l'importance du rôle qu'ils ont à jouer.

En ce qui concerne le projet de loi qui va réformer l'asile, il va être adopté ce vendredi en conseil des ministres et envoyé immédiatement au conseil d'Etat. En début d'année nous pourrons donc en discuter de manière plus approfondie. L'objectif principal de ce projet est bien entendu, tout en respectant les droits individuels et les droits de la défense, d'accélérer et de simplifier les procédures. Plus une procédure est longue, plus il est difficile à son terme, surtout si elle dure depuis des années, de procéder à des expulsions de personnes qui se sont intégrées à nos communautés.

Le projet que je vais déposer au parlement, est tout à fait conforme aux propositions faites par la Commission européenne dans son projet de directive, et a la bénédiction du Haut Commissariat aux Réfugiés. Ces procédés sont à l'examen de faisabilité, ce qui était souhaitable. Nous voulons que la procédure soit plus rapide, n'entendez pas expéditive, tout en préservant les droits. Il est vrai qu'entre la phase administrative et le recours en cassation administrative devant le conseil d'Etat, que ce soit dans le cadre d'une procédure normale ou accélérée, il y a une instance juridictionnelle qui doit intervenir en pleine juridiction. Nous savons que, dès lors que des juges interviennent, malgré tous nos efforts, les choses durent toujours un peu plus longtemps et que le moyen de compenser cet effet de ralentissement serait donc d'augmenter le nombre de juges.

J'avais en effet émis comme condition, la nécessité d'une augmentation de moyens sous peine de ne pas atteindre les résultats escomptés. Les chiffres ont confirmé mon analyse et c'est la

raison pour laquelle vous trouvez dans le budget une première provision de 150 millions à cet effet. Il s'agit d'une provision parce que nous ne pouvons pas dire dans l'état actuel de choses quels seront exactement les moyens nécessaires dans le courant de l'année prochaine. Nous ne savons pas quand le parlement votera la loi et donc à quel moment nous pourrions installer cette juridiction.

En ce qui concerne le personnel qui est en place et les inquiétudes de ses membres, je suis allé les rencontrer dès que le gouvernement a marqué son accord sur les lignes directrices de la nouvelle politique d'asile, pour leur faire part du projet, pour les assurer qu'ils se retrouveraient dans de nouvelles structures, avec du personnel supplémentaire.

En ce qui concerne les nominations, quand la loi sera votée le personnel en place sera utilisé et comme je le souhaite de manière générale, nommé selon des procédures objectives.

A l'égard de mon chef de cabinet adjoint, monsieur Smets, je veux dire qu'il n'a aucune inquiétude ni espoir à avoir. Il est d'ores et déjà commissaire général adjoint. Il ne faut pas prêter de mauvaises intentions à tout le monde et je me réjouis en tout cas d'avoir un excellent collaborateur.

En ce qui concerne les expulsions, il s'est produit quelque chose de positif de par une amélioration du climat, ce qui est important pour pouvoir assurer les éloignements dans de bonnes conditions. Les ambiances tendues, l'acharnement médiatique créent une agitation qui rend difficiles les expulsions.

La situation était extrêmement tendue lorsque je suis arrivée dans ce département. Depuis le début de cette année, nous avons pu procéder à plus de 8.500 éloignements, certains sous la contrainte, d'autres volontairement et M. Van Hoorebeke a rappelé les chiffres que j'ai donnés. C'est un recensement officiel.

D'un autre côté, des personnes quittent tous les jours notre territoire suite à la réception d'un ordre d'expulsion. Un certain nombre d'entre eux, nous le savons, n'ont pas l'ambition de rester en Belgique et ne demandent d'ailleurs pas l'asile. Leur ambition est d'aller ailleurs et pour un bon nombre d'entre eux en Grande-Bretagne. Mais je ne possède pas de chiffre qui pourrait en témoigner.

Je concède volontiers que le chiffre de 8.500 est encore insuffisant et que nous devons aller plus loin avec les autres pays européens. C'est d'ailleurs une des questions que je mettrai à l'ordre du jour à l'occasion de notre présidence. Sur le plan européen, nous connaissons à cet égard un certain nombre d'avancées.

Je tente de faire des efforts bilatéraux en envoyant des officiers d'immigration, très utiles, notamment pour prendre conscience de la manière dont notre pays est présenté hors de nos frontières et aussi de la manière dont on incite, par des publicités dans les journaux ou des agences de voyage avec la complicité de trafiquants d'êtres humains, des gens, qui en réalité n'entrent pas dans les conditions de l'asile, à venir chez nous pour y trouver une situation économique et sociale meilleure.

Je veille également à renforcer la coopération policière parce qu'il faut lutter contre ces filières qui traversent l'Europe d'Est en Ouest et du Nord au Sud. Il est nécessaire de développer les conditions de la réadmission ou encore les conditions de réinsertion des personnes que nous expulsions.

Sur le plan européen, il faudra procéder à l'évaluation des accords de Tampere mais aussi essayer de déterminer des conditions d'asile et d'accueil harmonisées parce que tous ces gens, manipulés par des trafiquants d'êtres humains, ont tendance à aller là où les conditions d'accueil sont les meilleures. Je l'ai souvent nommé le « chocking dramatic » qui est offert à ces malheureux qui traversent l'Europe de manière erratique.

Il faut, en effet, lutter contre la traite des êtres humains et ceux qui ont lu attentivement notre budget auront pu constater que j'ai décidé de consacrer près de 45 millions supplémentaires pour renforcer les moyens de la police fédérale dans la lutte contre ces trafics d'êtres humains.

En ce qui concerne l'accident qui s'est produit à Steenokkerzeel à l'occasion de l'évasion d'un Albanais, l'enquête judiciaire a eu lieu et je n'ai jamais varié dans les propos que j'ai tenus et n'ai nulle intention de me substituer à cette enquête. Il faut en attendre les résultats. Si des manquements sont constatés, des réactions à la mesure du manquement en découleront.

Par contre, si rien n'est constaté par l'autorité judiciaire, certains s'apercevront qu'ils ont parlé prématurément et de façon injuste. Mon chef de

cabinet s'est rendu sur les lieux dès qu'il a eu connaissance des événements. Il m'a ensuite fait part des faits tels qu'ils lui ont été rapportés, ni plus ni moins. Dès le moment où j'ai été informé, le juge d'instruction ayant été saisi, j'ai fait savoir que j'attendrais les résultats de l'enquête judiciaire avant de prendre une décision.

Enfin, madame Grauwels, je répète encore une fois que l'observatoire a été inscrit dans mon budget pour mémoire. C'est, en effet, une idée que j'avais lancée au début de la réflexion sur la nouvelle politique d'asile. Le gouvernement a estimé qu'il n'était pas justifié de prévoir une structure nouvelle et qu'il valait mieux faire appel au Centre pour l'égalité des chances pour accomplir l'ensemble de ces missions.

En ce qui concerne l'aspect budgétaire qui vous préoccupe à juste titre -un observatoire ou un centre d'égalité requiert, en effet, des moyens-, je ne puis que vous renvoyer à M. le premier ministre puisque le Centre pour l'égalité des chances relève de son budget.

J'en viens maintenant aux services de secours. Je crois que c'est M. Smets qui a dit qu'il faudrait procéder à une forme d'audit en matière d'équipements avant de mettre en œuvre un véritable partenariat financier entre l'Etat fédéral et les autorités locales. Je partage son avis. C'est d'ailleurs un des objectifs de la réforme. Il est clair que l'aspect financier de la répartition des moyens est essentiel. Certaines communes, souvent les plus importantes, disent qu'elles sont arrivées à un effort maximal en la matière. Nous ne pouvons donc leur demander plus.

Si actuellement, les contributions entre les communes ne sont pas fixées de manière arbitraire -je ne pense pas que les gouverneurs puissent être arbitraires-, elles ne sont pas établies de façon uniforme. Il n'y a pas en la matière une véritable réglementation. Cela peut donc porter préjudice à la justice au niveau de la participation de chacun à l'effort de sécurité.

J'ajoute aussi que dans le cadre de programmes pluriannuels, mon département consent des efforts importants en matière d'équipements. Cependant, il est vrai qu'ils sont quelque peu « mécaniques ». En effet, on ne fixe pas de véritables priorités. Je peux vous donner l'exemple de Theux où un accident très grave s'était produit. Il a fallu attendre plus de deux ans avant que l'on procède au remplacement d'une autopompe.

Tout cela fait l'objet de discussions dans les six groupes de travail que j'ai installés en vue de mettre en œuvre de manière progressive et pragmatique une réforme qui s'inspire d'ailleurs largement, monsieur Hendrickx, des conclusions de la commission du Sénat, travaux qui ont été approuvés par votre groupe. Je me réjouis donc que vous ayez objectivement constaté que nos points de vue ne sont pas très différents en matière d'objectifs à atteindre. J'attends les conclusions de ces groupes de travail dans le courant de l'année prochaine. Bien entendu, le plus tôt sera le mieux. Mais il faut que ce travail soit effectué de façon sérieuse et en collaboration avec les professionnels de terrain, les spécialistes, les experts et les représentants de l'ensemble des disciplines. Un groupe de travail pour le secours médicalisé, secteur qui requiert aussi toute notre attention, a également été mis sur pied. Ce qui est, selon moi, un élément positif. Des négociations seront également organisées avec des organisations syndicales car il existe un aspect statutaire non négligeable. J'essaie d'ailleurs de progresser en matière de statuts, mais pour cela, les négociations doivent avancer. Les choses bougent, mais nous n'avons pas encore pu arriver à des conclusions.

Je partage également tout à fait votre souci en ce qui concerne les plans d'intervention, ce non seulement pour Seveso mais aussi, et j'irai plus loin, les secteurs à risques.

Je constate que ce qui a été fait, par exemple, par la firme APF à Marche-en-Famenne, avec une informatisation, devrait pouvoir être mis à la disposition de l'ensemble des services de sécurité, qu'il s'agisse de services policiers ou non policiers. En effet, en cas de catastrophe, l'ensemble des services est concerné. A titre d'exemple, à Bruxelles, au stade Roi Baudouin, cette technique a été utilisée pour l'Euro 2000 et s'est avérée très performante.

Si vous coupez cela à la mise en œuvre du projet Astrid qui, de manière très performante, doit améliorer les moyens de communication, nous serons dans des conditions d'intervention plus rapide et plus performante.

Voilà, monsieur le président, j'en ai terminé.

Tout à l'heure, en souriant, M. Tant a cité un film. Moi aussi, j'aime le cinéma et spécialement les films comiques. Après son intervention, beaucoup d'idées relatives à des films comiques me sont venues à l'esprit ; j'ai même pensé à d'autres œuvres, plus cruelles. Mais vu son absence, il ne

pourrait pas profiter de la plaisanterie et je réserverai l'aspect cinématographique à une rencontre que j'aurai avec lui dans un couloir ou à la commission. Malgré tout, je voudrais lui dire que je me souviens d'avoir eu à l'université un professeur de critique historique très brillant. Il nous disait : « Pendant la guerre, ceux qui se battent dans leur petite tranchée avec leur petite arme, leurs petites préoccupations ne savent pas ce qui se passe. D'ailleurs, dans le monde, certains sont restés dans leur tranchée alors que la guerre était finie. »

Et bien, en entendant M. Tant, je crains qu'il ne se soit pas bien rendu compte de ce qui se passe : on augmente les moyens de la sécurité, on met en place la réforme des polices la plus importante de l'histoire de notre pays –que beaucoup de pays étrangers observent d'ailleurs attentivement–, on présentera au parlement un projet de réforme de l'asile qui sera certainement le premier en conformité avec les décisions probables au niveau européen, on a lancé –trop tard, mais c'est en cours– une réforme des services de secours, on développe actuellement –je reviens d'une réunion européenne– une politique performante en matière de prévention avec notre service de prévention, on modernise une série de législations, notamment en matière électorale.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, je dois vous dire être fier de conduire ce changement avec mon collègue de la Justice et avec le gouvernement qui a compris que la sécurité, elle aussi, méritait d'entrer de plain-pied dans le troisième millénaire.

01.29 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, het is al laat en we hebben al heel wat uren debat achter de rug. Daarom zal ik mij beperken tot het essentiële. Ik denk dat er voor justitie toch enige ruimte moet zijn in een begrotingsdebat, ook al komt dat onderwerp aan het einde van deze lange dag.

Mijnheer de minister, collega's, we hadden een boeiend debat in de commissie voor Justitie. We moeten dat debat niet overdoen. Ik onthoud twee interessante elementen.

Het eerste element is het standpunt dat u verdedigd hebt dat er op federaal initiatief een aantal gesloten instellingen voor jeugddelinquenten zullen komen. U bent daar – in tegenstelling tot de beleidsnota – zeer concreet in geweest. Er komen vijf gesloten instellingen voor jeugddelinquenten waarvan er een nog in de loop van 2001 geopend zal worden en waar u een

volledig kader aan personeel en een geheel van logistieke middelen zal hebben die noodzakelijk zijn voor deze gesloten instelling voor jeugddelinquenten. Dit initiatief is volgens mij toe te juichen. Het is moedig dit standpunt aan te houden ondanks het protest dat gerezen is vanwege de fracties van de PS en Ecolo-Agalev. Het is belangrijk dat u bij uw standpunt blijft omdat het een belangrijk initiatief is in de strijd tegen de straatcriminaliteit en meer specifiek tegen de jeugdcriminaliteit. We zullen er nauwlettend op toezien dat dit engagement nauwlettend en effectief uitgevoerd wordt.

Een tweede interessant element uit het debat in de commissie was ongetwijfeld de discussie in verband met de adoptie en meer bepaald het standpunt van de PRL-fractie. De PRL-fractie heeft zich zeer expliciet uitgedrukt tegen adoptie door homoseksuele koppels. U hebt trouwens naar aanleiding van dit betoog uw stelling gewijzigd van wat in de beleidsnota voorzien was. In de beleidsnota had u geopteerd voor de mogelijkheid voor homoseksuele koppels om te adopteren. U hebt gezegd dat u daarvan afzag en die discussie overliet aan het parlement. Wij zullen graag tot een alternatieve meerderheid komen zodat we in het belang van het kind komen tot een situatie waarbij de adoptie wordt georganiseerd. Het standpunt van de CVP-fractie is dat adoptie door homoseksuele ouders niet in het belang van het kind is of zou kunnen zijn.

Deze twee elementen hebben een aantal stellingen uit de beleidsnota genuanceerd en hebben op die manier het debat in de commissie interessant en nuttig gemaakt. Ik kom nu tot twee zaken die ik nog in het begrotingsdebat wil aanhalen.

Ik wil het ten eerste hebben over de middelen voor justitie. We leven in een periode van hoogconjunctuur, van ruime budgetten en van een positieve economische evolutie. We stellen vast dat er ondanks deze hoogconjunctuur geen substantiële toename van middelen voor justitie is.

De cijfers uit de begroting staan in schril contrast ten opzichte van de verwachtingen die eigenlijk heel hoog waren gespannen ingevolge een aantal heel concrete uitspraken en arrangementen van uwwege. Ik herinner me het eerste interview toen u aantrad als minister van Justitie, waarin u aankondigde dat in deze legislatuur het budget voor Justitie zou toenemen met 15 miljard, van 45 naar 60 miljard. U heeft een gelijkaardig engagement gemaakt bij de bekendmaking van het veiligheidsplan, toen u zegde dat dit plan 15

miljard aan supplementaire, nieuwe middelen zou vergen. In het begrotingsvoorstel voor de begroting 2001 had u bijkomend 8,5 miljard voorzien. De realiteit leert ons helaas dat de stijging beperkt is tot 2,67 miljard, wat ons op een totaal bedrag van ongeveer 48,9, zeg maar 49 miljard doet uitkomen. We zijn dus ver af van het mooie perspectief van 60 miljard frank dat was gecreëerd. Wij zijn ook zo ver af van de initiële voorstellen zoals ze waren geformuleerd.

Collega's, ondanks het late uur wil ik onze vaststelling nog eens benadrukken. Als er een hoogconjunctuur is en de omstandigheden financieel interessant zijn, waarom kan Justitie daar dan niet voldoende van profiteren? Het was eigenlijk nu of nooit. De omstandigheden waren gunstig, maar men heeft er niet van geprofiteerd.

Eigenlijk geldt dezelfde redenering ten aanzien van het personeelsbeleid. U zegt heel expliciet in uw beleidsnota, waarin u eigenlijk uithaalt naar de minister van Begroting, die zegt dat u het moet doen met de middelen die inzake personeel zijn voorzien. Nieuwe noodwendige acties moeten met het bestaande personeel worden gerealiseerd. U moet de zaken beredderen met een herschikking van de huidige, aanwezige personeelsmensen, ook voor de nieuwe initiatieven die u zou moeten nemen. Dit verklaart u heel uitdrukkelijk in de beleidsnota. Het is spijtig dat op die manier de minister van Begroting zijn slag thuishaalt en erin slaagt u inzake de middelen en de mensen voor Justitie te beknotten in de mogelijkheden, die inderdaad al niet ruim waren.

Het meest jammerlijke in de discussie over de middelen is dat ook op lange termijn het perspectief van een substantiële stijging van het budget niet wordt gecreëerd. Het meerjarenplan waarvan sprake was, vinden we niet terug. U hebt het zelfs niet ter goedkeuring aan de regering voorgelegd. U zegt dat u dit plan voor uzelf hebt opgemaakt. Het is iets dat u in uw achterhoofd houdt. U begrijpt natuurlijk dat dit voor ons geen enkele concrete boodschap inhoudt. Nochtans, mijnheer de minister, hebt u zich in dit parlement heel formeel in die zin geëngageerd. U hebt beloofd dat u met een meerjarenplan op de proppen zou komen, meer bepaald met een driejarenplan. U hebt dat verklaard op het ogenblik dat we hier het debat over uw veiligheidsplan hebben gevoerd, met name op 29 juni. Ik wil u even citeren: "Met betrekking tot de timing wens ik uitdrukkelijk te verklaren dat ik mijzelf voor de projecten die onder mijn bevoegdheid vallen een stringente timing zal opleggen. U zult dit gemakkelijk kunnen volgen omdat ik mijn

administratie de opdracht heb gegeven een driejarenprogramma-Justitie op te stellen. Daarin zult u kunnen vaststellen welke projecten ik op welke termijn en tegen welke kostprijs zal uitwerken".

Welnu, mijnheer de minister, dit driejarenplan is er niet gekomen, het meerjarenplan is er niet. Dit heeft tot gevolg dat er geen middelen gereserveerd zijn voor de toekomst. U weet maar al te goed – het is al vaak aan bod gekomen in de media – dat al de departementen hun middelen hebben vastgelegd. Er is het Zilverfonds er is de fiscale hervorming. Dit zal heel concreet betekenen dat ook in de toekomst, ondanks uw beloften in het Parlement, Justitie geen middelen meer ter beschikking zal hebben, precies bij gebrek aan een concreet driejaren- of meerjarenprogramma. Als u hier uitdrukkelijk zegt dat wij een overzicht zullen krijgen van het driejarenprogramma, een overzicht van de invulling en de uitvoering van het veiligheidsplan en van de prioriteiten en de middelen daarvoor, en u doet dat niet, wat zitten we dan hier eigenlijk te doen? De CVP-fractie kan dat niet toestaan en zal er nooit kunnen mee akkoord gaan.

Ik laat dit hoofdstuk nu terzijde, want we hebben het al uitvoerig behandeld in de commissie en wil een laatste en belangrijk thema aansnijden, met name de start van de federale politie en meer specifiek het onderdeel Justitie ervan. Ondanks het late uur wil ik dit uitdrukkelijk ter sprake brengen omdat er op dit vlak voor heel fundamentele problemen staan, op een ogenblik dat wij nog maar tien dagen verwijderd zijn van de start van deze federale politie.

Mijnheer de minister, ik overdrijf niet wanneer ik hier zeg dat er een democratisch vacuüm of deficit dreigt te ontstaan bij de start van de federale politie. Waarom? Er kan of zal immers geen parlementaire controle zijn, er zal nauwelijks toezicht zijn. Heel wat elementen van deze federale politie zullen in werking treden contra legem, in strijd met de bepalingen van de Octopuswet. Ik wens dit te illustreren aan de hand van een aantal punten.

Ten eerste, mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, is het zo dat in de begrotingsdocumenten werkelijk een kanjer van een volmacht zit vanwege het parlement aan de regering. Er zit met name in de uitgavenbegroting in het ontwerp een volmacht vanwege het parlement aan de regering om over het budget van de federale politie, ten bedrage van 47 miljard frank, vrijuit en voluit te beschikken. Er is zelfs niet

in beperkingen voorzien. Er wordt zelfs bepaald dat de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Begroting de bevoegdheid krijgen om verschuivingen te doen tussen de verschillende programma's en de verschillende posten binnen deze begroting. Dit betekent heel concreet dat, en ik vraag aan de collega's om dit nog even na te trekken, het gaat om een pure, zuivere volmacht van 47 miljard, waarbij het parlement geen enkel zicht zal hebben over deze middelen en waarbij men zonder toestemming van het parlement zal kunnen verschuiven van de ene begrotingspost naar de andere. Met ander woorden een volmacht pur sang. Wij geven deze regering een blanco-cheque van 47 miljard en ze kan daar mee doen wat ze wil.

Een tweede element dat die problematiek nog ernstiger maakt, ten aanzien van het domein Justitie, is met name het gegeven dat die verschuivingen binnen dat budget van 47 miljard kunnen gebeuren mits toestemming van de minister van Binnenlandse Zaken en goedkeuring van de minister van Begroting, maar zonder dat de minister van Justitie door ook maar enigszins een rol in speelt.

Dat is natuurlijk iets wat niet aanvaardbaar is, want het zou betekenen dat de middelen voor de federale politie die bestemd zijn voor de gerechtelijke opdrachten, kunnen worden gereduceerd ten voordele van bijvoorbeeld de ondersteuning of de openbare ordehandhaving. Met andere woorden, de specifieke justitiemiddelen voor de federale politie kunnen worden aangetast, zonder dat de minister van Justitie daarin ook maar enigszins kan ingrijpen.

Daarom hebben we in dit verband een amendement ingediend. Het doet mij genoegen dat ook de Volksunie-fractie het mee heeft ondertekend. In dat amendement stellen we dat, als dan toch die volmacht zou worden gegeven – ik zou hopen quod non, maar in de huidige situatie vrezen we dat de meerderheid dat inderdaad die volmacht wenst te geven –, dat alleen maar kan mits er een akkoord is van de minister van Justitie om de verschuivingen te doen binnen de begrotingspost van de federale politie. Mijnheer de minister van Justitie, ik zou u uitdrukkelijk willen vragen om de meerderheid uit te nodigen dit amendement goed te keuren, omdat het zonder enige twijfel zo is dat het op basis van de bepalingen van de wet op de geïntegreerde politie zonder meer duidelijk is dat voor de verschuivingen een gezamenlijk optreden van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie noodzakelijk is. Ik verwijst

naar artikel 98, 1° en 3°, waarin uitdrukkelijk gesteld wordt dat er een gezamenlijke beslissing nodig is van de minister van Binnenlandse Zaken en van de minister van Justitie voor de vastlegging van de principes inzake de organisatie, de werking en het algemeen beheer van de federale politie en dat – dit is nog belangrijker – een gezamenlijk optreden hoe dan ook noodzakelijk is in het licht van de algemene uitgavenbegroting. Ik herinner u eraan dat de handtekening van zowel de minister van Binnenlandse Zaken als van de minister van Justitie noodzakelijk en inzonderheid vereist is voor de koninklijke besluiten betreffende de federale politie en voor de beleidsnota met betrekking tot de federale politie in het kader van het ontwerp van algemene uitgavenbegroting.

In die omstandigheden kan men niet anders dan met dit amendement instemmen. De voorgestelde tekst van het ontwerp van algemene uitgavenbegroting tegengesteld is aan artikel 98, 1°, van de wet op de geïntegreerde politie. Ik meen mij trouwens te herinneren dat u in de commissie had toegezegd dat u hieromtrent een correctie zou aanbrengen. Het kan immers niet dat de minister van Justitie in dezen volkomen buitenspel kan worden gezet, en we komen precies tegemoet aan dat probleem met het amendement dat wij wensen in te dienen.

De conclusie is hoe dan ook, los van het al dan niet goedkeuren van dat amendement, de begrotingscontrole door het Parlement op de federale politie onbestaande is. Dat is een eerste element van grote zorg naar aanleiding van het starten van de federale politie.

Een tweede bekommerning heeft te maken met het nationaal veiligheidsplan, mijnheer de minister van Justitie. Het nationaal veiligheidsplan had eigenlijk als belangrijke doelstelling dat men de mensen en de middelen zou verdelen over de verschillende diensten, zodat het Parlement inzicht zou kunnen krijgen in de wijze waarop men de vooropgestelde prioriteiten concreet gestalte geeft door specifieke mensen en middelen ter beschikking te stellen. Op die manier krijgt het Parlement ook de mogelijkheid toezicht uit te oefenen over de middelen die respectievelijk worden ter beschikking gesteld voor gerechtelijke opdrachten, voor ordehandhaving, voor informatica, telematica of andere diensten. We hebben echter moeten vaststellen dat het nationaal veiligheidsplan daarover geen enkele vermelding bevat.

Er is dus helemaal geen verdeling van de capaciteiten, noch over de prioriteiten, noch over

de verschillende algemene directies van de toekomstige federale politie. Daardoor verkeren wij in de onmogelijkheid om te controleren of de in de begroting uitgetrokken middelen voor de federale politie volstaan om de prioriteiten van het nationaal veiligheidsplan uit te voeren. Ten eerste is er dus geen controle via de begroting.

Ten tweede is er ook geen controle op het beleid omdat er geen enkele capaciteitstoedeling is tussen de directies over de verschillende prioriteiten. Dit leidt uiteraard tot een fundamenteel democratisch vacuüm. De federale politie zal dus autonoom en op eigen houtje kunnen functioneren, zonder dat wij enige middelen of mogelijkheden hebben om daar op toe te zien.

Er is zelfs meer. Ik geloof dat de situatie dramatisch wordt, zelfs huiveringwekkend kan worden genoemd. Ik heb namelijk een en ander eens nagetrokken en ben tot de bevinding gekomen dat er voor de federale politie – die over elf dagen start – niet eens een operationeel, administratief of logistiek kader is. Evenmin is het minimale gedeelte van het kader vastgesteld dat moet worden gevrijwaard voor de algemene directie van de gerechtelijke politie en voor de gerechtelijke, gedeconcentreerde diensten. Nochtans wordt dit in artikel 106 van de wet op de geïntegreerde politie uitdrukkelijk voorzien. Daar staat immers dat deze toebedeling jaar na jaar moet gebeuren bij wijze van wet. Dit artikel is in werking getreden sinds 1 januari 2000.

Het is dus niet onbelangrijk, mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, te weten dat wij over een federale politie zullen beschikken die geen operationeel kader, geen administratief kader en geen logistiek kader heeft, en waarvan wij evenmin weten welke minimale toebedeling er zal zijn aan de directie gerechtelijke politie. Nochtans hadden wij in dit parlement gezegd dat dit bij wet moest worden vastgelegd. Ook op dit punt van het beleid heeft het parlement geen enkele controle op het functioneren van deze politie. Er is niet vastgesteld hoe het kader van de federale zal worden ingevuld. Dat is nochtans een substantieel gegeven voor de federale politie om operationeel te kunnen functioneren. Door de drie basisproblemen die zich hier stellen, stel ik mij werkelijk de vraag of wij vanuit constitutioneel oogpunt deze federale politie in deze omstandigheden kunnen laten starten.

Er zijn twee andere elementen. Ten eerste is er geen federale politieraad, die nochtans ook een belangrijke toezichtfunctie heeft. De opdracht van deze raad is immers de globale evaluatie van de

werking en de organisatie van de federale politie, ook van de lokale politiediensten overigens. Bij gebrek aan federale politieraad, zal deze globale evaluatie niet kunnen gebeuren. Een tweede deficiëntie is het ontbreken van enig toezicht van de magistratuur. U weet – collega Bourgeois heeft daar het initiatief toe genomen – dat er vanaf 1 januari geen magistraten zullen zijn om de toezichtfuncties van de politie in te vullen zoals ze zijn voorzien in de wet op de geïntegreerde politie.

Via het wetsvoorstel van de heer Bourgeois zijn we er in de Kamer in geslaagd om toch nog te voorzien in een systeem waarin de magistraten zouden worden aangesteld. De meerderheid heeft toen geoordeeld, naar mijn aanvoelen op een totaal laakbare wijze, dat het niet om de nationale magistraten zou gaan maar om magistraten die rechtstreeks onder het gezag van de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken staan. Het probleem van het toezicht was op die manier hoe dan ook gedeeltelijk geregeld. De onafhankelijkheid van de magistraten werd echter niet gewaarborgd omdat die mensen rechtstreeks onder het toezicht en het gezag van de minister van Justitie stonden. Wat is er echter intussen gebeurd? In de Senaat heeft men dit wetsvoorstel, dat intussen een wetsontwerp was geworden, geamendeerd. Dat gebeurde op initiatief van de meerderheid. Het aanduiden van de magistraten die het toezicht zullen uitoefenen op de federale politie werd volledig en totaal gepolitiseerd. Men heeft dat verwezenlijkt door in het amendement dat zal worden goedgekeurd – en in de Senaat wellicht al aangenomen werd – te stellen dat deze magistraten niet meer door de ministers van Justitie of Binnenlandse Zaken zullen worden aangeduid maar bij een in Ministerraad genomen koninklijk besluit. Dat betekent dus eigenlijk dat de benoeming en de aanduiding van deze magistraten het voorwerp zal moeten uitmaken van een deal binnen de meerderheidsfracties, binnen de regering. Dit is werkelijk het einde van het einde. Via de Hoge Raad voor Justitie uit de Octopuswetten hadden wij de objectivering gerealiseerd. Wij hadden gesteld dat er toezicht op de politie moest komen door onafhankelijke magistraten. Wij hadden gehoopt dat het om de nationale magistraten zou gaan maar vandaag deelt men ons mee dat deze magistraten zonder tussenkomst van de Hoge Raad voor Justitie of om het even welke externe objectiverende instantie zullen worden benoemd maar via een compromis dat in het kernkabinet moet worden bereikt. De minister van Justitie zal daar zelfs niet alleen over kunnen beslissen. Het is evident dat dit het einde betekent van de objectivering van deze aanstelling. Het betekent bovendien dat men

de politieke beïnvloeding heeft ingebouwd in deze belangrijke functies van toezicht via het systeem van het in Ministerraad genomen koninklijk besluit.

Mijnheer de minister, ik betreur dit zeer omdat het volledig tegengesteld is aan wat wij in de Octopuswetten hebben goedgekeurd. Ik vraag mij werkelijk af wat het advies van de Hoge Raad voor Justitie zou zijn als zij over dit amendement zouden worden geconsulteerd. Wij zullen alleszins een advies uitlokken om op die manier ook onze stelling geobjectiveerd te zien.

Een laatste element van grote onrust met betrekking tot de federale politie die binnen tien dagen van start zal gaan zijn de topbenoeringen. Er is al heel wat te doen geweest over de politisering van de aanduiding en het assessment. Ik zal het daar niet meer over hebben, dit evenwel zonder afbreuk te doen aan de stelling die ik ter zake gisteren samen met de heer Van Hoorebeke in de commissie voor Justitie heb verdedigd. Mijnheer de minister van Justitie, wij dreigen op dat punt voor enorme problemen komen te staan. Die problemen vloeien voort uit de situatie die is gecreëerd als gevolg van de benoemingsvoorwaarden die in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd werden enerzijds en als gevolg van de verklaringen die de minister van Binnenlandse Zaken vorige week in de Kamer aflegde anderzijds.

U weet dat in de benoemingsvoorwaarden, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad, geen sprake is van taalevenwicht of evenwicht tussen de verschillende korpsen. Daarin werd niet voorzien. Dit is geen voorwaarde voor een benoeming of een evaluatie. Dat is een belangrijke vaststelling, immers alleen op basis van de gepubliceerde voorwaarden kunnen mensen worden benoemd. Vorige week antwoordde de minister van Binnenlandse Zaken op een vraag van de heer Tant en ik citeer uit het Integraal Verslag van de vergadering van donderdag 14 december 2000 naar aanleiding van het vragenuurtje: "De regering zal erover waken dat het taalevenwicht wordt gerespecteerd en dat alle korpsen in de leidinggevende functies zijn vertegenwoordigd". De uitdrukkelijke woorden van de minister van Binnenlandse Zaken waren dus dat de beslissing in de Ministerraad van vrijdag 15 december 2000 op basis van taalevenwicht en het evenwicht tussen de korpsen zal zijn gebaseerd.

Mijnheer de minister van Justitie, deze verklaring is voor de procedure bij de Raad van State, ik durf bijna zeggen, vernietigend. Enerzijds, werd in de benoemingsvoorwaarden niets voorzien en

anderzijds, werd in het Parlement verklaard dat de afweging op basis van taalevenwicht en evenwicht tussen de korpsen zal gebeuren. De regering heeft hiermee dus de schorsings- en vernietingsgronden ten aanzien van de procedure van de Raad van State ingevoerd. Dit betekent concreet dat, los van onze democratische zorgen bij het opstarten van de federale politie, we nu reeds weten dat deze 10 of 12 topbenoeringen na ongeveer 60 dagen zullen kunnen worden geschorst en vernietigd. Wat zal er gebeuren wanneer dit scenario zich voordoet? Uitsluitend de regering heeft dit veroorzaakt door enerzijds, de fundamentele tegenstrijdigheden bij de benoemingsvoorwaarden en anderzijds, de expliciete verklaring van de minister van Binnenlandse Zaken zoals hier genotuleerd.

De conclusie vanuit democratisch oogpunt, mijnheer de voorzitter, is zorgelijk. We starten in de illegaliteit. Ik heb een aantal wettelijke bepalingen van de wet op de geïntegreerde politie opgesomd, die niet werden nageleefd. We starten zonder operationeel kader, zonder logistiek kader, zonder administratief kader. We dreigen te starten met een federale politie zonder top, wanneer ook maar iemand zich zou wenden bij de Raad van State. We starten zonder begrotingscontrole van het Parlement. We starten zonder controle van het Parlement op het beleid bij het falen van het nationaal Veiligheidsplan. We starten zonder onafhankelijke controle van de magistratuur. We starten zonder toezicht van de federale politieraad. Dit Parlement heeft veel reden tot angst om vanaf 1 januari 2001 in een dergelijk politielandschap te leven.

Mijnheer de minister, wij herinneren ons heel levendig de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie. Het leidmotief was de grote angst voor een eigenmachtig optredende politie waar onvoldoende toezicht van de magistratuur of van het Parlement zou zijn. Het antwoord dat we vanaf 1 januari 2001 geven is precies een federale politie waar het Parlement geen vat op heeft en waarop magistraten zullen toezien die politiek geconditioneerd en benoemd zijn.

Het is vanuit een fundamentele bekommernis dat ik begin deze week een brief heb geschreven aan de voorzitter van deze Kamer waarin ik hem heb gevraagd om bij hoogdringendheid de bijzondere commissie bijeen te roepen die belast is met de begeleiding van het Comité-P. Dit is het enige wat ons nog rest aan externe controle op deze federale politie, dit is het Vast Comité van Toezicht op de Politiediensten. Ik heb de voorzitter

gevraagd deze commissie bijeen te roepen omdat wij precies in deze uitzonderlijke omstandigheden, deze dreigende omstandigheden van democratisch deficit en vacuüm, met dit parlement in overleg met het Comité-P moeten bekijken op welke manier wij die externe controle, die enige controle die er nog overblijft, kwalitatief en inhoudelijk kunnen versterken. Ik ben de voorzitter dankbaar dat hij, na een aanvankelijke weigering, zich bereid heeft verklaard om vrijdag aanstaande de bijzondere commissie bijeen te roepen zodat wij met de leden van de commissie en ik hoop in aanwezigheid van de voorzitter en de leden van het Comité-P, van gedachten zullen kunnen wisselen. Op die manier kunnen wij bekijken hoe wij dit democratische vacuüm dat als gevolg van de houding en de improvisatie van de regering tot stand komt kunnen wegwerken. Wij lopen immers een groot risico alhoewel aan de top van de federale politie een commissaris-generaal zal zitten die zonder enige twijfel met meer dan democratische ingesteldheid zijn taak zal uitvoeren.

Conclusie, mijnheer de voorzitter, en ik eindig hiermee, deze federale politie dreigt op 1 januari, binnen elf dagen, in onverantwoorde omstandigheden te starten. De garanties van de parlementaire controle zijn niet aanwezig. Verschillende wettelijke bepalingen werden niet nageleefd en de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissie zijn niet gevolgd. Mijnheer de minister van Justitie, dit is uw verantwoordelijkheid als minister van Justitie omdat u als behoeder van de rechtstaat erop moet toezien dat de wet en de Grondwet worden nageleefd. Het is echter ook uw verantwoordelijkheid als gewezen voorzitter van de parlementaire onderzoekscommissie omdat u bij uitstek zou moeten helpen bij de uitvoering van de aanbevelingen van deze commissie.

Ik roep u in allerlaatste instantie, want het is inderdaad vijf voor twaalf, op om binnen de regering de nodige initiatieven te nemen om deze nieuwe federale politie in deze omstandigheden niet te laten starten. U heeft nog tien dagen om in de regering uw veto te stellen tegen een politie die niet democratisch zal functioneren en die zal functioneren tegen de wettelijke bepalingen van de octopuswetgeving in. Ik roep u op om vooralsnog in de regering deze alarmkreet over te brengen want wanneer u dit niet zou doen, zal de verantwoordelijkheid van de regering in het algemeen en van uzelf in het bijzonder verpletterend zijn.

Mijnheer de voorzitter, ik dien een amendement in

dat betrekking heeft op de instemming die de minister van Justitie moet geven wanneer er verschuivingen zijn binnen het budget van de federale politie. Collega's, ik hoop dat wij althans in de bijzondere commissie, die belast is met de begeleiding van het Comité-P, de externe controle op een kwaliteitsvolle manier zullen kunnen organiseren want voor het overige zijn de risico's enorm groot.

01.30 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, het is af en toe nuttig om met wat meer afstand te kijken naar wat er gebeurt en na te gaan hoe derden het beleid van ons land evalueren. Enkele maanden geleden leerde ik de 28-jarige Roemeen Gregor Bekanov kennen, die hier stage loopt in opdracht van de Universiteit van Boekarest, meer bepaald voor zijn doctoraat aan de rechtsfaculteit ginder. In zijn tussentijds verslag over onder meer de Belgische justitiebegroting slaat hij hier en daar de bal mis, maar dat kan ook moeilijk anders. Hij maakte soms beoordelingsfouten.

Niettemin is zijn tekst interessant en ik wil u de lectruur ervan niet onthouden: "Een van de ergste kwalen waarmee België te kampen heeft", zo schrijft hij in zijn inleiding, "is de tendens naar individualisering en de toenemende afkeer van de mensen voor het overheidsapparaat, wat heeft geleid tot een snelle opgang van een zeer populistische partij in het noorden van België, die niet alleen van het zuiden van België wil afscheiden maar die ook sterk focust op het gevoel van onveiligheid en op de snel toenemende internationalisering. Het stoppen van de groei van deze partij is een van de belangrijkste objectieven van de Belgische regering. Daaraan wil ze over enkele jaren haar succes afmeten". "Hoe kan ze dat beter doen", zo stelt Bekanov, "dan door consequent het beleid van de vorige regering voort te zetten, en door te weigeren in te gaan op de valse lokroep van de harde aanpak van de criminaliteit? Hoe kan het beleid beter ingaan tegen dit populisme dan door extra veel aandacht te schenken aan de zachtere sectoren? In die context is het meer dan begrijpelijk dat de justitiebegroting slechts met 60 miljoen euro stijgt en die van de sociale zekerheid met 1,25 miljard euro. De sector van het asielbeleid doet het verhoudingsgewijze nog beter. Die stijgt met bijna 30% tot meer dan 0,5 miljard euro. De regering van de sociaal-democraat Verhofstadt" - en hier denk ik dat mijnheer Bekanov zich zou kunnen vergissen - "heeft inderdaad haar tanden gezet in het asielbeleid, wat niet onlogisch is, aangezien zijn regering met

Louis Michel grootste voorvechter van de mensenrechten van heel Europa in huis heeft. De aantrekkingskracht van België is sinds zijn aantreden en sinds zijn grootschalige regularisatieoperatie met rasse schreden toegenomen. Het land wil deze reputatie hoog houden en heeft daarom enkele pas gerenoveerde vakantieparken tot uithangbord van dit asielbeleid gepromoveerd. Samen met de aanleg van talrijke snelbouwdorpen hoopt België in het komende jaar zo'n 100.000 asiellimmigranten te verwelkomen. Nadien worden de perspectieven ook voor Roemenen en andere Oost-Europeanen nog ruimer. België staat er immers op als eerste land van de Europese Unie de immigratiestop te kunnen opheffen. Ook dit gebeurt niet zonder berekening. Niet alleen kan men op die manier de steeds heviger morrende bevolking in de steden op een systematische wijze vervangen door mensen die de overheid een stuk dankbaarder zijn...." - In dit verband wil ik verwijzen naar wat collega Wauters daarnet nog zei, namelijk dat het beter was buitenlanders te hebben dan Vlaams Blokkers. Dit illustreert perfect wat mijnheer Bekanov hier bedoelt - "...Bovendien komt men op deze wijze tegemoet aan de nood aan arbeidskrachten die de Europese hoofdstedelijke ambities van België met zich meebrengen. Brussel moet namelijk, aldus de nieuwe minister-president van het Brusselse Gewest, de intercontinentale hoofdstad worden van het toekomstige Europa van 35 staten, Groot-Rusland en natuurlijk Roemenië inbegrepen. Zijn collega van het Vlaamse Gewest heeft al een naam geplakt op dit toekomstproject: Brussel DC, naar het voorbeeld van de Amerikaanse hoofdstad Washington DC. Aangezien dit intercontinentale Europa meer dan dubbel zoveel inwoners zal tellen als de Verenigde Staten, zal dit grootse project gedragen worden door zeer veel mensen en zeer veel immigranten.

Elke Europeaan en a fortiori elke niet-Europeaan zal zich thuis moeten kunnen voelen in zijn intercontinentale hoofdstad en precies daarom wil men niet te moeilijk doen ten aanzien van wie hier allemaal binnenstroomt. Precies daarom stuurt de overheid aan op enig begrip ten aanzien van de talloze inwijkelingen en tracht ze bij de oorspronkelijke bevolking een grote tolerantie af te dwingen tegenover het deviant gedrag van een niet onbelangrijk deel van deze mensen. Wie zoveel Europa wil in Brussel, moet natuurlijk bereid zijn daarvoor de prijs te betalen.

Ook Justitie, aldus Bekanov, dient bij dit beleid van maxitolerantie een belangrijke rol te spelen. Zo moet absoluut verhinderd worden dat illegalen

de indruk krijgen dat zij niet langer geliefd zijn. Klopjachten en systematische huiszoekingen worden al ruim tien jaar geleden afgeschaft. Sans papiers die dan toch tegen de lamp lopen, krijgen een vriendelijk briefje; sommigen hebben daarvan al een hele verzameling bijeengespaard. Ook inzake mensenhandel wordt een grote omzichtigheid aan de dag gelegd. De echte kopstukken passen natuurlijk op hun tellen en worden dan ook bijna nooit gevonden. En ongeveer alle betrokkenen worden door het Belgische gerecht per definitie beschouwd en behandeld als slachtoffers, met alle interessante voordelen daaraan verbonden. Daarnaast zorgde de minister van Justitie ervoor dat sinds dit jaar de snel-Belg-wet van toepassing is geworden. Ook daar heeft België een ware voortrekkersrol gespeeld, want nergens in de hele wereld is het zo gemakkelijk om de nationaliteit te bekomen als in België. De wil en de integratiebereidheid worden er op onweerlegbare manier voorondersteld. Er komt geen enkele persoonlijke, visuele controle meer aan te pas. Wat je ook in de rest van de wereld hebt uitgespookt, na drie jaar wordt je in een vingerknip tot Belg gebombardeerd en is je paspoort voor de Europese Unie verworven. België werd aldus een zalig toevluchtsoord voor wie elders wat op zijn kerfstok heeft.

Het sluitstuk van dit beleid van maxitolerantie is nog op komst. Er mag namelijk geen tolerantie meer zijn voor de intoleranten en iedere aanzet tot mogelijke en vermeende discriminatie moet met wortel en tak worden uitgerukt. Want de oorzaak van alle kwaad en van de telkens weerkerende pijnscheuten die het Belgische establishment bij iedere verkiezing opnieuw moeten ondergaan, ligt natuurlijk bij de "Eigen Volk Eerst"-mentaliteit van een steeds groter wordend deel van de autochtone bevolking. Het is werkelijk onbegrijpelijk dat er nog altijd autochtonen zijn die bij het verhuren van hun woning de voorkeur geven aan iemand van hier, die absoluut in staat willen zijn te converseren met hun huurder en nog steeds niet begrijpen welke multiculturele verrijking een allochtone huurder per definitie biedt. Het is een goede zaak dat de Belgische overheid en meer bepaald Justitie aan de strijd tegen dergelijke afschuwelijke vormen van racisme prioriteit zal geven.

Hoger stelde ik reeds dat een hoge tolerantie tegenover deviant gedrag een belangrijk kenmerk is van het Belgisch justitiebeleid. De houding tegenover de jeugddelinquentie is daar een sterk voorbeeld van. Zo wordt een jongere die een passionele belangstelling heeft voor handtassen van oudere dames pas effectief doorverwezen

naar de jeugdrechtbank nadat hij zeven maal betrapt daadwerkelijk is op het roven van zo'n handtas. Jonge devianten worden in België op een bijzondere manier gekoesterd en men hoopt dit nog lang zo te kunnen houden. Men hoopt de invoering van federale jeugddetentiecentra, die in het Spartaanse Naderland vandaag zoveel terreur zaaien, dan ook zo lang mogelijk tegen te kunnen houden. Want zeer terecht schrijft de minister van Justitie in zijn beleidsnota dat de jeugddelinquentie vandaag vooral een hypothetisch gegeven is.

Ook bij gewone criminelen is het de bedoeling de sterke arm van de wet zoveel mogelijk te omzwachtelen en wil men alles doen om te vermijden dat de plegers de afschuwelijke confrontatie met de gevangenis moeten ondergaan. Om te beginnen worden de parketten zoveel mogelijk aan banden gelegd. Immers, hoe meer middelen men aan de parketten geeft, hoe meer kans er bestaat dat er effectief tot vervolging overgegaan wordt, met alle traumatische effecten vandien. De komende jaren zullen de parketten drastisch geherstructureerd worden, zodat de lastposten zich vooral met zichzelf zullen moeten bezig houden.

Ongetwijfeld kan dit ertoe bijdragen dat de rechtbanken, via enige reorganisatie, de werkachterstand wat kunnen inlopen. Zo slaat men natuurlijk twee vliegen in een klap.

Ten opzichte van de pechvogels die desondanks niet ontsnappen aan vervolging en die ondanks het arsenaal aan mogelijkheden tot uitstel, opschorting of alternatieve bestraffing toch een effectieve gevangenisstraf krijgen opgelegd, hanteert men een zeer drastische filosofie, met name het reductionisme. Vanuit een principiële weerzin tegen zowat alles wat met het gevangeniswezen heeft te maken, wordt als leidraad voorgesteld dat de opgelegde straf zoveel mogelijk wordt verminderd, zodat er slechts een kleine fractie van de straf – en soms is dat slechts een zevende – daadwerkelijk wordt uitgezeten. In tegenstelling tot het repressieve Nederland waar de strafrechter op voorhand duidelijk weet hoe lang de effectieve straf zal zijn, waar veel te veel geld en energie wordt gestoken in het gevangeniswezen en waar er manifest veel te veel cellen zijn.

Men wil dit reductionistisch beleid nog verder uitwerken en de gevangenen in de toekomst nog sneller vrijlaten, bijvoorbeeld op basis van allerlei quota. Beter een quotabeleid dan meer gevangenis, denkt men. Idealiter zal dit leiden

tot een parttime gebruik van de gevangencellen waarbij alle gevangenen de mogelijkheid zullen krijgen in onderlinge afspraak een cel te delen en bijvoorbeeld 's middags, 's avonds, 's nachts of gedurende een week op twee hun cel af te staan aan een lotgenoot. Ook de voorlopige hechtenis wil men veel sterker reduceren, want ook hierdoor worden er vandaag veel te veel devianten afgeschrikt. Vanzelfsprekend zullen ook de illegalen hun voordeel doen bij de verdere inperking van de voorhechtenis.

Eigenlijk mag België beroemd worden om zijn begripvolle en barmhartige houding ten opzichte van zijn buitenlandse delinquenten. Het land stelt de voor- en achterdeur en alle vensters wagenwijd open en toch heeft het zoveel vertrouwen in al die nieuwkomers dat dit allerminst resulteert in een uitbreiding van de gevangenscapaciteit. Wat een dapper en moedig altruïsme wordt hier aan de dag gelegd! Dat heb ik kunnen vaststellen na zes maanden stage.

Naar verluidt is er een luik van het gevangeniswezen dat werkelijk tot voorbeeld kan worden gesteld en dat zijn de psychiatrische afdelingen. Die zijn werkelijk vermaard. Ze zijn zo goed dat men er maar één psychiater nodig heeft voor bijna 150 patiënten. Er wordt zelfs voortdurend gesproken over – stel u voor – over Roemeense toestanden, wat ongetwijfeld wijst op een voorbeeldig beleid.

Het voorgaande in acht genomen, kan het Belgisch justitiebeleid worden bestempeld als goed samenhangend, uitzonderlijk doordacht en vooruitziend. Een echte koerswijziging is dus niet nodig, laat staan dat er werk zou moeten worden gemaakt van een aanzienlijke budgetverhoging. Natuurlijk was de minister van Justitie voorstander van een substantiële verhoging – een mens heeft altijd behoefte aan meer – maar de hoger vermelde socialistische beleidskeuzes en de socialistische begrotingsminister lieten daarvoor geen ruimte. Aangezien de minister van Justitie zijn aibaarheidsfactor hoog wenste te houden, legde hij zich daarbij neer en begroef hij zijn meerjarenplan. Wel liggen er voor de komende twee maanden twee echt belangrijke projecten op tafel. Zo wordt de wet op de naamgeving gewijzigd en krijgen de mensen misschien wel absolute keuzevrijheid waardoor dochterlief door het leven zal gaan als Janssens-Peeters en zoonlief als Peeters-Janssens en waarbij de namen tot achttienjarige leeftijd nog eens mogen worden omgedraaid. Allemaal met de bedoeling om ook op dit terrein een stukje Belgische anarchie in te bouwen. Leuk en origineel is ook de intentie om

een homohuwelijk in te voeren, en wellicht ook de homoadoptie, zodat ook twee mannen en twee vrouwen moedertje en vadertje kunnen gaan spelen. Beide projecten genieten vanzelfsprekend dringende prioriteit.

In een volgend verslag zal ik wat dieper ingaan op een ander deel van mijn leerrijke stage in België, namelijk mijn praktijktest bij een zelfhulpgroep van Roemeense sans-papiers. Deze zelfhulpgroep is vooral gespecialiseerd in ontdekkingsstochten in de groene gordel rond Brussel en Antwerpen. Vooral het bestuderen waard is het spanningsveld tussen enerzijds de repressieve politieacties die ons voortdurend lastigvallen en anderzijds het bevrijdende optreden van de Belgische justitie. De sterke arm der wet, zoals men in België pleegt te zeggen, wordt in ruime mate gecompenseerd door de zachte hand van Justitie en minister Verwilghen.

Het enige wat moet worden vermeden is op dezelfde dag tweemaal voor hetzelfde feit te worden betrap, want dan wordt er wel voor een paar dagen plaats geruimd in de gevangenis.

Onze Albanese vrienden kunnen zo mogelijk nog meer rekenen op het mededogen van het Belgisch gerecht. Inderdaad, voor hun troostmeisjes kregen zij een hele boulevard in Brussel, die trouwens is genoemd naar een telg van het Belgisch vorstenhuis, die eveneens beroemd is om zijn troostende ziel. De troostmeisjes worden nog maar net de combi ingeladen, of er staat al een gerechtelijk bevel klaar om hen alweer vrij te laten. Onze justitie doet werkelijk haar best om iedereen het licht onder de zon te gunnen en iedereen een graantje te laten meepikken. In een volgend verslag komen wij hierop ongetwijfeld uitvoerig terug.

01.31 **Guy Hove** (VLD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, bij de bespreking van de begroting krijgen wij traditiegetrouw een heel reeks cijfers voorgeschoteld.

In mijn betoog zal ik het evenwel minder hebben over cijfers, maar meer over de inhoud van de beleidsnota. Deze beleidsnota heeft onder meer de verdienste een overzichtelijk en gedetailleerd werkdocument te zijn.

Toch even kort het volgende over de cijfers. Dat cijfers niet alles verklaren bewijst de begroting van 2001. In absolute cijfers lijkt het erop alsof het budget voor Justitie daalt, maar die indruk is enkel te wijten aan het feit dat een paar posten wegvallen die verband houden met de

politiehervorming. De begroting daalt dus niet, maar zij stijgt. Het is min of meer de voortzetting van een trend die al enkele jaren aanhoudt, met name een gestage groei van de begroting van Justitie.

Maar goed, laten wij de cijfers eventjes laten voor wat zij zijn en ons toespitsen op de concrete inhoud van de beleidsnota voor het jaar 2001. In dat verband merken wij drie grote pijlers: de eerste is de modernisering van het justitieel apparaat, waarvan de aanzet vorig jaar gebeurde. Niemand kan betwisten dat het gerecht aan modernisering toe was; dat kon bovendien worden afgeleid uit de aandacht die de media herhaaldelijk eraan besteedde. Terwijl vroeger e-justice slechts een droom was voor alle actoren op het terrein, neemt dit thans stilaan concrete vormen aan. Enkele concrete voorbeelden op dat vlak zijn videoconferencing, databanken, digitale archivering, en dergelijke. Het is een vast gegeven dat deze maatschappij razendsnel evolueert en het is de plicht van de overheid dit op de voet te volgen. Dankzij de realisatie van het e-justiceproject zal justitie aan slagkracht winnen, een element dat tot voor kort wel eens werd gemist.

De tweede pijler is de verdere uitvoering van het Octopusakkoord.

De derde en wellicht ook de belangrijkste pijler is de realisatie van het federaal veiligheids- en defensieplan, al zij het gedeeltelijk. In dat opzicht rijst de vraag of de cijfers vooropgesteld in de begroting, toereikend zullen zijn om het plan op een degelijke manier te realiseren. In deze context moet men weten dat niet alle initiatieven die beschreven staan in de beleidsnota of in het veiligheidsplan, een onmiddellijke en/of grote budgettaire impact zullen hebben. Al gaat het voor bepaalde aspecten niet over veel miljoenen, toch zijn deze niet minder belangrijk. In dat verband denk ik onder meer aan de bescherming van de getuigen, de verdere uitwerking van de strijd tegen de informaticacriminaliteit, de uitwerking van een wettelijke regeling rond de bijzondere opsporingstechnieken, de uitwerking van het forensisch onderzoek, de aanpassing van de wet op het faillissement, en dergelijke.

Andere voorstellen uit dit plan worden ook nog in 2001 concreet uitgewerkt, maar hier is de budgettaire impact duidelijk groter. Hier denken we bijvoorbeeld aan de nieuwe post die als doel heeft een centraal ontnemingorgaan op te richten als onderdeel van de bestrijding van de witteboordencriminaliteit. De oprichting van deze

instelling zal er ongetwijfeld toe leiden dat niet enkel de voordelen bekomen uit dergelijke misdrijven beter kunnen worden nagetrokken, maar ook en vooral dat deze voordelen tenietgedaan worden. Een stijging die we eveneens interessant kunnen noemen is deze van het budget van de postcommissie Kansspelen.

Dat deze materie mij nauw aan het hart ligt, blijkt uit de herhaalde vragen over het onderwerp die ik reeds gesteld heb in de kamercommissie. Ik stel dan ook met genoegen vast dat deze commissie in 2001 eindelijk volwaardig operationeel zal worden. Dit is ook meer dan noodzakelijk aangezien de materie van de kansspelen het voorwerp uitmaakt van verhitte maatschappelijke discussies. De gokproblematiek en de sociale drama's die er spijtig genoeg al te vaak bijhoren, zijn problemen die veel te gevoelig liggen om over het hoofd te zien. Hieromtrent moet daarom dringend een regeling komen.

De plaats die in de beleidsnota toebedeeld wordt aan de herstelgedachte is eveneens een positieve evolutie. Het is een stap van vergeldend recht naar strafrecht waar er plaats is voor het begrip herstel. Dat vinden we ook terug in het veiligheidsplan. Om deze redenen is het dan ook interessant vast te stellen dat de minister van Justitie de intentie heeft om een efficiënt strafuitvoeringsbeleid uit te tekenen. Eerst is er het verder uitbouwen van de herstelgedachte. Als ik het goed begrijp, betekent dit helemaal niet dat er geen middelen meer worden voorzien om een streng repressief beleid te voeren inzake criminaliteit en betekent het evenmin dat de veiligheid van onze maatschappij in het gedrang zou komen. De verschillende initiatieven bewijzen immers het tegendeel.

Het betekent echter wel dat er meer aandacht moet komen voor de verschillende belangen van de betrokken actoren. Dit houdt in dat enerzijds de belangen van het slachtoffer moeten erkend worden. Het slachtoffer streeft naar herstel van de schade, maar ook naar erkenning als slachtoffer. Anderzijds moeten de belangen van de dader bekeken worden. Naast het belang van slachtoffer en dader is er ook nog het belang van de samenleving waarbij in de eerste plaats moet gedacht worden aan herstel van de verstoorde relaties tussen alle partijen.

Wat die samenleving betreft, kunnen we opmerken dat we geconfronteerd worden met een zekere vorm van penitentiaire inflatie. We kennen allemaal de problematiek van de overbevolkte gevangenissen, onder meer omdat er bij een

overtreding van de wet al te vaak wordt teruggegrepen naar de vrijheidsberoving als straf, wat op zijn beurt geleid heeft tot meer en langere gevangenisstraffen. Ik herken in de beleidsnota een aantal initiatieven die voorzien om een dergelijke penitentiaire overbevolking tegen te gaan, maar ook om het slachtoffer beter in te lichten over het detentietraject van de dader en om daarmee gepaard gaand een verscherpte controle in te stellen op veroordeelden die deze strafinrichtingen verlaten. Dit alles wordt in de begroting vertaald door een groter budget voor het directoraat-generaal Strafinrichtingen.

Rond het penitentiair beleid zijn er nog een aantal andere opmerkelijke evoluties aan de gang die wij kunnen bijtreden. Er is de commissie Holsters, die volop aan het werken is rond de herwaardering van het straftoemingsproces en waarvan de eerste voorstellen te verwachten zijn in de loop van 2001. Het uitgangspunt van deze commissie is de idee dat de vrijheidsberoving de ultieme remedie moet zijn. Ik meen daaruit te mogen afleiden dat deze commissie voorstellen zal formuleren die in de richting gaan van gevangenisvervangende straffen. Ik verheug me dan ook om te kunnen vaststellen dat er nu al een wetsvoorstel in de kamercommissie voor de Justitie ter tafel ligt met als voorwerp het autonoom maken van de alternatieve straffen. Anderzijds is er het verslag Dupont met als onderwerp het uitwerken van een basiswet rond de rechtspositie van gedetineerden. Dit rapport zal ons in staat stellen om in dit halfjaar een grondige discussie te voeren over het gevangeniswezen in al zijn aspecten.

De hervorming van het gevangeniswezen is vooral op de dader toegespitst, maar reeds in het veiligheidsplan is naar voren geschoven dat eveneens aandacht moet worden geschonken aan de positie van het slachtoffer in het moderne strafrecht.

Een eerste vereiste in dit verband lijkt me dat het slachtoffer recht heeft op informatie met betrekking tot de strafuitvoering van de dader. In dit verband is een belangrijke taak weggelegd voor de herstelconsulenten, en in dezelfde context kan ook naar de werking van de justitiehuisen worden verwezen. Het verheugt mij te mogen vaststellen dat inspanningen worden geleverd om te voorzien in de verdere uitbouw van deze justitiehuisen.

In dit verband wil ik nog een ander aspect van het penitentiair beleid aanhalen. Ik verwijs naar mijn vraag van gisteren in de commissie over de

problematiek van de internering. Strafinrichtingen blijken niet altijd in staat te zijn om in een adequate opvang voor gedetineerden te voorzien. Men kan zich ook de vraag stellen of ontoerekeningsvatbaren daar wel thuishoren. Deze categorie van mensen wordt in de maatschappij nog te dikwijls op een ouderwetse manier benaderd. Reeds in de beleidsnota vonden we terug dat deze problematiek zou worden aangepakt.

De minister heeft gisteren een concretere invulling van zijn intenties gegeven. Sta mij toe om deze kort toe te lichten. Ten eerste, de actualisering van de wet op de bescherming van de maatschappij is bijna afgerond. De Commissie Internering, die zich hierover buigt, zal tegen eind januari 2001 een voorontwerp maken. Ten tweede is er een interkabinettenwerkgroep met Sociale Zaken en Volksgezondheid in het leven geroepen. Deze werkgroep buigt zich voornamelijk over het ontwikkelen van zorgcircuits voor minder gevaarlijke geïnterneerden en psychiatrische patiënten. Ten derde is er een bevraging van de sector georganiseerd om een duidelijk beeld te krijgen van het ziektebeeld, maar ook van de behoeften in de sector. Verder nam ik er akte van dat het de bedoeling is om de zorg van de zware psychiatrische patiënten over te laten aan gespecialiseerd personeel in instellingen in de omgeving van de strafinrichting.

Tot zover enkele aspecten die ik uit de beleidsnota 2001 voor Justitie heb gelicht. Er is nog een reeks andere, interessante initiatieven, maar het zou ons binnen dit korte tijdsbestek te ver leiden om ze nu allemaal te behandelen. Toch zou ik ter afsluiting enige kanttekeningen willen maken.

Niets is perfect en in deze beleidsnota staan ook enkele aspecten die een beetje verwondering wekken.

Ten eerste, er is nog altijd een groot bedrag uitgetrokken voor de militaire rechtbanken. Er zijn nu al jaren discussies aan de gang om dit bijzonder gerecht af te schaffen. In de nota kunnen we lezen dat in 2001 een initiatief mag worden verwacht dat hiertoe strekt.

Verder wordt ook een groot bedrag uitgetrokken voor de vergoeding van de pro deo-advocaten. Dat is een evolutie in de goede richting.

Een van de behandelde thema's uit het veiligheidsplan heeft betrekking op de aanpak van de drugsoverlast en drugscriminaliteit. Zoals we

weten is het onderdeel drugs uit dat veiligheidsplan gelicht om het verder te bespreken. Niettemin is het een spijtige zaak dat hieromtrent niets meer is terug te vinden in de begroting Justitie van 2001. Betekent dit dat men het drugsbeleid niet meer als een justitiële materie beschouwt? Ik meen dat hier nood is aan duidelijke richtlijnen, zowel qua preventie als qua repressie. Wat zal er met de verschillende initiatieven gebeuren die reeds in diverse gerechtelijke arrondissementen lopen? Ik denk aan projecten tussen magistratuur en lokale overheden, die zover mijn persoonlijke ervaring strekt, zeer functioneel en gedegen werk leveren.

Een laatste vaststelling kan eigenlijk elk jaar opnieuw worden gemaakt. Een steeds groter wordend aandeel van de begroting is blijkbaar nodig om de steeds groeiende personeelskosten te dekken. Dit zou tot gevolg kunnen hebben dat er minder geld overblijft voor de verschillende inhoudelijke aspecten van Justitie. Deze evolutie zou te betreuren zijn, want zij zou in de weg kunnen staan van bijvoorbeeld, het veiligheidsplan, dat geld nodig heeft indien het de verschillende gestelde prioriteiten daadwerkelijk wil aanpakken.

Niettemin kan ik besluiten dat deze nota een belangrijk werkdocument zal blijken te zijn voor Justitie in 2001. Op die manier kan werk worden gemaakt van een ernstige, verdergaande hervorming van Justitie. Om deze reden verdient deze begroting onze steun.

01.32 Anne Barzin (PRL FDF MCC): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, mon intervention a pour objet quelques points de la note de politique générale du ministre de la Justice, principalement en ce qui concerne la politique pénitentiaire et l'accès à la justice.

Le premier point que je souhaite aborder porte sur votre idée, que mon groupe partage, de favoriser l'évolution d'une justice pénale purement répressive vers une justice pénale dite réparatrice. Cette conception de la justice pénale doit se traduire par une détention axée sur la réparation et par la mise en oeuvre de différentes mesures telles que l'information de la victime qui le souhaiterait sur le déroulement de la détention de l'auteur et l'engagement de nombreux conseillers en réparation. Dans ce cadre, je tiens à vous rappeler que la mise en place de tribunaux d'application des peines constitue une des priorités pour le groupe PRL FDF MCC.

Vous avez indiqué qu'une attention particulière

doit également être portée à d'autres problématiques : le développement de la surveillance électronique, le débat relatif au statut interne des détenus, l'élaboration d'une circulaire relative à la politique pénitentiaire en matière de drogue, et l'application de la loi de défense sociale.

A ce niveau, vous annoncez la fin des négociations avec les ministres de la Santé publique et des Affaires sociales et la conclusion d'accords avec le secteur psychiatrique quant à l'accueil des détenus réputés moins dangereux. Seuls les détenus présentant un risque important devraient séjourner dans des sections spécialisées des établissements pénitentiaires. Il me semble qu'il faut être particulièrement prudent dans ce domaine, eu égard notamment aux événements qui se sont déroulés à Tournai au cours de cette année. Permettez-moi de formuler quelques observations et questions à ce propos.

Quelle catégorie de détenus visez-vous précisément en parlant de détenus réputés moins dangereux et sur la base de quels critères fera-t-on la différence entre ceux-ci et ceux qui présentent un danger important ?

Par ailleurs, il est essentiel que ces détenus, dits moins dangereux, soient correctement encadrés. Cependant, dans la mesure où le secteur psychiatrique privilégie une approche médicale de ces détenus et n'est pas forcément préoccupé par les mesures de sécurité, quelles mesures entendez-vous prendre pour éviter que ne se reproduisent des drames semblables à ceux qui se sont déroulés à Tournai récemment ?

Enfin, entre-t-il dans vos intentions de revoir le mode de financement des hôpitaux avec une unité de défense sociale ?

Ensuite, je souhaiterais aborder le développement que vous annoncez des maisons de justice, qui est une priorité et qui doit être réalisé à court terme. Dans ce contexte, les crédits prévus pour les maisons de justice seront substantiellement augmentés, à concurrence de 227 millions pour le personnel et 13 millions pour les frais de fonctionnement. Il me paraît important de souligner ici l'effort considérable fait par le ministre et par le gouvernement pour rendre notre justice plus humaine et plus accessible aux citoyens.

Toujours dans ce domaine, l'assistance aux victimes restera une de vos priorités et continuera à être développée en 2001. Vous avez décidé qu'un guide pratique sera élaboré afin de disposer

d'une définition très concrète des missions des différents collaborateurs de l'appareil judiciaire impliqués quotidiennement dans l'aide aux victimes, l'objectif étant de clarifier la façon dont les magistrats et l'administration doivent accueillir et informer mieux les victimes dans les différentes phases de la procédure judiciaire. Il nous semble qu'il s'agit là d'une très bonne initiative et qu'un guide de ce type pourrait également être rédigé et diffusé directement à l'attention des victimes.

Par ailleurs, il est également prévu que la rémunération des avocats pro deo augmentera de 100 millions en 2001. Je me réjouis que vous souhaitiez, et M. Hove l'a dit avant moi, que ce crédit soit encore substantiellement augmenté au cours des prochaines années.

Toujours en ce qui concerne l'accès à la justice, permettez-moi de formuler un souhait en ce qui concerne le droit de greffe. Comme vous le savez, le montant du droit de greffe, à savoir 30 francs par page photocopiée, est de nature à décourager la partie civile ou le prévenu à suivre au plus près l'évolution de l'instruction. Différentes propositions de loi ont été déposées à ce sujet. Je ne rentrerai pas dans le détail aujourd'hui, je crois que nous aurons un débat intéressant en commission lorsque ces propositions de loi seront abordées.

Dans le chapitre relatif à la réforme du Code judiciaire, je me réjouis qu'il entre dans vos intentions d'arriver à la simplification du langage à l'égard du justiciable et que vous nous soumettrez prochainement un projet de loi reprenant des modèles d'actes de procédure qui informeront clairement les citoyens de leurs droits et de leurs devoirs dans le cadre d'une procédure judiciaire. Cet objectif montre l'orientation qu'a prise clairement le gouvernement de tendre vers une justice plus humaine et plus accessible.

Au cours de votre exposé introductif devant la commission de la Justice, vous avez indiqué que votre politique en matière de justice pour 2001 reposera sur 3 piliers : premièrement, la concertation octopartite ; deuxièmement, le plan fédéral de sécurité et, troisièmement, l'évolution vers un appareil judiciaire moderne dans le cadre du projet e-justice.

Je voudrais m'attarder quelque peu sur ce dernier point. Contrairement à ce qui s'est fait jusqu'à présent, vous avez décidé d'inscrire les dépenses en informatique dans des allocations de base séparées. Cela augmentera la transparence et fera en sorte que les moyens prévus aillent réellement à l'informatisation de la justice.

Par ailleurs, je tiens à souligner l'effort budgétaire qui sera fait dans ce domaine, à savoir 579 millions pour les moyens de fonctionnement et 585 millions pour les investissements. Je me réjouis de constater que vous avez l'intention d'accélérer l'informatisation de la Justice afin de la rendre plus performante. A ce sujet, il nous semble qu'il serait intéressant que vous puissiez prochainement en commission nous présenter l'état de la question et des investissements encore à réaliser dans ce domaine au cours des prochaines années.

Quelques mots enfin à propos du recrutement du personnel. Comme vous le savez, il a été largement fait usage, par le passé, de l'article 185, §3 du Code judiciaire pour permettre d'engager, en cas d'urgence, du personnel sous les liens d'un contrat de travail. Le ministre pouvait ainsi engager toutes les personnes qu'il jugeait aptes, sans aucune limite et même peut-être de manière arbitraire. Au sein de mon groupe, nous sommes bien sûr satisfaits que vous ayez mis fin à cette pratique en décidant de subordonner tout recrutement à un avis positif préalable de l'Inspection des finances.

Je me réjouis également des débats que nous aurons en commission sur différents projets de loi que vous nous avez promis de déposer, notamment en ce qui concerne les dessaisissements, l'expropriation, l'adoption. Pour ce dernier point, je précise que nous avons déjà une attitude quelque peu réservée sur le sujet.

Pour conclure et pour ces différentes raisons, monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, le groupe PRL-FDF-MCC soutiendra les mesures qui ont été décidées par le ministre de la Justice et par le gouvernement dans ce domaine, pour l'année 2001.

01.33 Jef Tavernier (AGALEV-ECOLO): Mijnheer de voorzitter, collega's, mevrouw Talhaoui is verhinderd. Ze staat voor belangrijke politieke beslissingen in de stad Antwerpen. De beslissing om deel uit te maken van de meerderheid in de Antwerpse gemeenteraad is immers genomen. Er doet zich nu uiteraard een personeelsprobleem voor.

Mevrouw Talhaoui heeft er bij mij op aangedrongen om de tekst van haar interventie hier in het Parlement voor te lezen. Ik weet niet of dit op dit late uur nog zin heeft.

De **voorzitter**: U staat niet ingeschreven op de

lijst van sprekers

01.34 Jef Tavernier (AGALEV-ECOLO): Dat klopt, maar het is wel een zeer formalistisch argument. Ik zal de tekst van mevrouw Talhaoui aan de minister overhandigen, zodat hij zijn antwoorden aan mevrouw Talhaoui kan verstrekken. Een opmerking wil ik toch nog maken. Ik heb namelijk nog een vraag in verband met het budget voor de organisatie van de islamitische eredienst. Is de geringe verhoging ervan te verantwoorden in het licht van de gedane toezeggingen? Voor het overige verwijs ik naar de tekst die ik aan de minister zal overhandigen.

Om af te ronden lees ik de slotzin van de geplande toespraak van mevrouw Talhaoui voor: "Ten slotte, voorzitter, mijnheer de minister wil ik nog gezegd hebben dat onze fractie de begroting 2001 voor Justitie zal goedkeuren."

01.35 Minister Marc Verwilghen: Mijnheer de voorzitter, geachte collega's, 21 december staat op de kalender aangegeven als de langste nacht, maar voor ons zal het veeleer de kortste nacht zijn.

De **voorzitter**: Als jong kamerlid heb ik kort na middernacht de kalender van het Parlement eens veranderd. De heer Van Acker was hier toen aanwezig. Hij heeft toen tegen me gezegd dat er aan de kalender niet geraakt mocht worden omdat de zittingsdag niet beëindigd was. Ik heb dat goed onthouden. We bevinden ons dus nog altijd op de zittingsdag van 20 december.

01.36 Minister Marc Verwilghen: Dat neemt niet weg dat de langste nacht voor de zeven moedige aanwezigen een zeer korte nacht dreigt te worden. Naar aanleiding van dit debat moet we ons misschien de vraag stellen of er het gepaste antwoord gevonden wordt op de vele problemen bij Justitie. Ik ben van mening dat er over deze problemen een grondig debat moet worden gevoerd. Iedereen is het erover eens dat er een grondig debat is gevoerd in de commissie voor de Justitie. In dat debat, dat zestien uur in beslag nam, zijn we diep op de problematiek kunnen ingaan.

Mijnheer de voorzitter, waarde collega's, vooraf wil ik een drietal opmerkingen maken met betrekking tot de begroting en het beleid. Er waren twee uitgangspunten. Het eerste uitgangspunt werd verleden jaar gevormd toen de Hoge Raad van Financiën de regering heeft aangezet om te starten met een begrotingsevenwicht. De begrotingsruimte die daardoor vanaf 2001 via het

stabiliteitspact zou vrijkomen, zou op een andere wijze kunnen worden toebedeeld, met name naar de departementen die ademruimte moeten krijgen. Het gaat dan meer bepaald om Justitie en Veiligheid. Daarnaast is het beleid van Justitie gebaseerd op drie pijlers, met name de uitvoering van de Octopusakkoorden die de regering tot een goed einde wenst te brengen, de keuze voor een federaal veiligheids- en detentieplan dat een concrete vorm moet krijgen en de modernisering van Justitie. Wat dit laatste punt betreft, justitie krijgt vaak het terechte verwijt te horen dat op het keerpunt van de 21^{ste} eeuw Justitie vaak nog werkt met verouderde middelen. Ik kan dan ook niet voorbijgaan aan een ander punt uit mijn inleiding.

Er zijn heel wat cijfers aangehaald en vergelijkingen gemaakt. Sta me toe dat op mijn beurt te doen. Ik neem de eerste periode tijdens dewelke de regering een grote inspanning voor justitie heeft gedaan, met name de voorbije drie jaar. In haar driejarenplan wees de vorige regering 8,5 miljard frank toe aan Justitie en verbond zij zich ertoe extra inspanningen te doen, om nadien voor de investeringen terug te vallen op het niveau van 1997. Maak ik een jaargemiddelde voor die periode, dan kom ik op een stijging van 2,78 miljard van de kredieten voor Justitie. Bereken ik het jaargemiddelde voor de voorbije 12 jaar – dat is terecht, want gedurende heel die periode heeft één politieke familie het departement Justitie geleid –, dan kom ik op een gemiddelde van 2,16 miljard frank. Het is dan ook met enige fierheid dat ik stel dat de huidige regering in haar begroting een bedrag van 3,053 miljard frank voor Justitie heeft ingeschreven.

Ik wijs er tevens op dat we gekozen hebben voor een transparantere vorm van begroting, waarmee we overigens tegemoetkomen aan de kritiek die vroeger door het Rekenhof is verwoord.

Mijnheer de voorzitter, ik kom nu tot mijn antwoorden op de vragen van de verschillende sprekers, maar ik kan er onmogelijk gedetailleerd op terugkomen. Desalniettemin probeer ik volledig te zijn.

De heer Van Parys is begonnen met wat hij noemt twee interessante elementen in de begroting. Ik moest echter ondervinden dat die elementen toch enigszins controversieel waren. Ik neem aan dat het de taak is van een oppositielid om na te gaan of de aangehaalde beslissingen door iedereen van de meerderheid gedragen worden. Hij had het, ten eerste, over de gesloten instellingen voor jeugddelinquenten. Daarvoor is er inderdaad een

bedrag vrijgemaakt, als gevolg van het overleg van het kernkabinet in Gent waarbij de regering ervoor heeft geopteerd gesloten instellingen op te richten voor bepaalde categorieën van jeugddelinquenten. Welnu, tijdens de gesprekken in Gent bestond er geen substantieel meningsverschil tussen de regeringsleden. Ik heb overigens de PS- en Ecolo-fracties, die u aanhaalde, destijds ervoor horen pleiten dat voor bepaalde vormen van ernstige jeugdcriminaliteit een verantwoorde oplossing moest worden uitgewerkt, een oplossing die verdergaat dan de beschermende maatregelen die door jeugdrechtsbanken worden uitgesproken. Nogmaals, er is destijds een akkoord bereikt en dat daartoe een bedrag in de begroting werd ingeschreven dat in de Ministerraad werd aangenomen, staat daarvoor garant.

Ten tweede, wat de adopties betreft door koppels van hetzelfde geslacht, heb ik de stelling van de regering hoegenaamd niet gewijzigd. De regering heeft van in het begin gezegd dat zij daarvoor uitgang van het Verdrag van 's-Gravenhage dat duidelijk bepaalt dat een adoptie altijd in het belang van het kind moet plaatsgrijpen en – die zinsnede zal ik er voortaan stelselmatig aan toevoegen – met respect voor de internationale verdragen in verband met de bescherming van de rechten van het kind. Dat is ons uitgangspunt. Als daaraan wordt voldaan, dan is het aan het Parlement – de regering legt de verantwoordelijkheid dienaangaande terecht bij het Parlement – om een keuze te maken. Ik heb aangevoeld dat daarover inderdaad een belangrijk maatschappelijk debat zal moeten worden gevoerd. Het is, mijns inziens, inderdaad niet ondenkbeeldig dat er per politieke familie een tegenovergestelde stelling wordt ingenomen.

Het zal dus aan de verantwoordelijkheid en de volwassenheid van het Parlement liggen om een oplossing voor deze zaak wordt te vinden.

Ik zal ook uw twee fundamentele punten van kritiek niet ontwijken. Ten eerste moet ik met betrekking tot de middelen een verbetering aanbrengen. U zei dat ik oorspronkelijk een begroting had ingediend die van 8 miljard frank meer bedroeg. Ik heb de cijfers nog eens nagekeken en heb gezien dat mijn aanvankelijke vraag 5,542 miljard frank bedroeg, waarvan voor de uitvoering van het veiligheidsplan 3,745 miljard frank. Ik heb die niet gekregen, dat is een feit. Een bedrag van 3,053 miljard miljoen is uiteindelijk toegekend.

Mijnheer Van Parys, u hebt ook gezegd dat dit nu

of nooit moest worden gevraagd, omdat we ons in een economisch goed tijdperk bevinden. Daarom was het dus maar normaal dat er ook meer middelen aan de Justitie zouden worden gegeven. De woorden 'nu of nooit' vallen hier niet de eerste keer. Ik herinner mij de datum 23 april 1998, een zeer belangrijke dag in uw leven. Er heeft zich toen immers een feit voorgedaan dat aanleiding heeft gegeven tot een wissel waardoor u minister van Justitie werd. Ook toen zei men dat het nu of nooit was. Toen is dat fameuze meerjarenplan opgesteld, zoals we het kennen en met de cijfers die ik daarstraks heb onderstreept. De cijfers die ik u nu geef, mogen worden gezien, want ze duiden nog altijd op de belangrijkste stijging die wij tot op het heden hebben bereikt.

Ook verwijt u mij dat ik geen meerjarenplan heb ingediend, hoewel ik toch naar aanleiding van het veiligheidsplan heb gezegd dat ik aan een meerjarenplan, gespreid over voor drie jaren, dacht. Ik ga er niet verder op in, want het document in se is er één dat ik niet mededeel. Het heeft dus ook geen zin om daarover te discussiëren. Wat ik wel heb geleerd uit de meerjarenplannen uit het verleden – u en uw voorganger hebben daar ook gebruik van gemaakt – is dat het een middel is dat zeer vaak de soepelheid wegneemt, waardoor men niet slaagt in een soepele aanpassing van de begroting, mocht dat nodig blijken.

Ik kom nu aan uw tweede belangrijk punt van kritiek. Dat heeft betrekking op de federale politie en de controle erop. Ik heb de indruk dat men spreekt over vrede, maar denkt aan oorlog. Er zijn mensen die wel lijken te bidden om een mislukking. Ik zet mij hier af tegen dat doembeeld dat zo vaak wordt geschetst en ik doe dat met woorden die door het College van de procureurs-generaal zelve zijn uitgesproken. Zij hebben op een zeker ogenblik gesteld dat, wat er ook gebeurt of welke lacune zich ook voordoet, men moet uitgaan van de theorie van het doorlopend bestuur. Die theorie is tevens ook een manier van goed besturen. Wij hebben drie politiediensten die tot op heden hun verantwoordelijkheden op het terrein hebben opgenomen. Dat is niet altijd met evenveel succes gebeurd. Integendeel, wij hebben een aantal disfuncties vastgesteld. Het waren trouwens die disfuncties die ons ertoe hebben aangezet andere keuzes te maken. Beweren dat het van de ene dag op de andere plots onmogelijk wordt om nog enig politiewerk tot een goed einde te brengen, omdat niet alles ab initio en ineens in orde is, is toch wel van het doemdenken teveel.

U had het ook over een gebrek aan

democratische controle, een vacuüm dat u meende te hebben ontdekt door het feit dat het Parlement geen echte controle meer zou kunnen uitoefenen. Dat is echter niet waar, het Parlement kan op twee manieren controle uitoefenen. Ten eerste is de begroting bij uitstek een instrument waarover het Parlement zijn zeg kan doen. Ten tweede bestaat er natuurlijk ook een aantal plannen, zoals het nationaal veiligheidsplan. Uiteraard bestaat de mogelijkheid om op elk ogenblik via onze democratische kanalen daar iets over te zeggen en zo controle uit te oefenen.

Ik ga zelfs verder. U hebt het over het feit dat met betrekking tot de bedragen, de 47 miljard frank, er een soort blanco volmacht zou zijn gegeven aan de minister van Binnenlandse Zaken. Als de minister van Binnenlandse Zaken zou willen luisteren naar de minister van Begroting, dan zou daar misschien nog een verschuiving in kunnen komen. Ik moet u zeggen dat dit argument mij vorige keer niet losgelaten heeft. Naar aanleiding van het debat dat wij in de commissie voor Justitie gevoerd hebben, heb ik gezegd dat ik daar verder over zou praten. Ik kan u medelen dat er een protocol is gesloten tussen de minister van Justitie, de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Begroting met betrekking tot het bedrag van 47 miljard frank. Als de verschuivingen betrekking hebben op de gerechtelijk pijler, moet de minister van Justitie er hoe dan ook bij betrokken worden opdat de gerechtelijke pijler goed zou functioneren. Ik zal niet de enige zijn die op dat ogenblik enige inspraak zal hebben. Wij hebben bij de politiehervorming beslist dat de gerechtelijke politie wordt geleid door een directeur-generaal. Ik kan u verzekeren dat als die directeur-generaal niet over de capaciteiten en de middelen beschikt om zijn taak naar behoren uit te voeren, hij ongetwijfeld zijn stem zal verheffen bij de verantwoordelijke ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie.

01.37 Tony Van Parys (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik wil de minister toch wijzen op de ernst van de situatie in verband met het gebrek aan democratische controle op de federale politie. Mijnheer de minister, u zegt dat u via de begroting een controlemogelijkheid hebt. De controle via de begroting wordt ons echter ontnomen via de volmacht die de regering in deze uitgavenbegroting vraagt aan het parlement. Artikel 2.17.12 komt erop neer dat de regering die 47 miljard frank zal kunnen besteden zoals zij het wenst, zonder goedkeuring van de kredieten op de specifieke begrotingsposten door het parlement. Dit betekent dat de regering vrijuit zal kunnen beschikken over de 47 miljard frank zonder enige

controle van het parlement. In tegenstelling tot het budget voor de rijkswacht en het budget voor de gerechtelijke politie in de begroting van Justitie is hier nu voor het eerst geen enkele toewijzing aan de verschillende secties, afdelingen en programma's. Het is dus een cheque die men de regering geeft zonder enige controle. Het tweede probleem is dat u hierbij geen zeggenschap hebt. U zegt dat u dit gaat oplossen met een protocol dat u onder andere met Binnenlandse Zaken gaat sluiten. Dat volstaat niet omdat dit artikel van de algemene uitgavenbegroting in tegenstrijd is met artikel 98 van de wet op de geïntegreerde politie waarin men expliciet zegt dat zowel inzake de principes, de vaststelling en de organisatie van de federale politie als inzake de initiatieven met betrekking tot de uitgaven het gezamenlijk optreden van Justitie en Binnenlandse Zaken vereist is. Dat betekent dus dat uw protocol niet tegemoetkomt aan het feit dat dit artikel in strijd is met artikel 98 van de wet op de geïntegreerde politie. U moet zich bewust zijn van de ernst van de situatie. Ook beleidsmatig kan het Parlement geen controle uitoefenen op het regeringsbeleid inzake veiligheid omdat men in het nationaal veiligheidsplan nergens in een capaciteitsverdeling heeft voorzien tussen de prioriteiten enerzijds en de algemene directies anderzijds. Dit is geen doemdenken en de fout ligt niet bij de boodschapper, ze ligt bij diegenen die ervoor gezorgd hebben dat wij geen begrotingscontrole hebben en geen controle op het beleid waardoor wij op het ogenblik een federale politie krijgen waar het parlement geen vat op heeft.

Vandaar de uitdrukkelijke vraag aan de voorzitter om via het Comité P, de laatste redplank, een kwalitatieve, externe controle te organiseren. Ik vraag u uitdrukkelijk om alle wetteksten en bepalingen die ik heb opgesomd en die niet werden nageleefd, na te lezen en te toetsen en op basis daarvan alarm te slaan bij de regering. De regering is immers ook verantwoordelijk voor de democratische controle en u, minister Verwilghen bent in eerste instantie verantwoordelijk voor de federale politie. Op basis van uw tussenkomst heb ik de indruk dat u zich helemaal niet bewust bent van de ernst van het probleem dat zich vanaf 1 januari 2001 zal stellen.

01.38 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, ik heb daarstraks niemand van de sprekers in hun gedachtegang willen onderbreken. Ik kan de redenering van de heer Parys echter niet volgen. Ten eerste, artikel 98 van de wetgeving inzake de politie brengt in elk geval met zich dat de ministers van Justitie én Binnenlandse

Zaken over de budgetten en het ter beschikking stellen van de budgetten kunnen worden aangesproken.

Ten tweede, men zegt dat men inzake het nationaal Veiligheidsplan geen inzage krijgt in de cijfers of de capaciteiten van de verdeling van manschappen voor bepaalde opdrachten. Dat is fundamenteel onjuist. In de wet staat dat alleen de krachtlijnen moeten worden meegedeeld. Mijnheer de voorzitter, stel u voor dat terzake een openbaar debat wordt gevoerd en documenten worden opgesteld die voor iedereen ter inzage beschikbaar zijn. Het is dan een koud kunstje voor de georganiseerde misdaad om, bij de verdeling van capaciteiten voor bepaalde vormen van criminaliteit en de bestrijding ervan, op die sectoren in te spelen waarvan men denkt zijn garen te kunnen spinnen. De krachtlijnen werden meegedeeld. Mijnheer de voorzitter; dit wil ik onderstrepen. Dit debat werd vorige week uitgebreid gevoerd. Mijnheer Van Parys, u hebt niet aan dat debat deelgenomen. Dat is een vaststelling, geen verwijt. Men kan op elk moment een debat terzake voeren.

01.39 **Tony Van Parys** (CVP): Mijnheer de minister, wat u over de verdeling van de capaciteiten zegt, is onzinnig. Ik lees in het nationaal Veiligheidsplan en ik citeer: "Tenslotte zal dit Veiligheidsplan ook de verdeling van de beschikbare personele en materiële middelen aangeven over de algemene directies en diensten van de federale politie". Dit staat in het nationaal Veiligheidsplan, maar nadien zegt men dat men over onvoldoende gegevens beschikt om deze informatie te geven. Uw argument is onzinnig. Wij moeten kunnen weten welke middelen voor welke prioriteiten en voor welke opdrachten worden ingezet.

01.40 Minister **Marc Verwilghen**: De ministers van Binnenlandse Zaken en van Justitie moeten de krachtlijnen meedelen. Ik ken dit dossier zeer goed, want ik nam deel aan de Octopusvorming inzake de politiehervorming. Het hanteren van krachtlijnen houdt in dat men geenszins op details ingaat omwille van de redenen die ik juist heb meegedeeld.

Een volgend punt, het toezicht van de magistraten op de federale politie. Ik ben verrast door de manier waarop de zaken nu worden voorgesteld. Men zegt dat het in de tijdelijke wet om politieke benoemingen zal gaan, in afwachting van een federaal parket. Ten eerste, het besluit dat zal worden genomen, zal in de Ministerraad worden overlegd. U vindt dat misschien eigenaardig. Er

zijn echter heel wat beslissingen die door meerdere ministers samen worden genomen. Dat is dus geen uitzonderlijke aangelegenheid. Ten tweede, de magistraten moeten aan de benoemingsvoorwaarden, die voor de federale procureur werden vastgelegd, voldoen.

Die voorwaarden werden reeds bepaald in de wet van 1998. Met andere woorden, het zullen mensen zijn met carrure, magistraten die bewezen hebben wat in hun mars te hebben om de taak van toezicht te kunnen uitoefenen. Trouwens, het College van procureurs-generaal heeft terzake ook een aantal voorstellen gedaan.

Ik kom dan nog even terug op het federaal parket. U zegt dat mutatis mutandis voor deze magistraten eigenlijk hetzelfde geldt als voor de federale magistraten. U verwondert zich erover dat zij onder het gezag staan van de minister van Justitie wat hun onafhankelijkheid eigenlijk toch wel in het gedrang brengt. Artikel 4 van de wet van 22 december 1998 - u was toen minister van Justitie - bepaalt, ik citeer: "De federale procureur voert in de gevallen en op de wijze door de wet bepaalt onder het gezag van de minister van Justitie alle opdrachten van het openbaar ministerie in strafzaken uit." In artikel 9 vindt men dezelfde formulering terug. Die formulering vindt u ook terug in een wetsontwerp dat we in de toekomst zullen bespreken. De vrees die wordt geuit, lijkt mij dan ook onterecht.

Mijnheer de voorzitter, ik kom dan tot de bevindingen van de heer Laeremans. Ik weet niet wie het meeste heeft gehad aan die fameuze ontmoeting tussen de heer Laeremans en mijnheer Bekanov. Ik zal u ook niet volgen in uw Roemeense escapade die u daarnet heeft gedaan, mijnheer Laeremans. Ik heb eerst en vooral niet het genoegen de heer Bekanov te kennen. Ik weet ook niet op basis van welke wetenschappelijke analyses hij zijn bevindingen heeft geuit. Ik stel vast dat hij geen lid is van onze hooggeachte vergadering en voor het overige zal ik daaraan niet veel woorden vuil maken.

Mij is wel iets opgevallen. Daarstraks had u het over de verzuring van de maatschappij. Als ik u bezig hoor, heb ik soms de indruk dat u juist predikt voor die verzuring van de maatschappij. Als er iets is waartegen we in de actuele stand van zaken eigenlijk met zijn allen zouden moeten opkomen, is het tegen deze verzuring. Ik heb zelfs de indruk dat een aantal mensen daar graag garen bij zouden spinnen.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, de verzuring

van de maatschappij heeft de heer Laeremans tot een repliek gedwongen.

01.41 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Mijnheer de minister, ik heb mijn tekst bezorgd aan het Integraal Verslag en ik heb het woord verzuring in elk geval niet uitgesproken. Ik had het wel over individualisering en dat is iets anders. Ik verwijs daarmee eerder naar het liberalisme dat mensen als individuen ziet en veel minder als een gemeenschap. Ik viseer met die opmerking eigenlijk de VLD. Wij zijn daarmee ook niet zo gelukkig.

01.42 Minister **Marc Verwilghen**: Mijnheer de voorzitter, ik kom dan tot de opmerkingen van collega Hove die een aantal innoverende accenten uit het beleid heeft aangehaald. Hij had het over de strijd tegen de georganiseerde misdaad. Ik kan toch wel met enige fierheid zeggen dat er inderdaad een centraal orgaan werd gecreëerd dat zich zal bezighouden met de inbeslagnames en de verbeurdverklaringen. Het licht werd daarvoor op 14 november op groen gezet door het College van procureurs-generaal en er werd ook een magistraat voorgedragen die deze functie zal waarnemen. In de strijd tegen de georganiseerde misdaad is dit dan ook een revolutionaire ontwikkeling die we in het verleden nooit hebben gekend en die zeer nauw aansluit bij de andere noodzakelijke stappen die moeten worden ondernomen. Ik denk daarbij onder meer aan de bescherming van de getuige, de omkering van de bewijslast en in elk geval de mogelijkheid om tot bevrozing of bewarend beslag te kunnen overgaan van de vermogens die voortspruiten uit de georganiseerde misdaad.

Het is met hetzelfde genoegen dat ik heb kunnen vaststellen dat de kansspelwetgeving en de commissie Kansspelen veel meer body heeft gekregen dan vroeger. Toen ik een maand minister van Justitie was, maakte een partij mij het verwijt dat van deze wet op de kansspelen waarschijnlijk niet veel zou terechtkomen met een liberaal minister op Justitie. Het is dan ook met een zekere fierheid dat ik kan zeggen dat niet alleen die commissie leven is ingeblazen maar dat zij er ook zal in slagen om binnen zeer afzienbare tijd alle koninklijke besluiten neer te leggen die, in aanvulling op de wet, het mogelijk zullen maken dat de wet ook kan worden uitgevoerd.

U hebt het ook gehad over een belangrijk onderdeel dat mevrouw Barzin eveneens aanhaalde, over de strafuitvoeringsrechtbank, de interne positie van de delinquent, en de problemen in verband met de internering. U zult mij toelaten,

collega, dat ik daar straks dieper op inga wanneer ik de opmerkingen van mevrouw Barzin bespreek.

Ik wil u alvast op twee vragen rechtstreeks antwoorden. U hebt terecht een aantal kritische opmerkingen gemaakt over een paar essentiële punten. De militaire gerechten vormen een onderdeel van het Octopusakkoord dat tot nu toe niet werd uitgevoerd. Ik kan u echter geruststellen: het kabinet Justitie heeft de eindteksten bijna klaar. Wij zullen de interkabinettenvergaderingen waarschijnlijk vanaf januari 2001 kunnen houden, om dan te komen tot een afschaffing van de militaire gerechten. Dit was zo gewenst door de Octopusonderhandelaars.

Wat de drugbestrijding betreft, kan ik u eveneens geruststellen. Er is geen verhoging van de middelen, maar ook geen verlaging. Dit betekent dat de minister van Justitie nog altijd gebonden blijft door de internationale verdragen. Hij moet ook de richtlijnen helpen navolgen. Het is dus niet mijn bedoeling om de huidige piste te verlaten. Tenzij er uiteraard later een andere beslissing zou worden genomen door de regering. Dit zijn in elk geval de huidige uitgangspunten die u in onze begroting zult kunnen terugvinden. Laat hierover dus geen enkele onduidelijkheid bestaan.

J'en arrive aux observations émises par Mme Barzin. Elle a évoqué le droit de réparation. Il est exact que nous avons opté pour une justice réparatrice car nous voulons créer un équilibre entre trois intérêts: celui de l'auteur des faits, l'intérêt de la victime et l'intérêt de la société. Nous voulons le faire dans la perspective de ce que nous avons convenu non seulement lors des recommandations des commissions d'enquête parlementaire mais également lors de l'accord Octopus. Le tribunal d'application des peines est une recommandation qui doit être effective et ce de façon plus intense que les commissions siégeant actuellement. Les travaux préparatoires de la commission Olsters indiquent que nous voulons avancer dans cette direction.

J'en arrive à la problématique de l'internement. En ce qui concerne le fait d'indiquer si un interné est un patient "high risk" ou "minimum risk", les psychiatres sont d'accord pour déterminer dans quels cas on peut considérer qu'une personne présente un risque moyen ou un risque important. A ce sujet, nous travaillons en étroite collaboration avec la commission d'internement et plus particulièrement son président actuel. Il est chargé des travaux préparatoires de la nouvelle loi. Ceux-ci donneront une évaluation de la loi de 1964, mais nous indiqueront également les manières de

travailler. Cela signifie que bon nombre de personnes internées n'ont pas leur place dans une prison. Les internés présentant un risque moyen ne doivent pas résider dans les prisons.

Le problème de Tournai ne peut malheureusement pas être résolu par le ministre de la Justice. J'ai contacté M. Detienne afin de trouver ensemble une solution. Je l'ai d'ailleurs déjà fait à plusieurs reprises dans d'autres cas. Nous résoudrons le problème, chacun respectant bien entendu son domaine de compétences.

En ce qui concerne les maisons de justice, le système est bon mais il a été mal appliqué car on n'a jamais procédé à une étude afin de savoir quel travail doit être accompli par un assistant de justice. C'est la raison pour laquelle nous avons opté pour un "mission state" afin de définir les tâches. Ce document objectif nous permettra d'indiquer au ministre du Budget ainsi qu'au ministre de la Fonction publique quel est le taux d'assistance judiciaire dont nous avons besoin afin que les tâches attribuées soient effectivement exécutées.

En ce qui concerne l'accès aux dossiers pénaux, je tiens compte de la proposition qui a été déposée. Mais il faut savoir que le ministre de la Justice n'est pas le seul à avoir une responsabilité en la matière. Une concertation doit avoir lieu avec mon collègue des Finances. Nous étudions actuellement le dossier en vue de trouver une solution.

J'en viens maintenant au projet relatif à la simplification du langage qui a également retenu votre attention. Cette simplification sera appliquée dans le Code judiciaire. Il s'agit d'ailleurs d'un projet de la Fondation Roi Baudouin, dont la réalisation est arrivée à sa phase finale.

Enfin, je voudrais aborder la problématique de la digitalisation. Vous m'avez invité à donner en commission de la Justice un aperçu des travaux en cours. Je n'y vois pas d'inconvénient. Je vous demanderai simplement d'attendre encore deux mois. Car nous sommes maintenant arrivés à la phase finale de la digitalisation ou de l'audiovisuel. Nous disposerons très prochainement des cahiers des charges. Une fois que ceux-ci auront été distribués aux personnes susceptibles de réaliser le travail, il sera opportun que je vienne m'expliquer devant la commission de la Justice.

Tot slot, mijnheer de voorzitter, verwijs ik even naar de uiteenzetting van mevrouw Talhaoui. Ik zal uw boodschap graag ontvangen, of liever haar

boodschap via uw bemiddeling. Ik verheug mij erover dat de Ecolo/Agalev-fractie deze begroting zal steunen, al had ik niet anders verwacht.

Ik heb nog wel een punctuele toelichting inzake de executieve van de islam. Volgende week grijpt er op mijn kabinet in mijn aanwezigheid een onderhoud plaats om deze problematiek nog eens aan te snijden. Er is een probleem dat zou moeten kunnen worden opgelost. Het is eerder van organisatorische aard, maar als het opgelost is zou het met zich kunnen brengen dat de inbreng en de middelen die ter beschikking worden gesteld, aanzienlijker zijn. Zij werden trouwens gereserveerd voor de budgetcontrole, in gemeenschappelijk akkoord met de minister van Begroting. Ziedaar, mijnheer de voorzitter, de opmerkingen die ik wenste te maken naar aanleiding van de vragen die werden gesteld. Ik nodig dan ook de Kamer uit om de begroting van Justitie goed te keuren.

De **voorzitter**: Collega's, na de kortste dag van het jaar hebben wij in de Kamer blijkbaar de kortste nacht van het jaar gekend. Wij hadden 34 sprekers en tientallen onderbrekingen.

Nous avons débattu pendant à peu près 14 heures 30. Cinq ministres ont répondu.

Je vais lever la séance en vous rappelant que la prochaine séance a lieu jeudi 21 décembre à 10 heures, donc dans quelques heures.

Je finirai jeudi matin les discussions avec les répliques sur les thèmes des Affaires économiques, des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Ik wens u een korte, maar veilige nacht en een veilige terugkomst. Tot morgen, of liever vandaag, om tien uur.

De vergadering is gesloten.
La séance est levée.

*De vergadering wordt gesloten om 01.10 uur.
Volgende vergadering donderdag 21 december 2000 om 10.00 uur.*

La séance est levée à 01.10 heures. Prochaine séance le jeudi 21 décembre 2000 à 10.00 heures.



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

PLENUMVERGADERING

SÉANCE PLÉNIÈRE

woensdag

mercredi

20-12-2000

20-12-2000

18:05 uur

18:05 heures

INHOUD

Berichten van verhindering	1
BEGROTINGEN (VOORTZETTING)	1
Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (904/1 tot 5)	1
- Ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (905/1 tot 34)	1
- Algemene toelichting (906/1)	1
<i>Hervatting van de algemene bespreking</i>	1
<i>Sprekers: André Smets, Ludwig Vandenhove, Bart Laeremans, Paul Tant, Kristien Grauwels, Denis D'hondt, Karel Van Hoorebeke, Jef Tavernier, voorzitter van de AGALEV-ECOLO-fractie, Gerolf Annemans, voorzitter van de VLAAMS BLOK-fractie, Marcel Hendrickx, Antoine Duquesne, minister van Binnenlandse Zaken, Tony Van Parys, Guy Hove, Anne Barzin, Marc Verwilghen, minister van Justitie</i>	

SOMMAIRE

Excusés	1
BUDGETS (CONTINUATION)	1
Budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 2001 (904/1 à 5)	1
- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001 (905/1 à 34)	1
- Exposé général (906/1)	1
<i>Reprise de la discussion générale</i>	1
<i>Orateurs: André Smets, Ludwig Vandenhove, Bart Laeremans, Paul Tant, Kristien Grauwels, Denis D'hondt, Karel Van Hoorebeke, Jef Tavernier, président du groupe AGALEV-ECOLO, Gerolf Annemans, président du groupe VLAAMS BLOK, Marcel Hendrickx, Antoine Duquesne, ministre de l'Intérieur, Tony Van Parys, Guy Hove, Anne Barzin, Marc Verwilghen, ministre de la Justice</i>	

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 20 DECEMBER 2000

18:05 uur

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MERCREDI 20 DÉCEMBRE 2000

18:05 heures

De vergadering wordt geopend om 20.40 uur door de heer Herman De Croo, voorzitter.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: Antoine Duquesne, Marc Verwilghen

De vergadering is geopend.

Berichten van verhindering

Buitenslands: Elio Di Rupo

Federale regering:

Guy Verhofstadt, eerste minister: met zending buitenslands

Louis Michel, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken: met zending buitenslands

Isabelle Durant, vice-eerste minister en minister van Mobiliteit en Vervoer: Europese Raad van de ministers van Vervoer

Jaak Gabriëls, minister van Landbouw en Middenstand: Landbouwrapraad

Begrotingen (voortzetting)

01 Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (904/1 tot 5)

- Ontwerp van algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2001 (905/1 tot 34)

- Algemene toelichting (906/1)

Hervatting van de algemene bespreking

De algemene bespreking is hervat.

Wij zetten de algemene bespreking voort betreffende de sectoren Justitie, Binnenlandse Zaken, Federale Politie en Openbaar Ambt.

01.01 **André Smets** (PSC): De regenboog van

La séance est ouverte à 20.40 heures par M. Herman De Croo, président.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance: Antoine Duquesne, Marc Verwilghen

La séance est ouverte.

Excusés

A l'étranger: Elio Di Rupo

Gouvernement fédéral:

Guy Verhofstadt, premier ministre: à l'étranger

Louis Michel, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères: en mission à l'étranger

Isabelle Durant, vice-première ministre et ministre de la Mobilité et des Transports: Conseil européen des ministres du Transport

Jaak Gabriëls, ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes: Sommet européen

Budgets (continuation)

01 Budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 2001 (904/1 à 5)

- Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001 (905/1 à 34)

- Exposé général (906/1)

Reprise de la discussion générale

La discussion générale est reprise.

Nous poursuivons la discussion générale concernant les secteurs Justice, Intérieur, Police fédérale et Fonction publique.

01.01 **André Smets** (PSC): L'arc-en-ciel d'il y a un

vorig jaar maakt plaats voor zich opstapelende wolken en er breken zelfs alsmear meer onweersbuien los.

De aanpak inzake binnenlandse aangelegenheden weerspiegelt het onbehagen dat vooral de asielkwestie binnen de meerderheid teweegbrengt. Elke leider tracht zich te doen gelden, zodat de meerderheid geen goed werk kan leveren.

Terwijl Ecolo pleit voor een opendeurbeleid, wil de VLD muren optrekken.

De cijfers behoeven geen commentaar. In het begin van het jaar vroegen werden maandelijks 2.896 nieuwe asielzoekers geregistreerd, voor oktober ligt het aantal op 5.287.

We weten dat talrijke filières achter die stroom zitten van vluchtelingen die zeker niet om politieke redenen hun land verlaten.

Wat mij zorgen baart is dat de vluchtelingenstroom niet kan worden ingedijkt. Zolang de overheid toeristische centra aankoopt, zal in het voormalige Oostblok de indruk blijven leven dat men in België goed wordt opgevangen.

Ik vind het verbijsterend dat men blijft beweren dat de OCMW's maar geld en tijd in deze problematiek moeten investeren ! De bevolking begrijpt niet meer zo goed waar de regering naartoe wil. De regering wekt de indruk dat ze de gebeurtenissen ondergaat. In absolute cijfers hebben we Frankrijk allang achter ons gelaten. Wij zijn bang dat voor de bevolking de maat vol is.

We zitten tegen het plafond. We moeten zowel menselijk als streng zijn.

Wat de politiediensten betreft, zal ik niet ingaan op de nieuwe benoemingen. Het is van vitaal belang dat er binnen de toekomstige politiestructuur een klimaat van vertrouwen gecreëerd wordt. Het is uw taak ervoor te zorgen dat er in zo'n klimaat kan worden gewerkt. Mobiliteit moet in het vaandel geschreven worden, en het blijft natuurlijk de bedoeling de veiligheid te verzekeren. Wij maken ons grote zorgen over de financiële impact van de hervorming. In mijn gemeente stel ik vast dat de nieuwe politiestructuur aanzienlijke meerkosten zal meebrengen, maar bij de PRL beweert men dat de hervorming de steden en gemeenten geen frank zal kosten.

Ik wil ook stilstaan bij de kwestie van de uitrusting

an fait place à un ciel de plus en plus encombré de nuages et même à des orages de plus en plus fréquents.

La gestion des affaires intérieures traduit le malaise qui secoue la majorité, notamment en ce qui concerne la gestion des demandeurs d'asile. Chaque leader tente de se faire valoir. Je ne crois pas que c'est ainsi que la majorité fera du bon travail.

Les Écolos veulent que l'on travaille les portes ouvertes, alors que le chef de groupe VLD demande que l'on construise des murs.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Il y avait, au début de l'année, 2.896 candidats réfugiés par mois. En octobre, il y en a eu 5.287!

On sait à quel point des filières interviennent dans le passage de ces réfugiés, qui ne sont certainement pas des réfugiés politiques.

Je m'inquiète de l'impuissance à maîtriser ces flux de candidats réfugiés. Tant qu'on achètera des centres touristiques, on donnera à penser dans les pays de l'Est qu'on sera bien accueilli en Belgique

Je suis sidéré de constater qu'on persiste à penser que les CPAS doivent investir du temps et de l'argent dans cette problématique! La population ne comprend plus très bien l'action du gouvernement, qui donne l'impression de subir les événements. En chiffres absolus, nous dépassons allègrement la France. Pour ce qui est de la réaction de la population, nous craignons que la coupe soit pleine.

Nous sommes à un seuil limite. Il faut faire preuve à la fois d'humanité et de rigueur.

En matière de police, je ne reviendrai pas sur les primo-nominations. Il est vital que vous créiez un climat de confiance dans la future police. Nous sommes inquiets quant à l'impact financier de la réforme. Dans ma commune, je constate que la nouvelle police sera à l'origine d'un substantiel surcoût alors qu'au PRL on dit que la réforme ne coûtera rien aux villes et communes. Par ailleurs, je tiens à évoquer le problème de l'équipement des services de secours et des pompiers.

J'aimerais qu'un audit soit réalisé sur le matériel et

van de hulpdiensten en de brandweer. Ik zou willen dat er een doorlichting komt van het materiaal van die diensten, en dat de federale overheid, afhankelijk van de inspanningen die de gemeenten doen, een financieel partnerschap aangaat met de gemeenten om hen de hand te reiken. Het gaat ten slotte om de veiligheid van de brandweerlieden.

Ten slotte wijs ik erop dat de transformatoren van Ascarel problemen kunnen veroorzaken. Ik stel voor deze apparatuur, die ontploffingsgevaar kan inhouden, systematisch te inventariseren. *(Applaus)*

01.02 Ludwig Vandenhove (SP): Aan Justitie en Veiligheid wordt in 2001 elf miljard meer uitgegeven, of 13 procent, tegen 3,7 procent voor de hele begroting. Wij feliciteren de minister van Begroting daarvoor. De beleidsprioriteiten krijgen dus voldoende geld toebedeeld. Ik pleit ervoor om over zo'n belangrijke onderwerpen als de politiehervorming en het Veiligheidsplan regelmatig in de plenaire vergadering te debatteren.

In de begroting 2001 zijn voldoende middelen beschikbaar voor de politiehervorming, ook gemeentelijk. Ik vraag de minister om duidelijkheid te scheppen over de vraag hoeveel van die totale middelen effectief naar de gemeenten zullen gaan.

De politiehervorming moet gezamenlijk worden uitgevoerd door de ministers van Buitenlandse Zaken en Justitie. Hoe staat het met de samenwerking en met het overleg? Hoe wordt het Parlement daarbij betrokken?

Het totale budget bedraagt meer dan 94 miljard, de minister van Justitie beschikt over circa 50 miljard aan middelen. Hij mag geen fetisj maken van het inschrijven van dat bedrag in de begroting. De beschikbare middelen volstaan.

01.03 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): De verhoging van het justitiebudget bedraagt slechts 2,5 miljard; die verhoging is grotendeels bestemd voor lonen en voor de uitvoering van vroegere beslissingen. Voor extra beleidsdaden is weinig ruimte. Daarbij komt dat de toekomstige begroting onzeker is, omdat er geen meerjarenplan-Justitie is.

01.04 Ludwig Vandenhove (SP): Ik heb de posten Justitie en Veiligheid samengeteld. De middelen zijn beschikbaar. De ministers moeten daar nu ook inhoudelijk werk van maken.

qu'en fonction des efforts consentis par les communes, un partenariat financier soit établi entre le gouvernement fédéral et celles-ci afin de rencontrer les problèmes qu'elles connaissent. Il y va de la sécurité des pompiers.

Enfin, des difficultés peuvent surgir en raison des transformateurs à l'Ascarel. Je suggère un inventaire systématique de ce type d'équipements qui pose de délicats problèmes surtout en cas d'explosion. *(Applaudissements)*

01.02 Ludwig Vandenhove (SP): En 2001, la justice et la sécurité recevront 11 milliards de plus, ce qui représente une augmentation de 13% alors que l'augmentation est de 3,7% pour l'ensemble du budget. Nous félicitons le ministre du Budget pour cet effort. Les domaines prioritaires de la politique bénéficieront dès lors de moyens suffisants. J'estime qu'il serait intéressant de débattre régulièrement en assemblée plénière de sujets importants tels que la réforme des polices ou le plan de sécurité.

Le budget 2001 prévoit suffisamment de moyens pour la réforme des polices, même au niveau communal. Le ministre pourrait-il indiquer clairement quelle part de l'ensemble des moyens

La réforme des polices doit être réalisée conjointement par les ministres de l'Intérieur et de la Justice. Qu'en est-il de la coopération et la concertation entre ces ministres? Dans quelle mesure le Parlement y est-il associé?

Le budget global s'élève à 94 milliards, Le ministre de la Justice dispose de quelque 50 milliards. L'inscription de ce montant à son budget ne doit pas le rendre fétichiste. Les moyens dont-il dispose sont suffisants.

01.03 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): L'augmentation du budget de la Justice n'est que de 2,5 milliards qui seront essentiellement consacrés aux traitements et la mise en œuvre de décisions antérieures. Il ne subsistera qu'une faible marge de manœuvre pour des actions politiques supplémentaires. En outre, le futur budget n'est pas garanti parce qu'il n'existe pas de plan pluriannuel pour la Justice.

01.04 Ludwig Vandenhove (SP): J'ai fait l'addition des montants consacrés à la Justice et à la Sécurité. Les moyens sont disponibles et les ministres doivent mettre leur politique en œuvre.

Sommige zaken begrijp ik niet. Vorige week hielden we een minidebat over het asielbeleid. Vandaag spreekt de heer Tant er weer over ter gelegenheid van de begroting. Wat hij zei, is volledig anders dan wat vorige week de heer De Crem verklaarde.

01.05 Paul Tant (CVP): De context is anders, de teneur is dezelfde. Wijs ons anders de tegenstellingen eens aan.

01.06 Ludwig Vandenhove (SP): Deze regering probeert iets te doen aan het probleem. We moeten alleen nog zien hoe we uitgeprocedeerden menselijk kunnen opvangen.

Een aantal burgemeesters verzet zich tegen het gezag in plaats van zich als voorbeeld te gedragen. Het gaat daarbij vooral om CVP-burgemeesters. Dat is niet ernstig.

Minister Vande Lanotte moet ervoor zorgen dat er opvangplaatsen komen, welnu hij heeft ervoor gezorgd. Wie de vakantiecentra heeft verkocht, heeft geen belang.

Wij vragen een objectief debat, geen emotioneel en wij aanvaarden niet dat burgemeesters hun bevolking ophitsen. *(Applaus)*

01.07 Paul Tant (CVP): Waar heb ik minister Vande Lanotte in gebreke gesteld? Ik heb gezegd dat hij roeide met de riemen die hij heeft. Hij moet het echter alleen roeien.

Het verschil tussen deze en de vorige regering is dat deze regering erin slaagde het aantal asielzoekers te verdubbelen.

Het is normaal dat ik de verdediging van bepaalde burgemeesters op mij neem. Ik ben al 24 jaar burgemeester en wens vooraf van bepaalde beslissingen op de hoogte te worden gebracht, zodat ik de bevolking kan informeren en uitleggen dat solidariteit de enige mogelijke weg is.

01.08 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): De heer Vandenhove had het op vage wijze over een ontbrekende schakel. Het woord "uitwijzingen" is niet gevallen. Hij beschuldigt bepaalde mensen van demagogie. Minister Vande Lanotte gaf daarvan een staaltje toen hij zondag in *De Zevende Dag* verklaarde dat er dit jaar 20.000 uitwijzingen waren. Men komt nog niet aan de helft van dat aantal.

Certains éléments m'échappent. La semaine dernière, nous avons consacré un mini-débat à la politique d'asile. Aujourd'hui, M. Tant revient sur le sujet à l'occasion de la discussion du budget. Ses propos diffèrent totalement de ceux tenus par M. De Crem voici une semaine.

01.05 Paul Tant (CVP): Le contexte est aussi différent mais rien n'a changé quant au fond. Si tel n'était pas le cas, voudriez-vous nous indiquer où se situerait la contradiction.

01.06 Ludwig Vandenhove (SP): Le gouvernement s'efforce de remédier au problème. Il ne nous reste plus qu'à faire en sorte que la procédure réservée aux personnes arrivées en fin de procédure soit humaine.

Bien loin d'adopter une attitude exemplaire, des bourgmestres ont bravé l'autorité. La majorité de ces bourgmestres font partie du CVP. Ce n'est pas sérieux.

Le ministre Vande Lanotte doit veiller à ménager des sites d'accueil. C'est ce qu'il a fait. Il importe peu de savoir qui a vendu des centres de vacances.

Nous demandons un débat objectif et non pas émotionnel. Nous n'admettons pas que les bourgmestres ameutenent leur population. *(Applaudissements)*

01.07 Paul Tant (CVP): En quoi aurais-je dénoncé l'attitude du ministre Vande Lanotte? J'ai dit qu'il se débrouille avec les moyens dont il dispose mais il est isolé.

A la différence du gouvernement précédent ce gouvernement-ci réussit à faire doubler le nombre de demandeurs d'asile.

Il est normal que je prenne la défense de certains bourgmestres. J'exerce cette fonction depuis 24 ans déjà et je souhaite être averti préalablement de certaines décisions. Cela me permet d'informer la population et de lui expliquer qu'il n'y a pas d'autre voie que la solidarité.

01.08 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): M. Vandenhove avait vaguement parlé d'un chaînon manquant. Le terme « expulsion » n'a pas été prononcé. Il accuse certains de faire preuve de demagogie. Le ministre Vande Lanotte en a fourni un bel exemple dimanche dernier en déclarant lors de l'émission télévisée « De Zevende Dag » qu'il y avait eu 20.000 expulsions cette année. En réalité, on n'atteint pas la moitié de ce chiffre.

01.09 Ludwig Vandenhove (SP): Ik pleit voor een sereen en objectief debat, zonder emoties. De laatste dagen loopt het verkeerd.

01.10 Paul Tant (CVP): Maar het debat moet worden gevoerd.

01.11 Ludwig Vandenhove (SP): Mensen die het goed menen, moeten het debat voeren, het Vlaams Blok hoort daar niet bij. (*Applaus*)

01.12 Kristien Grauwels (AGALEV-ECOLO): Het valt mij op dat er geen bedrag is ingevuld voor het Vast Observatorium Migratie in de begroting. Dit observatorium moet de migratiestromen en de stijging van de asielvragen bestuderen en moet de klachten behandelen in verband met gesloten opvangcentra. Het observatorium maakt niet langer deel uit van het beleid en dat is jammer. In de commissie verklaarde de minister nochtans dat hijzelf het idee aanbracht.

De minister heeft verwezen naar de afspraak van de Ministerraad van 17 oktober, die het Observatorium onderbrengt bij het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding. Dat is verwonderlijk, omdat de andere aspecten van het migratiebeleid alle zijn ondergebracht bij Binnenlandse Zaken. Het lijkt logisch dat het Centrum klachten over de gesloten instellingen zou behandelen. Dat is niet het geval. Wel zal het de migratiestromen onderzoeken.

Ook de begroting van de premier voorziet niet in middelen voor extra personeel. Het Centrum krijgt daarnaast ook nog de discriminatie van vrouwen als bevoegdheid bij, alsook het Observatorium. Zal het al deze taken aankunnen zonder extra personeel? De middelen voor het Centrum moeten komen van de Nationale Loterij.

Migratie en asiel worden een belangrijk item tijdens het Belgisch voorzitterschap. Voordeel van een observatorium zou zijn dat alle gegevens geneutraliseerd worden.

De regering, geconfronteerd met een grote stroom asielzoekers, richt zich nu vooral op het zoeken van opvangplaatsen.

Dit zal de migratie niet automatisch stoppen. Migratie is zo oud als de mensheid. Niet elke

01.09 Ludwig Vandenhove (SP): Je plaide pour un débat serein et objectif, sans émotions. Ces derniers jours, nous avons assisté à certains dérapages.

01.10 Paul Tant (CVP): Ce débat doit pourtant avoir lieu.

01.11 Ludwig Vandenhove (SP): Le débat doit être mené par des gens bien intentionnés, catégorie dont le Vlaams Blok ne fait pas partie.

01.12 Kristien Grauwels (AGALEV-ECOLO): J'ai été frappée de constater que le budget ne prévoit aucun montant pour l'observatoire de l'immigration, qui devait être chargé d'étudier les flux migratoires et l'augmentation des demandes d'asile et d'examiner les plaintes relatives aux centres fermés. Nous regrettons cette absence de moyens. En commission, le ministre avait pourtant déclaré que l'idée de la création d'un laboratoire venait de lui.

Le ministre s'est référé à l'accord conclu au sein du Conseil des ministres du 17 octobre et qui prévoit le rattachement de l'Observatoire au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Les autres aspects de la politique d'immigration ayant été regroupés sous la houlette du ministre de l'Intérieur, ce rattachement nous surprend. A notre estime, il eut été logique que l'examen des plaintes relatives aux centres fermés soit confié au Centre qui sera cependant chargé d'étudier les flux migratoires.

Le budget du premier ministre ne prévoit pas non plus de moyens pour le recrutement de personnel complémentaire. Le Centre se voit pourtant confier des compétences complémentaires, comme la discrimination des femmes et, précisément, l'Observatoire. Pourra-t-il faire face à ses nouvelles missions sans renfort de personnel? Les moyens du Centre doivent provenir de la Loterie nationale.

La politique en matière de migration et d'asile constitue un enjeu important dans la perspective de la présidence belge de l'Union. La création d'un observatoire pourrait permettre la centralisation de l'ensemble des données.

Confronté à un afflux important de demandeurs d'asile, le gouvernement concentre actuellement son action sur la recherche de nouveaux sites d'accueil.

Cela n'arrêtera pas les flux migratoires qui ont existé de tout temps. S'il est vrai que toutes les

kandidaat-asielzoeker wordt erkend, maar asiel aanvragen is nog de enige mogelijkheid om Europa binnen te komen. Het gaat niet om criminelen, maar om mensen die ondraaglijke levensomstandigheden willen ontvluchten en een nieuw leven wensen te beginnen. Naast opvang is ook een langetermijnvisie nodig. Het Observatorium zou ook daarbij grote diensten kunnen bewijzen.

Waarom stellen we niet de vraag hoe we omgaan met de asielstromen? Een realistische en pragmatische visie moet de vraag stellen of wij deze mensen niet nodig zullen hebben. Misschien zal men nog immigranten gaan werven in de toekomst om onze sociale zekerheid te financieren.

De snelle oprichting van een observatorium is noodzakelijk om het debat over de migratie te stofferen. Wij zullen erop toezien dat dit gebeurt. *(Applaus)*

01.13 Denis D'hondt (PRL FDF MCC): Het twee weken geleden gehouden debat over de politiehervorming bewijst dat de minister van Binnenlandse Zaken hemel en aarde beweegt om aan de bekommernissen tegemoet te komen.

Dat bepaalde personen in hun slechte wil blijven volharden en voorhouden de beslissingen niet te begrijpen, wekt verwondering. Zelfs al is het voor sommigen moeilijk te aanvaarden dat deze hervorming - die een ware "primeur" is - door een liberale minister wordt geleid, toch moet de oppositie een constructieve houding aannemen.

De vrees voor een eenheidspolitie die bij sommigen leeft, is ongegrond. Zowel wat de leiding van de algemene directies als hun ondergeschikten betreft, zullen de evenwichten worden gerespecteerd.

De taalpariteit wordt geëerbiedigd. Voorts zullen de benoemingen waarvoor met de verscheidene evenwichten rekening wordt gehouden, binnen de vastgestelde termijnen plaatsvinden. Het is logisch dat de rijkswacht in de leidinggevende organen van de federale politie beter is vertegenwoordigd aangezien 85% van de functies door gewezen rijkswachters zal worden ingenomen.

Budgettair moet de hervorming voor de gemeenten een nuloperatie worden. Dankzij het provisiesysteem zullen zij immers over de vereiste middelen beschikken.

demandes d'asile ne sont pas accueillies favorablement, l'introduction d'une telle demande constitue l'unique moyen d'entrer en Europe. Les demandeurs d'asile ne sont pas des criminels mais des personnes cherchant à échapper à des conditions de vie insupportables et aspirant à un nouveau départ. Le gouvernement ne peut se contenter d'organiser l'accueil de ces personnes. Il doit également concevoir une politique migratoire à long terme et, à cet égard, l'observatoire pourrait se révéler très utile.

Pourquoi ne nous interrogeons-nous pas à propos de l'ampleur des flux migratoires? Dans une perspective réaliste et pragmatique, nous devons nous demander si nous ne serons pas confrontés, un jour, à la nécessité de recruter des migrants pour pouvoir continuer à financer notre système de sécurité sociale.

Le débat sur les phénomènes migratoires doit pouvoir être alimenté par un tel observatoire, qui doit être rapidement mis sur pied. Nous nous montrerons très vigilants à cet égard. *(Applaudissements)*

01.13 Denis D'hondt (PRL FDF MCC): Le débat relatif à la réforme des polices, voici quinze jours, a permis de constater que le ministre de l'Intérieur n'a pas ménagé ses efforts pour rencontrer les inquiétudes.

La mauvaise volonté persistante de certains, qui feignent de ne pas comprendre les décisions prises, a de quoi étonner. L'opposition doit se montrer constructive, même s'il est difficile pour certains d'admettre qu'un ministre libéral mène cette réforme sans précédent.

Les craintes de ceux qui craignent l'instauration, en fait, d'une police unique ne sont pas fondées. L'équilibre sera respecté au sein des directions générales et à leur tête.

La parité linguistique est respectée. Et ces nominations équilibrées interviendront dans les délais impartis. Il est logique de retrouver une proportion plus importante d'anciens gendarmes au sein des organes directeurs de la police fédérale: 85 % des effectifs de celles-ci seront, en effet, des anciens gendarmes.

La réforme devrait constituer une opération budgétaire neutre pour les communes. La technique des provisions devrait procurer aux communes les moyens nécessaires.

De minister heeft aangekondigd dat de regering van plan is concrete maatregelen te treffen om de budgetten aan te passen aan de behoeften van de onderscheiden zones. Het mag immers niet zijn dat de federale politie de grootste hap uit de begroting neemt. Dat is een conditio sine qua non om de vereiste interactie tot stand te brengen tussen de twee niveaus van de geïntegreerde politie. Tevens moeten er voldoende middelen worden uitgetrokken voor een hervorming van een dergelijke omvang.

De gemeentemandatarissen kunnen de begroting 2002 niet op een realistische basis opmaken, en blijven ongerust zolang de federale overheid de minimale personeelsbezetting van de lokale politie, de minimale begrotingsnormen, de regels voor de berekening en de verdeling van de dotaties onder de gemeenten, de betalingsmodaliteiten en de criteria en modaliteiten voor de betaling van de federale dotatie niet zal hebben vastgesteld.

Nog in verband met de veiligheid van de bevolking is de hervorming van de gemeentelijke brandweerdiensten en de operationele diensten van de civiele bescherming een dode letter gebleven. De enige verandering in de pijlpijn is dat beide diensten onder een gemeenschappelijke noemer worden gebracht : er komt een organigram met twee niveaus, een federaal en een lokaal niveau.

De operationele eenheden van de civiele bescherming, die gedecentraliseerd werken in de provincies, vormen een federale dienst met specifieke taken. De brandweerdiensten worden per zone georganiseerd, met als ruggengraat het beheers- en het technische comité en een provinciaal comité.

Voor de radiocommunicatie worden de hulpdiensten aangesloten op het Astrid-netwerk. Het coördinatie- en crisiscentrum van de regering neemt ook politionele acties in haar takenpakket op met het oog op een proactief beleid inzake planning en rampenplannen.

Verheugend is ook dat de actieradius van de civiele hulpdiensten niet langer beperkt is tot het Belgische grondgebied. Er komen meer opdrachten in het buitenland, in nauwe samenwerking met de departementen Landsverdediging en Buitenlandse Zaken.

De actoren in het veld en onze medeburgers maken zich aanhoudend kopzorgen over dit hervormingsproject.

Le ministre a annoncé l'intention du gouvernement de prendre des mesures concrètes pour adapter les budgets aux besoins des zones. Il importe, en effet, de ne pas consacrer l'essentiel du budget à la police fédérale, c'est la condition nécessaire à l'interaction qui doit exister entre les deux niveaux de la police intégrée. Il importe également que des moyens budgétaires suffisants soient consacrés à une réforme d'une telle envergure.

Les mandataires communaux ne pourront déterminer de manière réaliste le budget 2002 et resteront inquiets tant que le fédéral n'aura pas fixé l'effectif minimal du personnel des zones de police locale, les normes budgétaires minimales, les règles de calcul et de répartition des dotations aux communes, leurs modalités de paiement et les critères et modalités pour le versement de la dotation fédérale.

En matière de sécurité civile, la réforme des services d'incendie communaux et des services opérationnels de la Protection civile est restée lettre morte. Le seul changement prévu est la réunion de ces services sous un dénominateur commun, les deux services se trouvant dans une organisation à deux niveaux, l'un fédéral, l'autre local.

Les unités opérationnelles de la Protection civile, décentralisées en province, formeront une force fédérale avec des missions spécifiques, tandis que, pour les services d'incendie, des comités de gestion et technique et un comité provincial seront les axes de leur répartition en zones.

Quant à la radiocommunication, à l'appel du personnel et aux appels d'urgence, les services de secours seront raccordés au réseau Astrid. Le Centre gouvernemental de coordination et de crise étendra ses missions vers des aspects policiers pour réaliser une politique proactive en matière de planification et de plan catastrophe de la Protection civile.

On peut se réjouir que le terrain d'action des services civils de secours ne se limite plus au territoire belge. Les missions à l'étranger s'intensifieront en synergie avec les départements de la Défense et des Affaires étrangères.

Ce projet de réformes correspond à un souci constant des acteurs de terrain et de nos concitoyens.

Ik kom nu op het asielbeleid, en zal meer bepaald het regularisatiebeleid aansnijden. Volgens het door de regularisatiecommissie aangenomen beheersplan moet de commissie haar werkzaamheden op 1 juni 2001 afronden. Op 10 november jongstleden keurde de Ministerraad de krachtlijnen van de hervorming van de procedure goed. Begin 2001 zal het Parlement hierover debatteren. Het is de bedoeling dat België een evenwichtige, maar ook rigoureuze wetgeving op dat gebied krijgt, want ten slotte kan ons land al het leed in de wereld niet alleen torsen. Wij zullen zeer actief moeten meewerken aan de conferentie over immigratie die de minister van Binnenlandse Zaken tijdens het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie in samenwerking met de Europese Commissie zal organiseren. De Raad moet binnen vijf jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag van Amsterdam beslissen over maatregelen betreffende vluchtelingen en *displaced persons* en het immigratiebeleid.

Onze fractie steunt het regeringsbeleid, dat de mensenrechten eerbiedigt, en schril afsteekt tegen de slappe hand van de vorige regering. (*Applaus*)

01.14 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Vorige week nog konden we uitvoerig debatteren over de politiehervorming. Ik blijf erbij dat we de kans missen om deze hervorming behoorlijk door te voeren. Wij beschouwden allemaal de geïntegreerde politie op twee niveaus als een ideaalbeeld. De wijze waarop men de hervorming heeft aangepakt, is echter niet de goede.

Wij hebben aanvankelijk geprobeerd constructief mee te werken, maar wij vonden geen bereidheid om naar de oppositie te luisteren.

Wij staan op veertien dagen voor de inwerkingtreding van de politiehervorming en op drie maanden van de invoering van het nieuw personeelsstatuut. Er moet nog een mammout-KB komen voor het politiestatuut, de mozaïekwet en de frescowet, de tuchtwet moet hervormd worden en over de pensioenen bestaat vandaag nog geen zekerheid. Er blijven dus heel wat onduidelijkheden over.

De gemeenten weten nog niet wat hun financiële bijdrage zal zijn. Dat heeft niets te maken met tijdsdruk. De onderhandelingen met de vakbonden lagen 4 à 5 maand stil, tot na de gemeenteraadsverkiezingen.

J'en viens à la politique d'asile et, tout d'abord, à la politique de régularisation.

Selon le plan de gestion approuvé par la Commission de régularisation, les travaux de celle-ci doivent être achevés au 1^{er} juillet 2001. Quant à la réforme de la procédure, deuxième pilier de cette politique, le Conseil des ministres en a approuvé les lignes de force, le 10 novembre dernier, et le Parlement en débattit début 2001, afin que la Belgique ait une législation équilibrée mais ferme, car elle ne peut supporter seule le malheur du monde. Nous devons être très actifs lors de la Conférence sur l'immigration qui sera organisée par le ministre de l'Intérieur en collaboration avec la Commission européenne pendant la présidence belge de l'Union. Le Conseil de l'Union européenne doit, dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam, décider notamment des mesures relatives aux réfugiés et personnes déplacées et à la politique d'immigration (conditions d'entrée et de séjour).

Notre groupe soutiendra la politique respectueuse des droits de l'homme du gouvernement, qui contraste avec l'attitude timide et inefficace des gouvernements antérieurs. (*Applaudissements*)

01.14 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): La semaine dernière, nous avons encore eu l'occasion de débattre de manière approfondie de la réforme des services de police. Je maintiens que nous avons laissé passer l'occasion de mettre correctement en œuvre cette réforme. Nous considérons tous la police intégrée à deux niveaux comme une image idéale. La manière dont cette réforme a été préparée laisse cependant à désirer.

Initialement, nous avons essayé de collaborer de manière constructive mais la majorité ne semblait guère disposée à prêter l'oreille à l'opposition.

Nous sommes à deux semaines de l'entrée en vigueur de la réforme des services de police et à trois mois de la mise en œuvre du nouveau statut du personnel. Un arrêté royal mammoth doit encore être pris en ce qui concerne le statut de la police. Les lois qui tiennent de la mosaïque et de la fresque, ainsi que la législation disciplinaire doivent encore être réformées et il subsiste encore des imprécisions à propos du régime de pension des membres de la future police intégrée.

Les communes ignorent toujours quelle sera leur participation financière dans l'opération. Cette absence d'information est totalement étrangère à un éventuel problème de manque de temps. Les négociations avec les syndicats ont été

interrompues pendant 4 à 5 mois, jusqu'au lendemain des élections communales.

Wij hadden al een paar topbenoemingen, maar de belangrijkste, van de Dirjds, moeten nog volgen. Over de *assessment*-procedure heerst heel wat onduidelijkheid. Over fraude wil ik het niet hebben. Minister Van den Bossche gaf vorige week toelichting en De Witte en Morel heeft een gedegen reputatie. Vraag is of de *assessment*-procedure wel de juiste is. De verschillen tussen rijkswacht enerzijds en gerechtelijke politie en gemeentepolitie anderzijds zijn groot. Het is normaal dat de rijkswacht beter scoort op managementkwaliteiten, omdat discipline en leiding geven centraal staan in de rijkswachtopleiding. Dat doet geen afbreuk aan de verdiensten van de andere politiediensten. De *assessment*-procedure biedt geen garanties voor een efficiënt werkend politieapparaat vanaf 1 januari.

S'il a déjà été procédé à plusieurs nominations à la tête de la nouvelle structure, il doit encore être pourvu aux postes les plus importants, ceux de DIRJUD. A propos de la procédure d'évaluation, de nombreuses incertitudes subsistent. A mes yeux, il ne saurait être question de fraude : la semaine dernière, le ministre Vandebossche s'est expliqué devant nous et le cabinet *Dewitte et Morel* jouit d'une excellente réputation. La question qui se pose est de savoir si la procédure d'évaluation constituait le bon choix. Les différences entre la gendarmerie, d'une part, et les polices judiciaire et communale, d'autre part, sont considérables. La formation de gendarme accordant une importance considérable à la discipline et la capacité de diriger, il est normal que la gendarmerie réalise un meilleur score dans le cadre de l'évaluation des qualités de management des candidats. Ce constat ne remet nullement en cause les mérites des autres services de police. La procédure d'évaluation n'offre aucune garantie quant à l'efficacité de l'appareil policier à partir du 1^{er} janvier.

Tijdens de Octopusonderhandelingen sprak men over een kostprijs van 5 miljard frank. Bij zijn aantreden sprak de minister van Binnenlandse Zaken over 8 miljard frank. Nu zou een bedrag van 18,4 miljard frank niet meer volstaan. Is het ASTRID-communicatiesysteem daarin begrepen? Wat met de gemeentelijke gebouwen? De onduidelijkheid ligt aan de uitvoering, niet aan het akkoord.

A l'occasion des négociations octopartites, on a parlé d'un coût de cinq milliards de francs. Au moment de son entrée en fonction, le ministre de l'Intérieur a cité le chiffre de 8 milliards de francs. A présent, un montant de 18,4 milliards de francs serait insuffisant. Le système de communication ASTRID est-il inclus dans ce montant? Qu'en est-il des bâtiments communaux? La mise en œuvre de l'accord, et non l'accord lui-même, serait source d'imprécision.

Mijn standpunt over het arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde blijft ongewijzigd: we zetten een stap achteruit. Asse zal vanuit Brussel worden gedirigeerd en de faciliteiten zullen worden uitgebreid. Als de CVP een duidelijkere houding had aangenomen, dan hadden we misschien wat meer bereikt.

En ce qui concerne l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, je confirme mon analyse antérieure : l'opération en cours constitue une régression. Les services desservant la commune d'Asse seront dirigés au départ de Bruxelles et les facilités seront étendues. Si le CVP avait adopté une attitude plus claire, nous aurions pu obtenir davantage.

01.15 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): De houding van de heer Pieters was verwarrend. Hij toonde zich aanvankelijk positief, maar wilde de toelichting van de minister afwachten. Later bleek dat het niet goed zat met de hervorming.

01.15 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): L'attitude de M. Pieters est troublante. Il a d'abord adopté une position favorable, mais il souhaitait attendre les explications du ministre. Plus tard, il s'est avéré que la mise en œuvre de la réforme connaissait des ratés.

Het echte probleem deed zich voor in het Vlaams Parlement, waar de VU & ID in één dag tijd een bocht van 180 graden namen. Indien zij voor de motie hadden gestemd, had deze aangelegenheid op het Overlegcomité kunnen worden gebracht en

Le vrai problème s'est posé au Parlement flamand où les membres de la VU & ID ont opéré un revirement de 180° en une journée. S'ils avaient voté pour la motion, cette affaire aurait pu être inscrite à l'ordre du jour du Comité de concertation

geblokkeerd. Die dubbelzinnigheid van de VU hangt samen met het feit dat ze hier in de oppositie en in het Vlaams Parlement in de meerderheid zit.

01.16 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): De heer Laeremans noch zijn partij hebben het alleenrecht op de Vlaamse zuiverheid. Ik ben het beu om uit zijn hoek voortdurend lessen in Vlaamsgezindheid te moeten krijgen. Het stoort het Blok blijkbaar dat de VU de Vlaamse belangen consequent blijft verdedigen. *(Protest van de heer Laeremans)*

De Vlamingen zullen op hun tellen moeten passen inzake Brussel. Ik heb al vroeger op het sluipend gevaar gewezen dat men de tweetaligheid in Brussel wil uithollen. Wij zullen ons daartegen blijven verzetten. *(Protest van de heer Laeremans)*

Ik wil het nog even hebben over het asielbeleid. Het uitwijzingsbeleid hapert. Sinds 1 juli 2000 werden er 2242 asielzoekers afgewezen en uitgewezen. Dat is amper de helft van de hoeveelheid die zich vorige maand heeft aangemeld. Dat is toch een onhoudbare situatie.

Waarom faalt ons asielbeleid en is België zo aantrekkelijk voor asielzoekers? De criteria om Belg te worden in de snel-Belg-wet zijn onvoldoende: er wordt geen enkele integratiebereidheid geëist. De regularisatiecampagne heeft bovendien duizenden – terecht – de mogelijkheid gegeven zich te regulariseren. We hebben al jarenlang OCMW-steun gegeven en dat zal nog maandenlang een aanzuigeffect blijven hebben. Engeland blijft aantrekkelijk voor asielzoekers en hoort niet bij de Schengen-groep, waardoor België een echt doorvoerland werd. Het migratieprobleem moet Europees worden aangepakt. Samenwerking binnen de EU is nodig.

De lange asielprocedure is tevens aanleiding van het aanzuigeffect. De procedure zal worden verkort. Het commissariaat-generaal en de dienst Vreemdelingenzaken zullen worden versmolten, maar de beroepsinstanties zullen worden overladen. Er werd een haalbaarheidsstudie uitgevoerd in verband met de op stapel staande vernieuwingen. Technici menen dat die niet

et y être bloquée. Cette ambiguïté de la VU est liée au fait qu'elle est dans l'opposition au Parlement fédéral alors qu'elle se trouve dans la majorité au Parlement flamand.

01.16 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Ni M. Laeremans ni son parti n'ont le monopole de la pureté flamande. J'en ai assez de recevoir continuellement des leçons de militantisme flamand de leur part. Manifestement, cela gêne le Blok que la VU persiste à assurer une défense démocratique des intérêts flamands. *(Protestations de M. Laeremans).*

Les Flamands devront être sur leurs gardes concernant Bruxelles. J'ai déjà averti par le passé contre le risque insidieux d'une politique visant à faire disparaître le bilinguisme à Bruxelles. Nous ne cesserons jamais de nous y opposer. *(Protestations de M. Laeremans)*

Je voudrais encore dire quelques mots de la politique d'asile. La concrétisation du volet expulsions de cette politique bipolaire est laborieuse. Depuis le 1^{er} juillet 2000, 2 242 demandeurs d'asile ont été refusés et expulsés. Cela ne représente même pas la moitié du nombre de demandeurs qui se sont présentés le mois dernier. Avouez que c'est une situation impossible !

Pourquoi notre politique d'asile échoue-t-elle et pourquoi la Belgique est-elle si attrayante pour les demandeurs d'asile ? Les critères auxquels il faut satisfaire pour devenir Belge dans la loi de naturalisation accélérée sont insuffisants : aucune volonté d'intégration n'est exigée des demandeurs. En outre, l'opération de régularisation a permis, à juste titre, à des milliers d'étrangers de régulariser leur situation. Nous avons accordé à ces personnes une aide CPAS pendant des années et cette approche créera encore pendant plusieurs mois un appel d'air. L'Angleterre demeure attrayante pour les demandeurs d'asile alors qu'elle ne fait pas partie du groupe Schengen, ce qui a eu pour effet de faire de la Belgique un vrai pays de transit. Il convient de remédier à ce problème des flux migratoires à l'échelon européen. Et une coopération en cette matière au sein de l'Union Européenne s'impose. .

La longueur de la procédure d'asile est également à l'origine de l'appel d'air. La procédure sera écourtée. Le commissariat général et l'office des étrangers seront fusionnés, mais les instances de recours seront surchargées. Une étude de faisabilité concernant les réformes en chantier a été effectuée. Les techniciens estiment que ces réformes ne sont pas réalisables et qu'elles seront

haalbaar zijn en bovendien ontzettend duur. Klopt het dat uit die haalbaarheidstudie blijkt dat de vereenvoudiging van de procedure een hele dure zaak zal zijn?

De top van de Regularisatiecommissie en van de dienst Vreemdelingenzaken is van PS-signatuur, respectievelijk de heer Coppens en de heer Schwebach. Is dat wel een gezonde situatie?

Twee Vlaamse topambtenaren van de Regularisatiecommissie hebben ontslag genomen, uit onvrede met de heer Coppens. Een – Vlaamse – vervanger die als vice-voorzitter werd genoemd, heeft ondertussen ook al problemen met de heer Coppens. Zegt zo iets niet veel over de heer Coppens?

Het asielbeleid beroert in Vlaanderen de gemoederen. Het Vlaams Blok misbruikt die wrevel bij de bevolking op diabolische wijze, daarin spijtig genoeg achterna gelopen door de CVP'er De Crem. Gelukkig liet de heer Tant vandaag een ander geluid horen. De heer Tant week inhoudelijk niet sterk af van de heer De Crem, maar de toon van de laatste is wel anders. De persoonlijke profileringsdrang van de heer De Crem is ronduit ongezond.

Het asielbeleid faalt. In oktober 2001 zullen wij het asielbeleid opnieuw evalueren, maar als de balans dan negatief is, zullen wij eisen dat daaruit conclusies worden getrokken.

01.17 Jef Tavernier (AGALEV-ECOLO): De heer Van Hoorebeke wijst op de falende procedures en de onvolkomen opvang, maar zelfs de beste asielprocedures en opvang lossen het migratieprobleem niet op. Zolang er niets wijzigt in de verhouding tussen rijk en arm, zal het probleem blijven bestaan. Die kloof moet worden gedicht.

01.18 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Natuurlijk beseffen wij dat de problemen in de emigratielanden moeten worden opgelost.

01.19 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): Die onzin hoor ik nu al jaren. Moeten de 350 miljoen Europeanen de miserie van 6 miljard wereldburgers oplossen vóór ze de deuren van Europa mogen dichtslaan?

01.20 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): U klaagt alleen maar aan, wij dragen oplossingen aan, dat is het verschil tussen Vlaams Blok en VU.

d'autre part extrêmement onéreuses. Est-il exact qu'il ressort de l'étude de faisabilité que la simplification de la procédure coûtera très cher?

MM. Coppens et Schwebach, qui se trouvent respectivement à la tête de la Commission de régularisation et de l'Office des étrangers, sont d'obédience socialiste. Une telle situation est-elle saine?

Deux fonctionnaires dirigeants de la Commission de régularisation ont démissionné en raison de leurs divergences de vues avec M. Coppens. Un remplaçant flamand nommé à la fonction de vice-président a également déjà des problèmes avec M. Coppens. Tout cela n'est-il pas révélateur de la personnalité de M. Coppens?

En Flandre, la politique d'asile est au centre de toutes les discussions. Le Vlaams Blok exploite éhontément le mécontentement de la population. M. De Crem lui emboîte hélas le pas. M. Tant a heureusement tenu des propos différents aujourd'hui. Même si le discours de M. Tant est proche de celui de M. De Crem sur le plan du contenu, le ton employé par ce dernier est différent. Le besoin qu'éprouve M. De Crem de se profiler est véritablement malsain.

Notre politique d'asile est un échec. Le ministre l'a admis. Nous allons à nouveau soumettre la politique d'asile à une évaluation en octobre 2001. Si le bilan est encore négatif, nous en tirerons les conclusions qui s'imposent.

01.17 Jef Tavernier (AGALEV-ECOLO): M. Van Hoorebeke attire l'attention sur les problèmes de procédure et sur la qualité de l'accueil. Mais même des procédures et un accueil parfaits ne permettent pas de résoudre le problème de l'immigration. Le problème subsistera tant qu'existera le fossé entre pays riches et pays pauvres. C'est ce fossé qu'il faut combler.

01.18 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Nous comprenons évidemment qu'il faille résoudre les problèmes dans les pays d'origine des immigrants.

01.19 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): J'entends répéter ces propos insensés depuis des années. Les 350 millions d'Européens devront-ils la misère de 6 milliards d'individus avant de pouvoir refermer les portes de l'Europe ?

01.20 Karel Van Hoorebeke (VU&ID): Vous vous bornez à dénoncer. Nous proposons des solutions. Voilà la différence entre le Vlaams Blok et la VU.

01.21 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): Het verschil tussen ons beiden is dat wij bij elke verkiezing groeien, terwijl jullie blijven krimpen. Zo reageert de kiezer op ons verschil in benadering.

01.22 Marcel Hendrickx (CVP): Ik zal mij beperken tot preventie en veiligheidscontracten enerzijds en de civiele bescherming anderzijds.

Vorig jaar kondigde de minister aan de veiligheidscontracten te zullen doorlichten. Dit is nog altijd niet gebeurd, wat in onzekerheid bij alle actoren resulteert. De minister heeft in afwachting van die doorlichting de contracten maar met zes maanden laten verlengen. Wat is de toekomst van die veiligheidscontracten? Zullen zij via een aparte dotatie betaald blijven of zal hun financiering deel gaan uitmaken van het totaal pakket?

Hoe ziet de minister de relatie politie- en veiligheidscontracten ten opzichte van de politiezones? Wat is het resultaat van de studies daaromtrent? Wat stelt de minister voor?

De civiele veiligheid is met deze minister eindelijk eens op het voorplan gekomen. Anderzijds stellen we vast dat de voorstellen voor de brandweer en de civiele bescherming eigenlijk onaanvaardbaar zijn. De brandweerkorpsen protesteren tegen hun opslorping in de lokale politie. Dat preventie onder meer rond vuurwerkbedrijven zoals in Enschede vooral een zaak is van Economische Zaken, is onjuist. De brandweer wordt te weinig ondersteund om preventief te kunnen optreden. De brandweer zou voor elk groot bedrijf en elk risicogebouw, en niet alleen voor Seveso-bedrijven, over digitale interventieplannen moeten kunnen beschikken, die vanuit de commandowagens kunnen worden geraadpleegd.

Het is een goede zaak dat er werkgroepen zullen starten ter hervorming van de brandweer en civiele bescherming. Ik mag hopen dat de informatie over de werkzaamheden van deze studiegroepen vlot doorsijpelt naar alle geïnteresseerden.

Ondertussen moet een aantal concrete problemen bij de brandweer dringend worden opgelost: vrijwilligers wachten nog altijd op een eigen statuut, terwijl de statutaire brandweelrui op een herziening van hun statuut hopen. Waarom blijven deze dossiers zo lang aanslepen? Ook inzake de zone-

01.21 Gerolf Annemans (VLAAMS BLOK): La différence entre nos deux partis, c'est que nous croissons à chaque scrutin alors que vous ne cessez de régresser. Voilà comment l'électeur réagit à la différence entre nos approches.

01.22 Marcel Hendrickx (CVP): Je me limiterai aux contrats de prévention et de sécurité d'une part et à la protection civile de l'autre.

L'an dernier, le ministre avait annoncé qu'il examinerait à fond les contrats de sécurité. Cela n'a toujours pas été fait ce qui plonge tous les responsables concernés dans l'insécurité. En attendant cet examen approfondi, le ministre a prorogé les contrats de six mois. Quel avenir sera réservé à ces contrats de sécurité ? Continuera-t-on à les financer par le biais d'une dotation spécifique ou leur financement sera-t-il intégré dans l'enveloppe globale ?

Comment le ministre perçoit-il les rapports entre les contrats de police et de sécurité et les zones de police ? A quels résultats ont abouti les études menées à ce sujet ? Que propose le ministre ?

La protection civile est finalement parvenue à se mettre d'accord avec l'actuel ministre sur un avant-projet. Nous constatons néanmoins que les propositions sont en fait inacceptables pour les services d'incendie et pour la protection civile. Les corps de pompiers s'opposent à leur absorption par la police locale. Il est faux d'affirmer que la prévention relative aux entreprises de pyrotechnie, comme à Enschede par exemple, ressortit davantage à la compétence des Affaires économiques. Les services d'incendie n'obtiennent pas suffisamment de soutien pour effectuer des opérations de prévention. En dehors des entreprises classées dans la catégorie Seveso, les pompiers devraient pouvoir disposer pour chaque grande entreprise et bâtiment à risque d'un plan d'intervention numérique qui pourrait être consulté dans les véhicules d'intervention.

Je me réjouis à l'idée que les groupes de travail entameront leurs travaux en vue de la réforme des services d'incendie et de la protection civile. J'espère que les informations concernant les travaux de ces groupes d'étude seront communiquées sans difficultés aux intéressés.

Dans l'intervalle, il faut rapidement résoudre un certain nombre de problèmes auxquels les services d'incendie sont confrontés. Ainsi, des volontaires attendent toujours d'obtenir un statut propre alors que les pompiers statutaires espèrent la révision de leur statut. Pourquoi ces dossiers sont-ils laissés au

indeling is er nog altijd geen bruikbare herschikking voorgesteld.

De reglementering van de brandweerorganisatie is verouderd: ze dateert uit 1967! De noden zijn ondertussen toch wel sterk veranderd. Ook voor het zogenaamd brandvoorbereidend werk moeten kredieten worden uitgetrokken. Ik heb ter zake een amendement op de begroting voorgesteld.

De gemeenten betalen zeer verschillende bedragen voor hun brandweerkorpsen. De gouverneurs bepalen de indeling en de betaling van de korpsen. Dat is echter een onduidelijk kluwen. Ik vraag de minister uitdrukkelijk meer aandacht te besteden aan de brandweer. De basis gaat bovendien niet akkoord met uw voorstellen. (*Applaus*)

01.23 Minister **Antoine Duquesne** (*Frans*) : Men heeft een diepgaand debat gevraagd. Aan dergelijke debatten geen gebrek, heb ik zo de indruk de laatste tijd, zowel in de plenaire vergadering als in de commissie.

Ik ben blij dat men in het kader van deze begrotingsbespreking een fikse verhoging van de middelen voor veiligheid en binnenlandse aangelegenheden vaststelt, hoewel we dit keer geen meerkosten wegens Euro 2000 of verkiezingen moeten incalculeren.

Er moet rekening worden gehouden met de uitkomst van de onderhandelingen met de vakbondsorganisaties, waarbij mensen die een gevaarlijk beroep uitoefenen, genoegdoening hebben gekregen en waardoor wij ook hogere eisen kunnen stellen op het stuk van kwaliteit.

De minister van Begroting heeft een inspanning gedaan. Hij mag nog meer inspanningen leveren, want als het om de veiligheid gaat, is het nooit genoeg. Ik ben vastbesloten een en ander uit te klaren. Ik heb met burgemeesters uit alle provincies en Brussel gesproken, en die contacten zijn voor iedereen nuttig geweest.

Voor de hervorming van de politiediensten zitten we perfect op schema, en vanaf volgend jaar kan dit zelfs in een stroomversnelling geraken. Wij hebben werkgroepen ingesteld en uitvoerig overleg gepleegd om tot de beste oplossingen te komen.

Ik begrijp de ironie van de heer Tant met betrekking tot de studies die we hebben laten uitvoeren niet zo goed.

placard ? Par ailleurs, la répartition en zones n'a toujours pas fait l'objet d'un ajustement approprié.

La réglementation relative à l'organisation des services d'incendie est obsolète. En effet, elle remonte au moins à 1967 ! Depuis lors, les besoins ont tout de même fortement changé. Il faudrait également dégager des crédits destinés aux activités préparatoires. A ce sujet, j'ai d'ailleurs déposé un amendement au budget.

Les communes destinent certains crédits à leur service d'incendie. Les gouverneurs déterminent la répartition et la rétribution de ces corps. La confusion règne. Je demande au ministre de consacrer davantage d'attention aux services d'incendie. En outre, la base est opposée aux propositions. (*Applaudissements*)

01.23 **Antoine Duquesne**, ministre (*en français*) : On a réclamé un débat fondamental. Depuis quelques temps, j'ai l'impression de ne pas en manquer, en séance plénière comme en commission.

Dans le cadre de cette discussion budgétaire, je me réjouis que l'on constate une augmentation substantielle des montants consacrés à la sécurité et à l'Intérieur, bien que nous n'ayons pas de surcoût dû à l'Euro 2000 ni d'élections en perspective.

Il faut tenir compte des négociations menées avec les organisations syndicales, qui ont permis de donner satisfaction à des personnes qui exercent un métier dangereux et qui nous permettront aussi d'avoir d'autant plus d'exigences en termes de qualité.

Le ministre du Budget a consenti certains efforts ; il serait bon qu'il en fasse encore parce que, dans le domaine de la sécurité, on n'en fait jamais assez. Je suis décidé à faire la clarté ; j'ai rencontré les bourgmestres de toutes les provinces et de Bruxelles et ces contacts ont été utiles à tout le monde.

En ce qui concerne la réforme des polices, le timing prévu est parfaitement respecté et sera même accéléré à partir de l'année prochaine. Nous avons installé des groupes de travail et procédé à de larges concertations pour trouver les solutions les plus adéquates.

Par ailleurs, je comprends mal l'ironie de M. Tant quant aux études que nous avons fait réaliser.

Elk jaar wordt een dertigtal miljoen frank besteed aan studies van universitaire instellingen, zoals de KUL, de Ulg, de Facultés de Namur, enz. Aan een universiteitsprofessor werd gevraagd een studie uit te voeren naar wat de cultuur van de federale politie moet zijn. Ik vind daar niets belachelijks aan, wat de heer Tant er ook moge van denken.

Wat de installatie betreft van de beide politiekorpsen, namelijk de federale en de lokale politie, moet de chronologie worden gerespecteerd en moet met een aantal omstandigheden rekening worden gehouden. Men heeft dan ook gewacht tot de nieuwe gemeenteraden zullen zijn geïnstalleerd. Inzake de benoemingen, was er een advies van de Raad van State en werd met alle opmerkingen rekening gehouden. Er lijkt enige ongerustheid te zijn omdat wij met de oude traditie van politieke benoemingen en vriendjespolitiek hebben gebroken. Sommigen hebben niet gearzeld om bewust een onjuist beeld van de gedeeltelijke resultaten te schetsen. Wij zijn erin geslaagd tot een taalpariteit en een vertegenwoordiging van alle korpsen te komen. Kritiek uiten op de politiediensten is makkelijk, maar als men ze nodig heeft, is men blij dat zij er zijn. Ik zou willen dat men een en ander wat positiever zou benaderen.

Wij vorderen goed. De mozaïekwet zal morgen in de Senaat worden aangenomen, het "Mammoetbesluit" zal door de Raad van State worden teruggezonden en worden gepubliceerd ; de minister van Pensioenen zal binnenkort een wetsontwerp dienaangaande indienen.

Er zullen provisies worden gestort aan de gemeenten, waardoor zij de installatie van de gemeentepolitie gaandeweg zullen kunnen financieren. In het kader van de tenuitvoerlegging van de hervorming zal het principe van de nuloperatie voor de gemeenten worden gerespecteerd. In een eerste fase zullen het personeel, de uitrusting, de volle eigendom van de rijkswachtgebouwen en de daarmee verband houdende middelen worden overgeheveld.

Ten slotte zullen alle middelen die noodzakelijk zijn voor het garanderen van de continuïteit van de veiligheidscontracten worden overgeheveld. Sommigen hebben zelfs de vraag gesteld of niet moet worden voorzien in de perequatie van de aan de gemeenten toegekende dotatie, aangezien er ook een perequatie van de federale begroting voor veiligheid zou komen.

De veiligheidscontracten zullen tot eind 2001 worden gehandhaafd. De structuren zullen worden gewijzigd, maar de middelen zullen volledig worden

Chaque année, une trentaine de millions sont consacrés à des études d'institutions universitaires : à la KUL , à l'Ulg, aux Facultés de Namur notamment. Une étude a-t-elle été demandée à un professeur d'université concernant la culture qui devrait être celle de la police fédérale. Je ne trouve rien de ridicule à cela, n'en déplaise à M. Tant.

Il faut respecter, dans le cadre de l'installation des deux polices, fédérale et locale, une chronologie et des conditions. Aussi a-t-on attendu que les nouveaux conseils communaux soient installés.

En ce qui concerne les nominations, il y a eu un avis du Conseil d'État et toutes les observations ont été suivies et respectées. On semble s'inquiéter parce que nous sommes sortis des petites habitudes des nominations politiques et des copinages. Certains même n'ont pas hésité à faire une présentation malhonnête des résultats partiels. Tout notre travail a abouti à une parité linguistique et à une représentation de tous les corps. On peut critiquer les services de police mais, quand on en a besoin, on est heureux de les voir. Je voudrais qu'il y ait une culture un peu plus positive en ce domaine.

Les choses avancent. La loi mosaïque sera votée demain au Sénat, l'arrêté « Mammouth » va revenir du Conseil d'État et sera publié ; mon collègue des Pensions déposera bientôt un projet en cette matière.

Des provisions seront versées aux communes, leur permettant de faire face de façon progressive à la mise en place des polices communales. Le principe de neutralité pour les communes sera respecté dans la mise en œuvre de la réforme. Dans un premier temps, on transférera le personnel, l'équipement, la pleine propriété des bâtiments de la gendarmerie et les moyens y afférents.

Enfin, on va transférer tous les moyens indispensables pour assurer la continuité des contrats de sécurité. Certains ont posé la question de savoir s'il ne fallait pas prévoir la péréquation de la dotation accordée aux communes? dès lors qu'il y aurait péréquation du budget en matière de sécurité au niveau fédéral.

Les contrats de sécurité seront maintenus jusqu'à fin 2001. Une modification interviendra au niveau des structures, mais les moyens seront totalement

ge vrijwaard. De uitgevoerde evaluatie is zeer nuttig omdat zij het mogelijk heeft gemaakt een en ander op gemeentelijk niveau bij te sturen.

Onze collega de heer Smets had het over het asiel en de immigratie. Wat zijn ironische opmerking over de regenboogcoalitie betreft, wil ik hem erop wijzen dat een mooie regenboog zowel zon als regen vereist. Eenieder heeft zijn persoonlijke voorkeur. De uiteenlopende inbreng van de diverse componenten bepaalt de schoonheid en tevens de moeilijkheid van dit beleid.

Inzake immigratie levert België al een aanzienlijke inspanning. Het immigratiedossier moet op het niveau van de EU worden bestudeerd. Ik ben van plan er in het kader van het Belgisch voorzitterschap een belangrijke conferentie aan te wijden.

Het aantal vluchtelingen dat in België aanklopt, ligt hoog. Burgemeesters bevestigden mij onlangs dat als de vluchtelingenstroom bovenmatige proporties aanneemt, voor hevige reacties moet worden gevreesd.

Aangezien we terzake niet over betrouwbare cijfers beschikken, kan moeilijk een vergelijking van de situatie in de verschillende Europese landen worden gemaakt.

De Belgische houding heeft een rechtstreekse weerslag op de instroom van buitenlanders. Toen bekend werd dat België de financiële steun door hulp in natura zou vervangen, vertrokken velen snel richting ons land om nog de oude regeling te kunnen genieten. Wij zullen politionele maatregelen nemen om die toevloed in te dijken.

Het aangekondigde beleid krijgt stilaan vorm.

De achterstand is al meer dan half ingehaald wat de dienst Vreemdelingenzaken betreft. De regularisaties stromen nu massaal toe op mijn kabinet en alles zal binnen de gestelde termijn worden afgehandeld, al zijn er nog een aantal hoofdzakelijk psychologische probleempjes.

De ministerraad keurt vrijdag het wetsontwerp betreffende de hervorming van het asielbeleid goed; het wordt onverwijld overgezonden naar de Raad van State. Het strekt er in de eerste plaats toe snellere en eenvoudiger procedures in te voeren, evenwel steeds met inachtneming van de rechten van de verzoekers. Het ontwerp is conform de ontwerp-richtlijn van de Europese Commissie en werd door het HCV getoetst. Wij zullen nog een

préservés. L'évaluation qui a été faite est très utile ; elle a permis certaines réorientations au niveau communal.

Notre collègue M. Smets a parlé de l'asile et de l'immigration et a ironisé sur l'arc-en-ciel. Or, pour avoir un bel arc-en-ciel, il faut de la pluie et du soleil. Chacun aura sa préférence. Ce que les uns et les autres apportent fait la beauté et la difficulté de cette politique.

En matière d'immigration, la Belgique consent déjà un effort considérable, qui doit faire l'objet d'une réflexion au niveau européen. J'ai l'intention d'organiser une grande conférence à ce sujet dans le cadre de la présidence belge.

Les chiffres des personnes qui arrivent sur notre territoire sont élevés. Si le phénomène devait prendre des proportions démesurées, des réactions très vives seraient à craindre. Des bourgmestres me l'ont confirmé dernièrement.

Des comparaisons européennes sont difficiles à faire parce que l'on ne dispose pas de chiffres crédibles.

Notre attitude a un effet immédiat sur l'arrivée des étrangers sur notre territoire. Ainsi, on sait que l'on va remplacer l'aide financière par une aide en nature ; dès lors, on constate un afflux de réfugiés espérant pouvoir encore bénéficier de l'aide financière avant sa suppression. Nous allons prendre des mesures de police pour endiguer cet afflux.

La politique annoncée se concrétise. L'arriéré a diminué de plus de moitié en ce qui concerne l'Office des étrangers. Les dossiers de régularisation arrivent désormais massivement à mon cabinet et tout sera terminé dans les délais, même s'il subsiste quelques difficultés d'ordre surtout psychologique.

Le projet de loi de réforme de l'asile sera adopté en Conseil des ministres? ce vendredi? et sera envoyé aussitôt au Conseil d'État. Son objectif principal est de mettre en place des procédures plus rapides et simplifiées, tout en respectant les droits des demandeurs. Il est conforme au projet de directive de la Commission européenne et est apprécié par le HCR. Nous allons procéder à son étude de faisabilité. Entre la phase administrative et le

haalbaarheidsstudie uitvoeren. Tussen de administratieve fase en het beroep bij de Raad van State moet een rechtscollège optreden met volledige rechtsmacht. Dat duurt altijd wat langer dan voorzien. Het aantal rechters moet opgetrokken worden.

Ik heb ook gezegd dat er meer middelen moeten worden toegekend, anders stevenen we af op een mislukking. Een eerste provisie van 150 miljoen werd uitgetrokken voor de behoeften van volgend jaar.

Nog diezelfde dag waarop de regering het licht op groen zette voor het nieuwe asielbeleid heb ik het personeel benoemd. We gaan die mensen nog nodig hebben.

Wat de uitwijzingen betreft, verloopt een en ander nu in een beter klimaat. De uitwijzingen worden bemoeilijkt door de spanningen en de onverdroten media-aandacht. Wij hebben al meer dan 8.500 mensen van het grondgebied verwijderd. Daarnaast zijn er mensen die ons land verlaten nadat ze een bevel om het land te verlaten hebben gekregen. Dat cijfer van 8.500 is nog niet voldoende.

Wij moeten samen met de overige Europese landen trachten verder te gaan. Tijdens het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie zullen wij daar werk van maken.

Ik denk tevens aan het sturen van immigratie-ambtenaren naar het buitenland om te onderzoeken op welke manier men de plaatselijke bevolking ertoe aanzet naar België te komen. Ik zal toezien op een versterking van de politionele samenwerking teneinde de stromen van asielzoekers waarvoor sommige criminelen verantwoordelijk zijn, te beheersen.

Op Europees vlak zullen wij trachten de balans van de Top van Tampere op te maken en een harmonisering inzake het asiel- en opvangbeleid tot stand te brengen.

De mensenhandel moet worden bestreden. Met dat doel zal voor de federale politie 45 miljoen extra worden uitgetrokken. In de zaak van de Albanese die in Steenokkerzeel was ontsnapt, zullen sancties worden genomen mochten tekortkomingen worden vastgesteld. Zoniet zullen sommigen moeten vaststellen dat zij te veel en te snel hebben gesproken. Wij moeten de resultaten van het gerechtelijk onderzoek afwachten.

Inzake het Observatorium van de migraties was de regering van mening dat een extra structuur niet verantwoord was. Ik verwijs u dienaangaande door naar de eerste minister, die bevoegd is voor het Centrum voor gelijke kansen.

recours devant le Conseil d'État, une instance juridictionnelle doit intervenir en pleine juridiction. Cela dure toujours un peu plus longtemps que prévu. Il faut donc une augmentation du nombre de juges.

J'avais, en effet, posé la condition de l'augmentation des moyens sous peine d'échec. Une première provision de 150 millions a été prévue pour faire face aux nécessités qui se présenteront l'année prochaine.

Le jour même où le gouvernement a approuvé la nouvelle politique d'asile, j'ai rassuré le personnel en place : on aura besoin d'eux.

En matière d'expulsion, le climat s'est amélioré. La tension et l'acharnement médiatique rendent difficiles les expulsions. Nous avons procédé à plus de 8.500 éloignements. À côté de cela, des personnes ayant reçu un ordre de quitter le territoire quittent notre pays. Le chiffre de 8.500 est encore insuffisant.

Nous devons essayer d'aller plus loin avec les autres pays européens. Notre présidence de l'UE s'y attellera.

Je pense aussi à l'envoi d'officiers d'immigration à l'étranger pour savoir comment sont élaborés des incitants pour faire croire aux habitants qu'il est bon d'aller en Belgique. Je veillerai à renforcer la coopération policière pour contrôler les flux dont sont responsables certains criminels.

Au niveau européen, nous essayerons de faire le bilan de Tampere et de créer des conditions harmonisées pour l'asile et l'accueil.

Il faut lutter contre la traite des êtres humains. 45 millions supplémentaires sont affectés à cette fin à la police fédérale. Dans l'affaire de l'évadé albanais de Steenokkerzeel, si des manquements sont constatés, des sanctions seront prises. Sinon, certains devront constater qu'ils ont parlé trop et trop vite. Nous devons attendre les résultats de l'enquête judiciaire.

En ce qui concerne l'Observatoire des migrations, le gouvernement a estimé qu'une structure supplémentaire ne se justifiait pas. Je vous renvoie, à ce sujet, au premier ministre, responsable du Centre pour l'égalité des chances.

In het kader van de hervorming zal een audit van de uitrusting van de hulpdiensten plaatsvinden. Sommige gemeenten klagen over de kosten die zij voor hun rekening zullen moeten nemen. Men kan niet nog meer van hen vragen. Bovendien worden de intergemeentelijke bijdragen niet op eenvormige wijze vastgesteld, wat ten koste kan gaan van de manier waarop elkeen tot de veiligheid bijdraagt.

Dat alles wordt besproken in de zes werkgroepen die ik heb opgericht om de hervorming concreet gestalte te geven. Ik verwacht hun besluiten in de loop van volgend jaar. Er wordt ernstig werk geleverd door een multidisciplinair team en er is overleg met de vakbonden.

Ik probeer voortgang te maken met de onderhandelingen over de statuten, maar er is nog geen akkoord.

Ik deel uw mening over de interventieplannen, maar dat geldt niet alleen voor de politiediensten. Dit gaat ook andere veiligheidsdiensten aan. Dankzij die plannen, en het Astrid-netwerk, zal er een goed functionerende structuur op poten kunnen worden gezet.

Tot besluit van zijn uiteenzetting had de heer Tant het over een film. Ik ga ook graag naar de bioscoop, maar ik hou vooral van lachfilms. Zijn betoog heeft dan ook heel wat herinneringen oproepen. Aan de universiteit had ik een professor in de historische kritiek die zei dat diegenen die tijdens de oorlog in hun loopgraven zaten en met hun kleine kopzorgjes bezig waren, amper wisten wat er aan de gang was, en misschien niet eens wisten dat de oorlog voorbij was.

Er worden meer middelen uitgetrokken voor veiligheid. Deze hervorming is de grootste in onze geschiedenis, en ligt geheel in de lijn van wat op Europees niveau zal worden beslist. Er komt ook een hervorming van de hulpdiensten en er wordt een preventiebeleid uitgestippeld. Er zitten tal van wetten in de pijplijn, en daar ben ik best trots op, want ik vind dat in het derde millennium veiligheid ook als een zaak van groot gewicht moet worden beschouwd. *(Applaus bij de meerderheid)*

01.24 Tony Van Parys (CVP): In de commissie hadden we een boeiend debat, waarvan ik twee elementen ontken. De minister wil vijf gesloten instellingen voor jeugddelinquenten oprichten. Eén gaat al in 2001 open. Dit is een moedig standpunt. Het is een belangrijk instrument.

Een tweede interessant element was de discussie over de adoptie. De PRL-fractie sprak zich uit tegen

Un audit des équipements des services de secours devrait figurer dans la réforme. Certaines communes se plaignent des coûts qu'elles doivent prendre en charge. On ne peut leur demander plus. De plus, les contributions entre les communes ne sont pas fixées uniformément, ce qui peut porter préjudice à la manière dont chacun participe à la sécurité.

Tout cela est discuté dans les six groupes que j'ai installés pour concrétiser la réforme. J'attends leurs conclusions dans le courant de l'année prochaine. Ce travail est fait sérieusement, en équipe multidisciplinaire et en accord avec les syndicats.

J'essaie d'avancer dans les négociations sur les statuts, mais nous n'avons pas encore abouti.

Concernant les plans d'intervention, je partage votre avis, mais pas seulement pour les services policiers : d'autres services de sécurité sont intéressés. Couplé au système Astrid, ces plans permettront de mettre sur pied une structure performante.

M. Tant a conclu en parlant d'un film. J'aime aussi le cinéma, mais surtout les films comiques. Et ainsi, son intervention a éveillé en moi de nombreux souvenirs. J'ai eu à l'université un professeur de critique historique qui nous disait que, pendant la guerre, ceux qui se battaient dans leurs tranchées, vivant avec leurs petites préoccupations, ignoraient ce qui se passait. À la limite, ils ignoraient que la guerre était finie. En effet, ils ne se sont pas rendu compte de ce qui se passait.

On augmente les moyens de la sécurité et cette réforme est la plus importante de notre histoire, tout en étant conforme à ce qui se décidera au niveau européen. Une réforme des services de secours sera lancée de même qu'une politique de prévention. Beaucoup de nouvelles lois sont en chantier et j'en suis fier car je crois que la sécurité doit, elle aussi, entrer dans le troisième millénaire de plain-pied ! *(Applaudissements sur les bancs de la majorité)*

01.24 Tony Van Parys (CVP): En commission, nous avons assisté à un débat passionnant dont je retiendrai deux éléments. Le ministre envisage de mettre en place cinq institutions pour délinquants juvéniles. Une de ces institutions ouvrira ses portes dès 2001. Il fait preuve de courage en adoptant un tel point de vue et l'instrument créé est important.

Un deuxième élément important est la discussion qui a été consacrée à l'adoption. Le groupe PRL

adoptie door homoseksuele koppels. Daarop liet de minister de discussie over aan het Parlement. Wij zullen graag een alternatieve meerderheid vormen om het belang van het kind te vrijwaren.

Ondanks de hoogconjunctuur is er geen substantiële verhoging van de middelen voor Justitie, in tegenstelling tot de hooggespannen verwachtingen. Die verwachtingen waren door de minister van Justitie zelf gewekt. De stijging blijft uiteindelijk beperkt tot 2,67 miljard, ver verwijderd van het oorspronkelijk voorstel. Waarom kan Justitie niet profiteren van de gunstige omstandigheden?

Hetzelfde geldt voor het personeelsbeleid. Nieuwe initiatieven moeten worden uitgevoerd door het bestaande personeel. De minister van Begroting heeft hier zijn slag thuisgehaald.

Ook op langere termijn komt er geen substantiële stijging van de middelen. De minister maakte zijn meerjarenplan niet bekend, ondanks vroegere beloften tijdens de bespreking van het veiligheidsplan in juni. Om die reden zijn de middelen voor de toekomst evenmin gereserveerd, wat in andere departementen wel het geval is. De CVP-fractie gaat niet akkoord met die werkwijze.

Wij zijn nog maar 10 dagen verwijderd van de start van de federale politie. Wij dreigen te maken te krijgen met een juridisch vacuüm door het ontbreken van parlementaire controle en van het nodige toezicht en door het in voege treden van bepaalde bepalingen die haaks staan op de Octopus-wet.

In het begrotingsontwerp zit een kanjer van een volmacht: de regering kan vrijelijk beschikken over het budget van 47 miljard en kan geld verschuiven van de ene post naar de andere. Die verschuivingen kunnen gebeuren met goedkeuring van de minister van Justitie. Hij kan dus niet beletten dat middelen van de gerechtelijke opdracht worden afgeleid. Wij hebben - met de VU - een amendement ingediend om de mogelijkheid tot verschuivingen te beperken. Wij vragen daarvoor de steun van de minister van Justitie. Wettelijk is een akkoord nodig van zowel de minister van Binnenlandse Zaken als van de minister van Justitie. De tekst van het ontwerp is dus in strijd met artikel 98 van de Politiewet. Ons amendement komt tegemoet aan dat probleem. Of dit amendement wordt goedgekeurd of niet, de begrotingscontrole op de federale politie door het Parlement wordt in feite onmogelijk gemaakt.

s'est prononcé contre l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. En réaction, le ministre a confié la discussion au Parlement. Nous serons heureux de former une majorité de rechange pour garantir l'intérêt de l'enfant.

En dépit de l'actuelle haute conjoncture et contrairement aux attentes, les moyens destinés à la Justice n'ont pas été augmentés de manière substantielle. Ces attentes avaient été suscitées par le ministre de la Justice lui-même. En définitive, l'augmentation se limite à 2,67 milliards, ce qui est beaucoup moins que ce qui avait été prévu initialement. Pourquoi la Justice ne pourrait-elle pas profiter de la conjoncture favorable ?

Il en va de même pour la politique du personnel. Les nouvelles initiatives doivent être mises oeuvre par le personnel existant; Le ministre du Budget a obtenu gain de cause.

Même à plus long terme, il ne sera pas procédé à une augmentation substantielle des moyens. Malgré les engagements qu'il avait pris lors de la discussion du plan de sécurité en juin, le ministre n'a pas dévoilé le contenu de son plan pluriannuel. Les moyens futurs nécessaires n'ont donc pas davantage été réservés alors que c'est chose faite pour les autres départements. Le groupe CVP condamne cette méthode de travail.

Plus que 10 jours nous séparent de l'entrée en fonction de la police fédérale. En l'absence de contrôle parlementaire et de la nécessaire surveillance, ainsi qu'en raison de l'entrée en vigueur de dispositions contraires aux accords octopartites, Nous nous exposons à un vide juridique

Le projet de budget prévoit une mesure de pleins pouvoirs d'importance: le gouvernement pourra librement disposer d'un budget de 47 milliards et pourra transférer les fonds d'un poste à l'autre. Ces transferts pourront se faire avec l'approbation des ministres de l'Intérieur et du Budget mais sans l'aval du ministre de la Justice. Celui-ci ne pourra par conséquent pas s'opposer à ce que des moyens soient soustraits à la mission judiciaire. Avec la VU, nous avons déposé un amendement tendant à limiter cette possibilité de transferts. Nous demandons le soutien du ministre de la Justice. D'un point de vue légal, de tels transferts requièrent l'accord des ministres de l'intérieur et de la Justice. Par conséquent, le texte du projet est contraire à l'article 98 de la loi sur la police, une erreur que redresse notre amendement. Que cet amendement soit adopté ou non, le contrôle budgétaire de la police fédérale échappera totalement au Parlement

Doel van het nationaal Veiligheidsplan was de middelen te verdelen over de verschillende diensten. Aldus zouden de prioriteiten duidelijk worden en zou parlementaire controle mogelijk worden. Het Veiligheidsplan vermeldt daarover niets, zodat het Parlement ook het beleid niet kan controleren.

Evenmin bestaat er een operationeel, administratief of logistiek kader. Het minimumkader voor de algemene directie van de Gerechtelijke Politie en voor de gedeconcentreerde gerechtelijke politie is niet bij wet vastgelegd. Dat is nochtans verplicht door artikel 106 van de wet, dat sinds 1 januari in 2000 in werking is getreden. Het Parlement heeft dus geen vat op het functioneren van de federale politie. Kunnen we, vanuit constitutioneel oogpunt, de federale politie in deze omstandigheden wel van start laten gaan? Daarnaast is er evenmin een federale politieraad en zal een globale evaluatie van de werking en organisatie dus niet mogelijk zijn.

Ook het toezicht door de magistratuur is een probleem. Het wetsvoorstel-Bourgeois heeft gezorgd voor een systeem waarbij toch nog tegen 1 januari magistraten worden aangeduid, al heeft de meerderheid ervoor gekozen dat het magistraten worden onder toezicht van de uitvoerende macht, in plaats van nationaal magistraten. De Senaat heeft het ontwerp echter geamendeerd, waardoor de magistraten worden aangeduid bij een in Ministerraad overlegd KB, met andere woorden op basis van een deal. Dit is het einde van de objectivering van de benoemingen. De Hoge Raad wordt volledig buiten spel gezet.

Over de topbenoemingen is al heel wat gezegd. We dreigen enorme problemen te ontmoeten. In de gepubliceerde benoemingsvoorwaarden is geen sprake van taalevenwicht of evenwicht tussen de korpsen. Vorige week verklaarde de minister van Binnenlandse Zaken echter in de Kamer dat het taalevenwicht zal worden gerespecteerd en dat alle korpsen zullen zijn vertegenwoordigd. Die verklaring kan worden gebruikt bij een beroep bij de Raad van State vanwege afgewezen kandidaten. De schorsings- en vernietigingsgrond werd aangereikt door de minister zelf. Deze topbenoemingen dreigen dus binnen 60 dagen te worden geschorst en vernietigd. De regering zelf is daarvoor verantwoordelijk.

De toestand is zorgwekkend: wij starten in de illegaliteit, zonder kader, misschien zonder top,

dans les faits.

L'objectif du plan de sécurité nationale était de répartir les moyens entre les différents services. Cette méthode devait permettre de fixer clairement les priorités et de faciliter le contrôle parlementaire. Or, le plan de sécurité reste muet à ce sujet, de sorte que le Parlement n'est pas en mesure de contrôler la politique.

Les cadres opérationnel, administratif et logistique font également défaut. Les cadres minimums de la direction générale de la police judiciaire et de la police judiciaire déconcentrée ne sont pas fixés par la loi. L'article 106 de la loi, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2000, l'impose pourtant. Le parlement ne dispose donc d'aucun moyen de contrôler la police fédérale. Peut-on dans ces conditions, et d'un point de vue constitutionnel, autoriser le démarrage de la police fédérale? Par ailleurs, l'absence de conseil fédéral de police empêchera toute évaluation globale du fonctionnement et de l'organisation de la police.

Le contrôle exercé par la magistrature constitue également un problème. Le système instauré par la proposition de loi Bourgeois maintient le 1^{er} janvier comme date pour la désignation des magistrats. La majorité a opté pour des magistrats placés sous la tutelle du pouvoir exécutif, plutôt que des magistrats nationaux. Cependant, le Sénat a amendé la proposition de loi, de sorte que les magistrats seront désormais désignés sur une base consensuelle, à savoir un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. C'est la fin de l'objectivisation des nominations. Le Conseil supérieur est dès lors mis sur la touche.

Les nominations aux fonctions les plus importantes ont déjà suscité bien des discussions. Nous risquons d'être confrontés à de graves problèmes. Les conditions de nominations publiées ne font pas état de l'équilibre linguistique ni de l'équilibre à respecter entre les différents corps. La semaine dernière, le ministre de l'Intérieur a néanmoins déclaré à la Chambre que l'équilibre linguistique serait observé et que tous les corps auraient leurs représentants. Les candidats non retenus pourront se fonder sur cette affirmation pour introduire un recours auprès du Conseil d'Etat. Le ministre a lui-même fourni l'élément qui permet ce recours en suspension ou en annulation. Les nominations des hauts fonctionnaires risquent d'être suspendues ou annulées dans les 60 jours. La faute en incombe au gouvernement.

La situation est préoccupante: la réforme débute dans l'illégalité, en l'absence de cadre, peut-être de

zonder parlementaire controle op de begroting en het beleid, zonder onafhankelijke controle van de magistratuur en zonder toezicht van de federale politieraad. De adviezen van de onderzoekscommissie werden in de wind geslagen. Daarom heb ik de voorzitter gevraagd de Vaste Commissie van Toezicht op de Politiediensten bijeen te roepen, om na te gaan hoe de controle kwalitatief en inhoudelijk kan worden versterkt. Vrijdag zal die bijzondere commissie vergaderen.

De federale politie start dus in onverantwoorde omstandigheden. Dat is de verantwoordelijkheid van de minister van Justitie, als behoeder van de rechtsstaat en als voormalig voorzitter van de onderzoekscommissie. Ik vraag hem er vooralsnog voor te zorgen dat de federale politie niet van start gaat.

Er resten nog tien dagen om in de regering een veto te stellen. Doet de minister dat niet, dan zal hij een verpletterende verantwoordelijkheid dragen.

01.25 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Een jonge Roemeen die hier een stage doorbrengt in het kader van zijn doctoraat stelde in een eerste rapport vast dat één van de belangrijkste doelstellingen van de regering het afremmen van het Vlaams Blok is. Dat blijkt ook uit de verdeling van de middelen: weinig voor Justitie, veel voor het asielbeleid. Men kan zo de burgers vervangen door mensen die de regering dankbaarder zijn en men kan tegemoet komen aan het tekort aan arbeidskrachten. Brussel DC zal de hoofdstad worden van een intercontinentaal Europa, wat nog meer immigranten zal aantrekken en nog meer tolerantie vereist.

België wordt een zalig toevluchtsoord voor al wie elders wat op zijn kerfstok heeft. België heeft terecht de strijd tegen het racisme en de jeuddelinquentie aangevat, maar doet dat op een te zachte wijze en gevangenisstraf komt daar niet eens aan te pas. Als er al straffen worden uitgesproken, wordt slecht een zevende ervan uitgevoerd. Ook de voorlopige hechtenis wordt nauwelijks gehanteerd. België wordt geroemd voor zijn barmhartige houding ten overstaan van delinquenten. De psychiatrische gevangenen kennen "Roemeense" toestanden, wat het resultaat is van een bewust gevoerd beleid. België is berucht door het invoeren van homohuwelijken en – adopties. De sterke arm van de wet – de politie – wordt in ruime mate gecompenseerd door de zachte arm der justitie. De Belgische justitie doet er alles aan om iedereen het licht van de zon te

direction, de contrôle parlementaire sur le budget et sur la politique, d'un mécanisme de contrôle indépendant pour la magistrature et de tutelle sur le conseil fédéral de police. Les avis de la commission d'enquête ayant été ignorés, j'ai demandé la convocation de la commission permanente de contrôle des services de police pour voir comment améliorer qualitativement et quantitativement le contrôle. Cette réunion extraordinaire aura lieu vendredi.

La police fédérale voit donc le jour dans des circonstances inadmissibles. En tant que garant de l'Etat de droit et ancien président de la commission d'enquête, le ministre de la Justice de veiller au bon déroulement de la réforme. Je lui demande de reporter l'entrée en fonction de la police fédérale.

Il reste encore dix jours au ministre pour opposer son veto au sein du gouvernement. S'il ne le fait pas, il endossera une responsabilité écrasante.

01.25 Bart Laeremans (VLAAMS BLOK): Un jeune Roumain accomplissant dans notre pays un stage dans le cadre de son doctorat a constaté dans un premier rapport qu'un des principaux objectifs du gouvernement est de freiner la progression du Vlaams Blok. La répartition des crédits conduit au même constat : peu de moyens sont accordés à la Justice tandis que des moyens substantiels sont alloués pour la politique d'asile. Ainsi, nos concitoyens pourront être remplacés par des gens qui manifestent une plus grande gratitude à l'égard du gouvernement, ce qui permettra de remédier à la pénurie de main-d'œuvre. Brussels D.C. sera la capitale d'une Europe intercontinentale qui attirera encore davantage d'immigrés et requerra une tolérance plus grande encore.

La Belgique devient une terre d'accueil pour tous ceux qui ont quelque chose à se reprocher ailleurs. La Belgique lutte à juste titre contre le racisme et la délinquance des mineurs mais elle ne mène pas ce combat avec suffisamment de fermeté et il n'est pas question de peines de prison. Et même si une peine d'emprisonnement est prononcée, un septième seulement de cette peine est véritablement purgée. L'instrument de la détention provisoire n'est pratiquement jamais utilisé. La Belgique est réputée pour sa clémence envers les délinquants. Les prisons psychiatriques connaissent des situations "à la roumaine", résultant d'une politique délibérée. La Belgique est également connue pour avoir instauré les mariages et adoptions chez les homosexuels. Le bras fort de la loi, la police, est neutralisé par son bras faible, la justice. La justice belge fait tout pour que chacun

gunnen. Tot zover een buitenlands waarnemer! Dit hoeft geen verdere commentaar. (*Applaus Vlaams Blok*)

01.26 **Guy Hove** (VLD): Vooraleer de inhoud van de beleidsnota te bespreken, wil ik toch even enkele cijfers aanhalen. De begroting stijgt, al kan uit de naakte cijfers het tegendeel blijken, maar men moet rekening houden met de prijs van de politiehervorming. De groeitrend van de laatste jaren wordt dus wel degelijk doorgezet.

In de beleidsnota gaat veel aandacht naar de verdere modernisering van het justitieel apparaat: *e-justice* komt eindelijk dichterbij. Zo zal justitie aan slagkracht winnen.

Ook de Octopusakkoorden worden verder uitgevoerd.

Voor mij is de realisatie van het Federaal Veiligheids- en Detentieplan echter de belangrijkste pijler van de beleidsnota. Zijn hiervoor wel voldoende middelen uitgetrokken? Gelukkig kunnen er heel wat ingrijpende maatregelen worden getroffen die weinig of geen geld kosten: de getuigenbescherming, de strijd tegen de informaticacriminaliteit, het forensisch onderzoek, de faillissementswet. Andere voorstellen uit het plan heeft een grotere budgettaire impact, denk aan de oprichting van een Centraal Ontwenningorgaan in de strijd tegen de witteboordcriminaliteit.

De commissie Kansspelen zal in 2001 eindelijk volwaardig operationeel worden. Een regeling van deze problematiek, die een grote maatschappelijke impact heeft, is op haar plaats.

De beleidsnota besteedt terecht veel aandacht aan de herstelgedachte. Dit werd reeds in het Veiligheidsplan aangekondigd. De minister heeft de intentie een efficiënt strafuitvoeringsbeleid uit te tekenen. De verdere uitbouw van de herstelgedachte betekent niet dat er geen plaats meer is voor een streng repressief beleid. De belangen van het slachtoffer moeten erkend worden, maar ook de belangen van de dader. En dan is er ook nog het belang van de samenleving, meer bepaald het herstel van de verstoorde relaties tussen de partijen.

We worden nu geconfronteerd met een vorm van penitenciaire indigestie. Gevolg: overbevolkte gevangenissen, omdat er te gemakkelijk bij de bestraffing naar vrijheidsberoving wordt gegrepen. De beleidsnota voorziet in maatregelen tegen deze

puisse occuper une place au soleil. Voilà ce qu'affirme un observateur étranger. Cela se passe de commentaires. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Blok*)

01.26 **Guy Hove** (VLD): Avant d'aborder la teneur de la note de politique, je voudrais citer quelques chiffres. Le budget croît, même si les chiffres bruts font apparaître le contraire. Toutefois, il faut tenir compte de la facture de la réforme des polices. Par conséquent, la croissance observée ces dernières années se poursuit bel et bien.

Dans la note de politique, une large attention est portée à la poursuite de la modernisation de l'appareil judiciaire : la *e-justice* sera enfin là. Elle accroîtra l'efficacité de la justice.

Quant aux accords octopartites, leur mise en œuvre sera poursuivie également.

Toutefois, je considère que la réalisation du plan fédéral de sécurité et de politique pénitentiaire est le pilier majeur de la note de politique. Mais des crédits suffisants ont-ils bien été réservés à cette fin ? Heureusement, le gouvernement peut réaliser de nombreuses réformes radicales dont le coût sera peu élevé ou nul : la protection des témoins, la lutte contre la criminalité informatique, la recherche en médecine légale, la loi sur les faillites. D'autres propositions traduites dans ce plan ont une incidence budgétaire plus élevée.

La Commission pour les jeux de hasard deviendra enfin pleinement opérationnelle en 2001. Une réglementation de ces pratiques, qui ont un impact social important, s'imposait.

A juste titre, la note de politique générale s'intéresse de près à l'idée de réparation, qui avait déjà été présentée dans le plan de sécurité. Le ministre a exprimé l'intention de mener une politique d'exécution des peines efficace. L'élaboration plus avant du concept de justice réparatrice n'implique pas qu'il n'y ait plus de place pour une politique répressive sévère. Les intérêts de la victime doivent être reconnus mais ceux de l'auteur ne peuvent être oubliés. Les intérêts de la société sont également importants, plus particulièrement sous l'angle du rétablissement des relations entre les parties.

Nous sommes actuellement confrontés à une forme d'indigestion pénitentiaire. La justice de notre pays recourant trop volontiers aux peines privatives de liberté, nos prisons sont en effet surpeuplées. La note de politique générale prévoit des mesures tendant à combattre cette inflation, assorties d'un

penitentiaire inflatie, gekoppeld aan een verscherpte controle op veroordeelden die de gevangenissen verlaten. Het directoraat-generaal voor de strafinrichting krijgt een groter budget.

Ondertussen werkt de commissie-Holsters aan een herwaardering van het straffoetmingsproces. Haar eerste voorstellen worden volgend jaar verwacht. Men denkt onder meer aan gevangenisvervangende straffen. Anderzijds is er ook het rapport-Dupont dat een basiswet uitwerkt rond de rechtspositie van gedetineerden.

De positie van het slachtoffer in het moderne strafrecht wordt belicht. Het slachtoffer heeft recht op informatie over de straf van de dader, hierbij begeleid door de herstelconsulenten. De plaats van de justitiehuzen is in het licht van deze evolutie fundamenteel.

Men kan zich de vraag stellen of ontoerekeningsvatbaren thuishoren in strafinrichtingen. Deze problematiek verdient een grondig debat en ik heb de indruk dat de minister zich daarvan bewust is.

Enkele aspecten van de beleidsnota wekken verwondering. Er wordt bijvoorbeeld een groot bedrag uitgetrokken voor de militaire rechtbanken, terwijl er al jaren gediscussieerd wordt over de afschaffing ervan. In 2001 zou een initiatief in die richting worden genomen. Ook voor de pro-deo-advocaten wordt een ruim bedrag uitgetrokken, maar het laatste woord over de verdeelsleutel tussen de Vlaamse en Waalse balies is nog niet gevallen.

Van het luik drugs uit het Veiligheidsplan vinden we in de begroting van Justitie 2001 niets terug. Is drugbeleid dan niet langer een justitiële materie? Er zijn duidelijke richtlijnen nodig zowel inzake preventie als repressie. Wat gebeurt er op dat vlak met de bestaande projecten tussen de magistratuur en de lokale overheden?

Het aantal van de personeelskosten blijft stijgen, zodat steeds minder geld overblijft voor de inhoudelijke aspecten van Justitie. Dit kan bijvoorbeeld de ontplooiing van het Veiligheidsplan hypothekeren. Toch is de beleidsnota 2001 voor Justitie een belangrijk werkdocument voor een ernstige hervorming. Zowel de beleidsnota als de begroting keuren wij goed. (*Applaus*)

renforcement du contrôle des détenus bénéficiant d'une remise en liberté. Le budget de l'Administration des établissements pénitentiaires est augmenté.

Dans l'intervalle, la commission Holstens planche sur la revalorisation du processus de mesure de la peine. Elle devrait formuler ses premières propositions l'an prochain. Quant au rapport Dupont, il formule une proposition de texte législatif de base relative à la position en droit des détenus.

La position de la victime dans le droit pénal moderne est mise en évidence. La victime a le droit d'être informée de la peine encourue par l'auteur des faits et de bénéficier du soutien de conseillers en vue de la réparation. Les maisons de justice occuperont une place centrale dans le cadre de cette évolution.

On peut se demander s'il est normal de retrouver en prison des personnes jugées non responsables de leurs actes. Ce problème devrait faire l'objet d'un débat approfondi et j'ai l'impression que le ministre en est conscient.

Certains éléments de la note de politique suscitent l'étonnement. C'est ainsi qu'un montant important est prévu pour les tribunaux militaires alors que cela fait des années qu'il est question de les supprimer. Une initiative en ce sens devait être prise en 2001. Un crédit important est également prévu pour les avocats pro deo, mais les choses ne sont pas encore réglées en ce qui concerne la clé de répartition à appliquer entre les barreaux flamands et francophones.

Le volet drogue du plan de sécurité ne trouve pas son prolongement dans le budget du département de la Justice pour 2001. La politique en matière de drogue ne relèverait-elle plus de la justice? Des directives précises doivent être élaborées en matière de prévention et de répression. Qu'advient-il dans ce cadre des projets existants échafaudés entre magistrats et autorités locales?

Le poste relatif aux frais de personnel continue à augmenter, de sorte qu'il reste moins d'argent pour mener une véritable politique en matière de justice. La mise en oeuvre du plan de sécurité risque ainsi d'être remise en cause. La note de politique générale du ministre de la Justice pour l'année budgétaire 2001 constitue néanmoins un document de travail important dans l'optique d'une réforme fondamentale. Nous approuverons dès lors cette

note de politique ainsi que le budget.
(Applaudissements)

01.27 Anne Barzin (PRL FDF MCC): Wij staan achter uw streven om een evolutie te bewerkstelligen van een zuiver repressief strafrecht naar een zogenaamd herstelstrafrecht, wat in de praktijk moet uitmonden in een op herstel gerichte opsluiting en in de tenuitvoerlegging van maatregelen, zoals het informeren van slachtoffers die dat wensen over het verloop van de opsluiting van daders, of de indienstneming van herstelconsulenten. In dat kader herinner ik eraan dat de oprichting van strafuitvoeringsrechtbanken een van de prioriteiten van mijn fractie is.

U zegt dat de onderhandelingen met de minister van Volksgezondheid en de minister van Sociale Zaken rond zijn en dat met de psychiatrische sector akkoorden zullen worden gesloten over de opvang van minder gevaarlijk geachte gedetineerden : enkel gedetineerden die een groot risico vormen zouden in gespecialiseerde afdelingen van de strafinrichtingen worden opgesloten. Men moet ter zake zeer voorzichtig zijn, gelet onder meer op de gebeurtenissen die zich dit jaar in Doornik hebben afgespeeld.

Wat verstaat u onder "minder gevaarlijke gedetineerden"? Welke maatregelen zal u treffen om drama's zoals in Doornik te voorkomen, gelet op het feit dat de psychiatrische sector niet op veiligheid is gericht? Zal u de financiering van ziekenhuizen die over een eenheid van sociaal verweer beschikken, herzien?

Ik wijs erop dat grote inspanningen worden geleverd om het gerecht menselijker en toegankelijker voor de burgers te maken, met name via de justitiehuisen, waarvan de financiering fors zal worden opgetrokken.

Een vademecum waarin de taken worden omschreven van al degenen die bij de slachtofferhulp zijn betrokken, is een goed initiatief. Een dergelijk vademecum zou ter attentie van de slachtoffers kunnen worden verspreid.

Ik verheug mij over de opeenvolgende verhogingen in de komende jaren van de bezoldiging van de *pro deo* advocaten.

Wij zijn blij dat u in het kader van de herziening van het Gerechtelijk Wetboek de taal die ten aanzien van de rechtzoekende wordt gebezigd wil vereenvoudigen, en eerdaags een wetsontwerp zal indienen waarbij de burger duidelijke informatie zal krijgen over zijn rechten en plichten in een

01.27 Anne Barzin (PRL FDF MCC): Nous partageons votre idée de favoriser l'évolution d'une justice pénale purement répressive vers une justice pénale dite réparatrice, ce qui doit se traduire par une détention axée sur la réparation et pas la mise en œuvre de mesures comme l'information de la victime qui le souhaiterait sur le déroulement de la détention de l'auteur, ou comme l'engagement de conseillers en réparation. Dans ce cadre, je rappelle que la mise en place de tribunaux d'application des peines constitue une des priorités de notre groupe.

Vous annoncez la fin des négociations avec les ministres de la Santé publique et des Affaires sociales et la conclusion d'accords avec le secteur psychiatrique quant à l'accueil des détenus réputés moins dangereux : seuls les détenus présentant un risque important devraient séjourner dans des sections spécialisées des établissements pénitenciers. Il me semble qu'il faut être très prudent dans ce domaine, en égard notamment aux événements qui se sont déroulés à Tournai cette année.

Qu'entendez-vous par « détenus moins dangereux » ? Etant donné que le secteur psychiatrique n'est pas centré sur la sécurité, quelles mesures comptez-vous prendre pour éviter des drames comme celui de Tournai ? Avez-vous l'intention de revoir le financement des hôpitaux avec une unité de défense sociale ?

Je tiens à souligner l'effort fait pour rendre la justice plus humaine et plus accessible aux citoyens, notamment par les maisons de justice, dont le financement sera substantiellement augmenté.

Le guide pratique définissant les missions des intervenants de l'aide aux victimes représente une bonne initiative. Un guide de ce type pourrait être diffusé à l'attention des victimes.

Je me réjouis de l'augmentation, qui se poursuivra les années suivantes, de la rémunération des *pro deo* avocats.

Concernant la réforme du Code judiciaire, nous nous réjouissons de votre intention de simplifier le langage à l'égard du justiciable et du dépôt prochain d'un projet de loi reprenant des modèles d'actes de procédure qui informeront clairement les citoyens de leurs droits et devoirs dans le cadre d'une

rechtsgeding.

Uw justitiebeleid berust op drie pijlers : het Octopus-overleg, het federale veiligheidsplan en de evolutie naar een modern justitieel apparaat met het project omtrent e-justice. Wat dat laatste betreft, heeft u beslist de uitgaven voor computerisering in aparte basisallocaties in te schrijven. Dat zal voor een grotere transparantie zorgen, en zal tot gevolg hebben dat de voor de informatisering uitgetrokken middelen wel degelijk aan de informatisering van justitie worden besteed.

Tevens moet onderstreept worden dat de begroting wordt opgetrokken. Een meer performant gerecht ligt in het verschiet. Het zou interessant zijn om een stand van zaken te schetsen, zodat we weten welke investeringen al gedaan werden en welke nog niet.

Wat de indienstneming van personeel betreft, zijn wij blij dat er geen beroep meer wordt gedaan op artikel 185, § 3 van het Gerechtelijk Wetboek, waarbij in noodgevallen contractuelen kunnen worden aangetrokken. Voortaan is voor elke nieuwe indienstneming een positief advies van de inspectie van financiën nodig. Wij nemen nota van uw ontwerpen, maar voegen er meteen aan toe dat wij terughoudend staan tegenover uw initiatief met betrekking tot adoptie.

De PRL FDF MCC-fractie steunt de regeringsmaatregelen inzake het departement Justitie.

01.28 Jef Tavernier (AGALEV-ECOLO): Ik moet mevrouw Talhaoui verontschuldigen, die in Antwerpen bij de coalitiebesprekingen aanwezig moest zijn. Zij had gevraagd dat ik haar tekst zou voorlezen. Ik stel echter voor haar tekst aan de minister te overhandigen, zodat hij haar vragen schriftelijk kan beantwoorden.

Kan de minister niettemin verduidelijkingen geven bij de verhoging van de middelen voor de organisatie van de islamitische eredienst?

Agalev-Ecolo zal de begroting en de beleidsnota Justitie goedkeuren.

01.29 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Wat meteorologisch de langste nacht van het jaar is, wordt langzamerhand de kortste.

De beleidsruimte die vrij komt ten gevolge van de budgettaire successen komt onder meer ten goede aan het departement Justitie. Deze extra middelen

procédure judiciaire.

Votre politique en matière de justice reposera sur trois piliers : la concentration octopartite, le plan fédéral de sécurité et l'évolution vers un appareil judiciaire moderne dans le cadre du projet e-justice. Concernant ce dernier point, vous avez décidé d'inscrire les dépenses en informatique dans des allocations de base séparées. Cela augmentera la transparence et fera en sorte que les moyens prévus iront réellement à l'informatisation de la justice.

Par ailleurs, il faut souligner l'effort budgétaire qui sera réalisé en ce domaine, ce qui rendra la justice plus performante. À cet égard, il serait intéressant de disposer d'un état de la question et de connaître les investissements qui restent encore à réaliser en cette matière.

Concernant le recrutement du personnel, nous nous réjouissons du fait que vous ayez mis fin au recours à l'article 185, §3 du Code judiciaire permettant d'engager, en cas d'urgence, du personnel sans les liens d'un contrat de travail. Tout futur recrutement sera subordonné à un avis positif préalable de l'Inspection des finances. Nous prenons acte de vos projets, mais vous informons dès à présent de notre réticence quant à votre initiative relative à l'adoption.

En conclusion, le groupe PRL FDF MCC soutiendra les mesures présentées par le gouvernement en matière de justice.

01.28 Jef Tavernier (AGALEV-ECOLO): Je dois excuser Mme Talhaoui qui doit assister aux négociations en cours à Anvers en vue de former une coalition. Elle m'a demandé de donner lecture de son texte. Toutefois, je propose de remettre ce texte au ministre de manière à ce qu'il puisse répondre à ses questions par écrit.

Le ministre pourrait-il toutefois fournir des éclaircissements au sujet de l'augmentation des crédits alloués à l'organisation du culte islamique ?

Agalev-Ecolo approuvera le budget et la note de politique générale de la Justice.

01.29 Marc Verwilghen, ministre (en néerlandais): Ce qui devait être la nuit la plus longue de l'année d'un point de vue météorologique devient peu à peu la nuit la plus courte.

La marge de manœuvre politique que permettent les réalisations budgétaires bénéficiera notamment au département de la Justice. Ces moyens

dienen drie onderdelen van het justitieel beleid: de Octopus-hervorming, het Veiligheidsplan en de modernisering van de rechtsspraak. Als men de inspanningen die deze regering doet inzake Justitie, vergelijkt met die van de voorbije regeringen, zijn de cijfers sprekend: de vorige regering trok in haar driejarenplan 8,75 miljard extra middelen uit, weliswaar om na drie jaar qua investeringen terug te gaan naar het niveau van 1997. Dit komt neer op een jaargemiddelde van 2,78 miljard extra middelen. De voorbije twaalf jaar was de gemiddelde stijging 2,16 miljard, wat aanzienlijk minder is dan de 3,53 miljard van deze regering.

Collega Van Parys had het over de gesloten instellingen voor jeugddelinquenten, waarvoor de regering een verantwoorde oplossing zocht en een akkoord bereikte. De Ministerraad keurde het akkoord goed.

Rond de adoptie, ook voor homokoppels, heeft de regering altijd gesteld het Internationaal Verdrag van 's Gravenhagen en de verdragen over de rechten van het kind te respecteren. Het Parlement zal bij het adoptieontwerp nauw worden betrokken en kan dan zijn volwassenheid tonen.

Het is juist dat ik voor het Veiligheidsplan 3,745 miljard gevraagd had bij de begrotingsbesprekingen. Ik kreeg uiteindelijk 3 miljard. Dat zijn geen *peanuts*.

In het verleden hebben meerjarenplannen binnen Justitie verduidelijkt dat geen soepele aanpassingen van de begroting meer mogelijk waren. Daarom opteer ik voor een driejarenplan.

De problematiek van de controle op de federale politie wordt door sommige sprekers bijzonder somber en pessimistisch benaderd, alsof zij nu al op een mislukking hopen. Er is geen enkele reden voor dit doemdenken. Het Parlement verliest geenszins zijn controle, via de goedkeuring van de begroting. Evenmin is er sprake van een soort blanco cheque die het Parlement aan de regering aanbiedt inzake de besteding van het bedrag van 47 miljard. Er bestaat immers een protocol voor de besteding van dit bedrag tussen de ministers van Justitie, Binnenlandse Zaken en Begroting. Er is geen sprake van een blanco cheque.

01.30 Tony Van Parys (CVP): Ik meen toch dat er

supplémentaires seront alloués à trois axes de la politique judiciaire : la réforme octopartite, le plan de sécurité et la modernisation de la justice. Si l'on compare les efforts fournis par l'actuel gouvernement à ceux accomplis par les précédents, les chiffres sont éloquentes. Ainsi, le précédent gouvernement avait dégagé 8,75 milliards de francs supplémentaires dans son plan tri-annuel. Après trois ans, les investissements retombaient au niveau de 1997, ce donne une moyenne annuelle de 2,78 milliards de moyens supplémentaires. La croissance moyenne au cours des douze dernières années a été de 2,16 milliards, un montant inférieur donc aux 3,53 milliards dégagés par ce gouvernement.

Notre collègue Van Parys a parlé des établissements fermés pour délinquants juvéniles, pour lesquels le gouvernement a tenté de trouver une solution valable et est parvenu à un accord. Le conseil des ministres a approuvé cet accord.

S'agissant de l'adoption, y compris par des couples homosexuels, le gouvernement a toujours dit qu'il entendait respecter la convention internationale de La Haye et les conventions relatives aux droits de l'enfant. Le Parlement sera étroitement associé au projet d'adoption et pourra à cette occasion fournir la preuve de sa maturité.

Il est exact que j'avais demandé 3,745 milliards pour le plan de sécurité lors des négociations budgétaires. J'ai finalement obtenu 3 milliards, ce qui n'est pas rien.

Dans le passé, les plans pluriannuels au département de la Justice ont fait apparaître clairement qu'il n'était plus possible de prévoir des ajustements budgétaires souples. C'est la raison pour laquelle j'opte personnellement en faveur d'un plan trisannuel.

Certains orateurs se sont montrés particulièrement pessimistes à propos du contrôle de la police fédérale, comme s'ils tablaient déjà sur un échec. Il n'y a aucune raison de voir les choses aussi sombrement. En approuvant le budget, le Parlement ne perd aucunement son droit de contrôle. Il n'est pas davantage question d'un chèque en blanc que le Parlement signerait en faveur du gouvernement en ce qui concerne l'affectation du montant de 47 milliards de francs. Les ministres de la Justice, de l'Intérieur et du Budget ont en effet signé un protocole à propos de l'affectation du montant de 47 milliards de francs. Il n'est certainement pas question d'un chèque en blanc que le Parlement donnerait au gouvernement

01.30 Tony Van Parys (CVP): J'estime qu'un

zich een probleem van democratisch deficit zal voordoen. De controle op de begroting wordt ons juist ontnomen, omdat het Parlement de regering een volmacht geeft voor de besteding van de 47 miljard, zonder dat het Parlement hierover zijn zegje mag hebben.

Bovendien heeft ook de minister geen enkele zeggenschap. Een protocol lost dat niet op, want dat is in tegenstrijd met artikel 98 van de wet op de geïntegreerde politie. Het Parlement kan inzake veiligheid geen controle uitoefenen op de regering vanwege bepalingen in het Veiligheidsplan. Daarom vraag ik uitdrukkelijk een controlecommissie op te richten, want de regering heeft zelf ook geen controlemiddelen op de geïntegreerde politie.

01.31 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Het artikel 98 van de wet op de geïntegreerde politie bepaalt dat de ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken kunnen worden aangesproken voor de budgetten. Ik verwijs ook naar het debat van vorige week bij de programmawet.

De capaciteitsverdeling van de manschappen zal het wel degelijk mogelijk maken te reageren tegen de georganiseerde criminaliteit.

01.32 **Tony Van Parys** (CVP): Dat klopt niet. De verdeling van de diverse capaciteiten wordt geregeld in het Veiligheidsplan en we moeten daarop toch nauwkeurig kunnen toezien.

01.33 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): De ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken tekenen de krachtlijnen uit en houden zich niet met de details bezig.

De heer Van Parys hamert er voortdurend op dat de toezichthoudende magistraten politiek zullen worden benoemd en dat ze bijgevolg niet onafhankelijk zullen zijn. Welnu, die vrees of verwachting is totaal ongegrond.

De heer Laeremans heeft een tussenkomst gehouden, waaraan ik voor de rest geen aandacht wil besteden. Ik stel alleen vast dat de heer Laeremans het in zijn exposé even had over de verzuring van de maatschappij. Welnu, ik heb de indruk dat hij daaraan dapper meedoet.

01.34 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Ik heb het over de individualisering gehad, waarbij ik de verregaande liberalisering van de VLD hekelde.

01.35 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*):

problème de déficit démocratique se posera néanmoins. Le contrôle du budget nous est précisément retiré puisque le Parlement donne au gouvernement les pleins pouvoirs en ce qui concerne l'affectation de ce montant de 47 milliards de francs, sans aucune possibilité pour le Parlement d'exprimer son avis.

En outre, le ministre lui-même n'a pas du tout voix au chapitre. Conclure un protocole ne résoud pas cette difficulté, car c'est contraire à l'article 98 de la loi sur la police intégrée. En matière de sécurité, le Parlement ne peut exercer de contrôle sur le gouvernement car certaines dispositions du plan de sécurité l'interdisent. Aussi, je demande expressément qu'une commission de contrôle soit créée, le gouvernement ne disposant lui-même d'aucun moyen de contrôle sur la police intégrée.

01.31 **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*): L'article 98 de la loi sur la police intégrée prévoit que les ministres de la Justice et de l'Intérieur peuvent être amenés à rendre des comptes en ce qui concerne les budgets. Je vous renvoie, par ailleurs, au débat sur la loi-programme de la semaine passée.

La répartition des capacités en hommes permettra bel et bien de réagir à la criminalité organisée.

01.32 **Tony Van Parys** (CVP): C'est inexact. La répartition des diverses capacités est réglée dans le plan de sécurité et il est opportun que nous ayons un droit de regard en cette matière.

01.33 **Marc Verwilghen**, ministre (*en néerlandais*): Les ministres de la Justice et de l'Intérieur élaborent les lignes de force de la politique à suivre et ne s'occupent pas des détails de sa mise en œuvre.

M. Van Parys ne cesse d'insister sur le fait que les magistrats investis du pouvoir de tutelle seront l'objet de nominations politiques et que par conséquent ils ne seront pas indépendants. Or, cette crainte, ou cet espoir, est sans fondement.

M. Laeremans a fait une intervention à laquelle je ne souhaite par ailleurs pas réagir mais j'observe qu'il vient d'évoquer dans son exposé le durcissement de plus en plus marqué de la société. Et bien, je pense qu'il y contribue largement.

01.34 **Bart Laeremans** (VLAAMS BLOK): Mes propos concernaient l'individualisation. J'ai critiqué en l'occurrence la libéralisation poussée du VLD.

01.35 **Marc Verwilghen**, ministre: (*en*

Op 14 november nam de Ministerraad beslissingen omtrent de inbeslagnemingen en verbeurdverklaringen in het kader van de strijd tegen de georganiseerde misdaad, de bescherming van getuigen, de omkering van de bewijslast en het bewarend beslag op verdachte vermogens. De magistratuur zal dus niet langer machteloos staan tegenover deze vorm van criminaliteit.

De kansspelwetgeving heeft ook veel meer kracht gekregen. De kansspelcommissie is nieuw leven ingeblazen en doet haar werk.

De afschaffing van de militaire rechtbanken stond in de Octopustekst, maar werd nog niet uitgevoerd. De eindtekst is nu bijna klaar.

(Frans) Wij hebben voor het herstelrecht geopteerd. Daarmee willen wij de belangen van de dader, van het slachtoffer uiteraard, en ook van de samenleving verdedigen, met inachtneming van de aanbevelingen van de commissie-Dutroux.

De strafuitvoeringsrechtbank moet veel werkzamer worden. Uit de werkzaamheden van de commissie-Holsters blijkt dat wij die kant opgaan.

Wat de problematiek van de interneringen betreft, is men het er in de psychiatrie wel over eens dat er verschillende risicograden zijn. Er is een nieuwe wet in de maak om daarmee rekening te houden. Vele geïnterneerden horen niet thuis in de gevangenis. In Doornik blijft men met een probleem zitten, maar het is niet de taak van de minister van Justitie om dat op te lossen. Ik heb mijn collega, de heer Detienne, gevraagd vergaderingen over dat onderwerp bij te wonen.

Het systeem van de justitiehuizen is op zich goed, maar wordt in de praktijk niet goed toegepast. Het is niet duidelijk welke taken de gerechtsassistenten toegewezen moeten krijgen. Er wordt momenteel nagegaan hoeveel gerechtsassistenten er nodig zijn om het takenpakket dat wij hun willen toevertrouwen, aan te kunnen.

Ik zal het voorstel over de toegang tot het strafdossier in aanmerking nemen, maar dit is niet mijn exclusieve bevoegdheid. Ik zal dit bespreken met de minister van Financiën.

De vereenvoudiging van het taalgebruik in het strafrecht zal weldra een feit zijn. Ik zie er geen been in om informatie te verstrekken over de computerisering en het gebruik van audiovisuele

néerlandais): Le 14 décembre, le Conseil des ministres a pris des décisions concernant les saisies et les confiscations dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, de la protection des témoins, du renversement de la charge de la preuve et de la saisie conservatoire des patrimoines suspects. Désormais, la magistrature ne sera plus impuissante face à cette forme de criminalité.

La législation en matière de jeux de hasards a également été renforcée. La commission des jeux de hasard poursuit ses travaux animée d'un nouveau souffle.

La suppression des tribunaux militaires figurait dans le texte des accords octopartites mais elle n'a pas encore été réalisée. Le texte final est presque terminé.

(En français) Nous avons opté en faveur du droit de réparation. Nous voulons ainsi défendre les intérêts de l'auteur des faits, ceux de la victime évidemment, et ceux de la société, dans le respect des recommandations de la commission Dutroux.

Le tribunal d'application des peines doit être effectif, bien plus qu'actuellement. Les travaux de la commission Holsters montrent qu'on va évoluer dans cette direction.

Quant à la problématique de l'internement, le monde de la psychiatrie est bien d'accord pour distinguer des degrés de risque. Des travaux préparatoires à une nouvelle loi sont en cours pour en tenir compte. De nombreux internés n'ont pas leur place dans une prison. Il subsiste le problème de Tournai, mais il n'appartient pas au ministre de la Justice de le résoudre. J'ai demandé à mon collègue Detienne de participer à des réunions à ce sujet.

Les maisons de justice sont un bon système, mais qui a été mal appliqué : l'on ne sait quelles tâches confier aux assistants judiciaires. Une étude est en cours pour déterminer le nombre d'assistants judiciaires nécessaire pour accomplir les tâches que nous voulons voir assurées.

Je prends en compte la proposition sur l'accès au dossier pénal, mais je suis pas le seul compétent en la matière. J'en discuterai donc avec le ministre des Finances.

La simplification du langage sera bientôt d'application dans le droit pénal. Je n'ai aucune objection à donner des informations sur la digitalisation et l'audio-visuel et, dès que les cahiers

middelen. Zodra de bestekken rond zijn, zal ik een en ander in de commissie voor de Justitie komen toelichten.

(Nederlands) Ik verheug me over de steun van de Agalev-Ecolo-groep. Mevrouw Talhaoui had nog een precieze vraag. Volgende week is er op mijn kabinet overleg met de executieve van de islam om de bestaande problemen uit de wereld te helpen.

Ik vraag de Kamer de begroting Justitie goed te keuren. *(Applaus)*

De vergadering wordt gesloten om 01.10 uur. Volgende vergadering 21 december om 10 uur.

de charges seront attribués, je m'expliquerai devant la commission de la Justice.

(En néerlandais) Je me réjouis du soutien apporté par le groupe Agalev-Ecolo. Mme Talhaoui avait encore une question précise. Une concertation avec l'exécutif des musulmans se tiendra à mon cabinet la semaine prochaine, afin de résoudre les problèmes existants.

Je demande à la Chambre d'adopter le budget du département de la Justice. *(Applaudissements)*

La séance est levée à 01.10 heures. Prochaine séance, jeudi 21 décembre à 10 heures.